

BMO Groupe financier annonce ses résultats du deuxième trimestre de 2020

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019 :

- Bénéfice net de 689 millions de dollars, comparativement à 1 497 millions; bénéfice net ajusté¹ de 715 millions, comparativement à 1 522 millions
- BPA comptable² de 1,00 \$, comparativement à 2,26 \$; et BPA ajusté^{1,2} de 1,04 \$, comparativement à 2,30 \$
- Revenus, déduction faite des SCVPI³, de 5 461 millions de dollars, comparativement à 5 652 millions
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 118 millions de dollars, comparativement à 176 millions; les chiffres du trimestre à l'étude comprennent une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions
- RCP de 5,3 %, comparativement à 13,6 %; RCP ajusté¹ de 5,5 %, comparativement à 13,9 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,0 %
- Dividende de 1,06 \$, inchangé par rapport au trimestre précédent

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019 :

- Bénéfice net de 2 281 millions de dollars, comparativement à 3 007 millions; bénéfice net ajusté¹ de 2 332 millions, comparativement à 3 060 millions
- BPA comptable² de 3,37 \$, comparativement à 4,54 \$; et BPA ajusté^{1,2} de 3,45 \$, comparativement à 4,62 \$
- Revenus, déduction faite des SCVPI³, de 11 492 millions de dollars, comparativement à 11 243 millions
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 467 millions de dollars, comparativement à 313 millions
- RCP de 9,2 %, comparativement à 13,6 %; RCP ajusté¹ de 9,4 %, comparativement à 13,9 %

Toronto, le 27 mai 2020 – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2020, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 689 millions de dollars, ou 1,00 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 715 millions, ou 1,04 \$ par action.

« Les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 ont été immédiates et perturbatrices et, en même temps, la réaction des décideurs a été rapide et d'une ampleur sans précédent. À BMO, notre priorité absolue demeure la santé et la sécurité de tous nos employés et clients, ainsi que la prestation de services bancaires essentiels », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nous avons agi rapidement pour mobiliser notre effectif et adapter nos façons de servir les clients tout en maintenant la stabilité opérationnelle de chaque secteur d'activité. Nous avons aidé les clients en difficulté en leur offrant des options de répit financier, des conseils personnalisés et l'accès à des experts. Nous avons annoncé des initiatives de soutien à la collectivité pour venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section *Mesures non conformes aux PCGR*, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres.

3) Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Bien que la portée et l'étendue des impacts économiques et sociaux de la pandémie demeurent incertaines, nous n'avons jamais été mieux positionnés pour y faire face. Nous sommes entrés dans la crise en position de force, soutenus par une bonne performance opérationnelle dans nos secteurs d'activité diversifiés, une situation enviable sur le plan du capital et de la liquidité, une solide feuille de route en matière de gestion des risques, une gestion rigoureuse des dépenses et notre capacité de longue date à relever les défis aux côtés de nos clients.

« Au deuxième trimestre, nous avons démontré la résilience de notre capacité bénéficiaire en dépit de la volatilité des marchés et d'un provisionnement prudent des pertes sur prêts. Tandis que nous amorçons la réouverture de nos économies, nous adapterons nos activités et assurerons leur durabilité afin de soutenir nos clients, nos employés, les collectivités et la reprise économique dans son ensemble, et nous sortirons collectivement de cette crise encore plus forts », a conclu M. White.

Bien que la COVID-19 ait eu une incidence significative sur le bénéfice de la Banque au cours du trimestre en cours, la performance opérationnelle de la Banque demeure solide. Le bénéfice net comptable de 689 millions de dollars et le bénéfice net ajusté de 715 millions ont été en grande partie touchés par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, lesquelles ont augmenté de 942 millions avant impôt, ou de 693 millions après impôt. Les revenus ont diminué à la faveur de la croissance des Services bancaires P&E, qui a été plus que compensée par une baisse des revenus dans nos groupes sensibles aux marchés boursiers. Nous avons appliqué une méthode rigoureuse en matière de gestion des charges, celles-ci ayant diminué de 2 % d'un exercice à l'autre. Les résultats d'ensemble démontrent la résilience globale de notre plateforme de bénéfice diversifiée dans un contexte économique et une conjoncture de marché difficiles.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 5,3 %, comparativement à 13,6 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 5,5 %, comparativement à 13,9 % l'an dernier. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comptable et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires après ajustement, se sont, dans les deux cas, élevés à 6,4 % au cours du trimestre à l'étude, comparativement à 16,4 %, dans les deux cas, un an plus tôt.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,06 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2020, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,03 \$ par action, ou 3 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 1,06 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,24 \$ par action ordinaire.

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents et notre exposition aux activités de négociation, y compris le potentiel de pertes sur créances, de pertes liées à des contreparties et de pertes évaluées à la valeur de marché accrues, dépendra de l'évolution de la situation, qui est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur et la durée de la pandémie, et des mesures prises par les instances gouvernementales, lesquelles pourraient varier selon les pays, et par d'autres tierces parties en réponse à la pandémie. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers. Il y a lieu de se reporter aux rubriques *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2020, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2020, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 361 millions de dollars, comparativement à 616 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est élevé à 362 millions, comparativement à 616 millions. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net a diminué en raison de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, les revenus plus élevés ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des charges.

Au cours du trimestre, nous avons instauré des mesures visant à aider les particuliers et les entreprises canadiennes touchés par la COVID-19. Ces mesures comprennent le report de paiement pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois pour nos clients des services aux particuliers et aux entreprises et la réduction des taux d'intérêt sur les cartes de crédit des particuliers et des petites entreprises pour les clients nécessitant une aide supplémentaire. Nous avons également augmenté les prêts à des fins de fonds de roulement pour les entreprises et aidé les clients à bénéficier le plus rapidement possible du financement de soutien. Au cours du trimestre, nous avons aidé plus de 200 000 clients des services bancaires aux particuliers et aux entreprises à accéder à ces programmes et nous avons continué d'offrir des services bancaires à tous les clients par l'intermédiaire de nos succursales, des canaux numériques et des centres d'appel.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 339 millions de dollars, comparativement à 406 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 349 millions, comparativement à 417 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 246 millions de dollars américains, comparativement à 305 millions de dollars américains l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 253 millions de dollars américains, par rapport à 313 millions de dollars américains l'an dernier, ce qui est surtout attribuable à l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, atténuée par la hausse des revenus.

Au cours du trimestre, BMO Harris Bank a annoncé des mesures d'aide et une aide en cas de difficultés pour aider les particuliers, les petites et les grandes entreprises, les collectivités et les membres de l'équipe qui éprouvent des difficultés financières du fait de la crise de la COVID-19. Au 30 avril 2020, nous avons accordé 4,2 milliards de dollars américains en prêts aux petites entreprises dans le cadre du programme Small Business Administration's Paycheck Protection Program.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 144 millions de dollars, comparativement à 305 millions à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 153 millions, comparativement à 315 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 160 millions, contre 226 millions, et, après ajustement, il a atteint 169 millions, contre 236 millions, la majeure partie de la diminution étant attribuable à une provision pour frais juridiques. La perte nette des activités d'assurance s'est fixée à 16 millions, contre un bénéfice net de 79 millions il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par l'effet défavorable des variations des marchés comparativement à l'an dernier.

Nous continuons à soutenir les besoins en constante évolution de nos clients pendant cette période difficile, notamment en fournissant des conseils avisés et une aide pour accéder à des mesures d'allègement financier, en prolongeant le délai de grâce pour la plupart des primes d'assurance, en numérisant les processus et en permettant à nos centres d'appels de répondre à une augmentation significative des volumes de transactions de courtage en ligne et de nouveaux comptes. Nous sommes fiers d'avoir été choisis comme gestionnaire d'actifs pour le programme d'achat d'obligations provinciales de la Banque du Canada, lequel vise à soutenir la liquidité et l'efficacité des marchés de financement des gouvernements provinciaux et portera sur des actifs totalisant jusqu'à 50 milliards de dollars.

BMO Marchés des capitaux

La perte nette comptable s'est située à 74 millions de dollars, contre un bénéfice net comptable de 250 millions l'an dernier, et la perte nette ajustée s'est fixée à 68 millions, en comparaison d'un bénéfice net ajusté de 254 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et le recul des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont été contrebalancés en partie par la baisse des charges. L'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances a représenté 90 % de la diminution du bénéfice net.

Le 6 avril 2020, nous avons mené à terme l'acquisition de Clearpool Group, Inc. (Clearpool), fournisseur de solutions de négociation électronique basé à New York et exerçant ses activités aux États-Unis et au Canada. Par ailleurs, BMO Marchés des capitaux a agi comme co-chef de file dans le cadre de la plus importante émission supranationale en dollars américains jamais réalisée, laquelle a visé une obligation mondiale de référence à 5 ans pour le développement durable, d'un montant de 8 milliards de dollars américains émise par la Banque mondiale. Cette obligation a contribué à la sensibilisation au programme mondial d'appui à la santé de la Banque mondiale comportant des mesures en matière de dotation en personnel, de formation, d'achat de matériel et de communication destinée à venir en aide aux communautés locales en lien avec la COVID-19, et au renforcement des systèmes de soins de santé de pays en développement.

Services d'entreprise

La perte nette comptable et la perte nette ajustée pour le trimestre à l'étude se sont situées à 81 millions de dollars, comparativement à 80 millions à l'exercice précédent, soit pratiquement les mêmes, la baisse des charges et la hausse des revenus ayant été en grande partie compensées par l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable pour le trimestre à l'étude.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des résultats des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1) de BMO s'établissait à 11,0 % au 30 avril 2020. Ce ratio, qui reste largement supérieur aux attentes réglementaires minimales, est en baisse par rapport aux 11,4 % enregistrés à la fin du premier trimestre. L'évolution de notre ratio reflète essentiellement la croissance des prêts afin d'aider nos clients pendant cette période difficile.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, établi à 1 118 millions de dollars, a augmenté de 942 millions avant impôt ou de 693 millions après impôt par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 94 points de base, comparativement à un faible ratio de 16 points de base pour l'exercice précédent, ce qui comprend un avantage découlant d'un recouvrement important sur des prêts aux entreprises aux États-Unis. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 413 millions, a augmenté de 263 millions, par rapport à 150 millions l'an dernier, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 35 points de base, contre un faible ratio de 14 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 26 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions pour le trimestre à l'étude est attribuable surtout à l'assombrissement des perspectives économiques.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 27 mai 2020. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2020 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2019 et du rapport de gestion pour l'exercice 2019 contenus dans notre Rapport annuel pour 2019.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2019, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

5	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	34	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
6	Survol et perspectives économiques	35	Bilan
7	Faits saillants financiers	36	Transactions avec des parties liées
8	Mesures non conformes aux PCGR	36	Instruments financiers désignés et arrangements hors bilan
9	Change	36	Méthodes comptables et principales estimations comptables
9	Incidence de la COVID-19	37	Provision pour pertes sur créances
12	Bénéfice net	40	Modifications de méthodes comptables
12	Revenus	40	Modifications futures de méthodes comptables
15	Dotation à la provision pour pertes sur créances	40	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
17	Prêts douteux	41	Gestion des risques
17	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	41	Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs
17	Charges autres que d'intérêts	42	Risque de marché
18	Impôts sur le résultat	44	Risque de liquidité et de financement
19	Gestion du capital	48	Cotes de crédit
23	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	51	Expositions en Europe
23	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	53	États financiers consolidés intermédiaires
24	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	53	État consolidé des résultats
26	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	54	État consolidé du résultat global
29	BMO Gestion de patrimoine	55	Bilan consolidé
31	BMO Marchés des capitaux	56	État consolidé des variations des capitaux propres
33	Services d'entreprise	57	État consolidé des flux de trésorerie
		58	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		81	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2020, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act of 1995 et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2020 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, nos interventions face à la pandémie de COVID-19 et l'incidence de cette dernière sur nos activités, nos résultats et notre situation financière, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents et notre exposition aux activités de négociation, y compris le potentiel de pertes sur créances, de pertes liées à des contreparties et de pertes évaluées à la valeur de marché accrues et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croître le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19, son incidence sur les économies locales, nationales ou internationales et son aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, l'incidence possible sur nos activités et notre exploitation des épidémies de maladies qui touchent les économies locales, nationales ou mondiale, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section *Risques pouvant influencer sur les résultats futurs* ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section *Gestion globale des risques*, qui commence à la page 68 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et à la section *Gestion des risques* figurant à la page 41 du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige.

L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans la section *Évolution de la situation économique et perspectives*, à la page 18 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et elles ont été mises à jour dans la section *Survol et perspectives économiques* paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales ainsi que des risques inhérents à l'économie nationale et mondiale. Il y a lieu de se reporter à la section *Survol et perspectives économiques*.

Survol et perspectives économiques

Le Canada, comme la plupart des autres pays, assiste à une contraction sans précédent de son économie au premier semestre de l'année en raison des fermetures d'entreprises et des mesures de confinement nécessaires pour endiguer l'épidémie de COVID-19. La faiblesse des prix de l'énergie aggravera le ralentissement dans les régions productrices de pétrole. L'activité devrait reprendre au deuxième semestre, à la faveur de la réouverture progressive des entreprises, soutenue par des mesures de relance budgétaires importantes s'élevant à plus de 8 % du PIB et une amélioration attendue des prix du pétrole résultant de la diminution de la production de pétrole brut dans les principaux pays producteurs. Les perspectives économiques dépendent essentiellement de l'hypothèse selon laquelle le nombre de nouveaux cas de coronavirus se rétablira à des niveaux gérables d'ici la fin du printemps, ce qui permettra d'assouplir les mesures de distanciation sociale et de relancer progressivement les activités commerciales. Après avoir ralenti pour croître de 1,6 % en 2019, le PIB réel devrait se contracter de 6,0 % en 2020, avant de reprendre 6,0 % en 2021. Le taux de chômage, qui était tombé à 5,5 %, son niveau le plus bas en près d'un demi-siècle, avant l'apparition de l'épidémie, pourrait demeurer près des 15 % ou plus pendant quelques mois, avant de repasser à 7,5 % en moyenne en 2021. Les mesures gouvernementales de soutien au revenu devraient compenser la plupart des pertes de salaire au deuxième trimestre. En raison du taux de chômage élevé et de la faible inflation, le taux des fonds à un jour devrait se situer près de zéro jusqu'en 2022. Le dollar canadien devrait demeurer faible jusqu'à ce que la pandémie s'atténue, avant d'augmenter modérément en réponse au raffermissement des prix des ressources et à la diminution de la demande de dollars américains comme valeur refuge. Bien que les dépenses de consommation se contracteront fortement cette année, l'incidence sur les soldes de crédit des consommateurs à l'échelle du secteur d'activité sera à tout le moins partiellement compensée par les programmes d'allègement des gouvernements, les reports de paiement et les taux d'utilisation plus élevés des produits renouvelables. Les soldes des prêts hypothécaires seront également soumis à des pressions en raison de la baisse des ventes d'habitations au cours du premier semestre de l'année, bien que l'incidence pourrait être tempérée par les reports de paiement. La demande de prêts hypothécaires devrait s'améliorer au deuxième semestre du fait de la faiblesse des taux d'intérêt. La diminution des investissements des entreprises entraînera une diminution de la demande de prêts aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité en 2020, facteur compensé par la nécessité accrue de couvrir les dépenses pendant les fermetures.

Après avoir affiché une croissance de 2,3 % en 2019, l'économie américaine devrait se contracter de 5,0 % en 2020, soit le taux le plus élevé depuis la fin de la guerre, avant de rebondir de 5,0 % en 2021. La reprise sera alimentée par un soutien sans précédent de la politique budgétaire, s'élevant à plus de 10 % du PIB. Après avoir atteint son niveau le plus bas depuis 50 ans, à savoir 3,5 % avant l'apparition de la crise, le taux de chômage devrait demeurer près des 15 % ou plus, avant de retomber à environ 6 % en moyenne en 2021. La Réserve fédérale a réduit ses taux directeurs de 150 points de base en mars 2020, et elle devrait les maintenir près de zéro au moins jusqu'en 2022 pour soutenir la reprise et ramener l'inflation à la cible de 2 %. Une forte baisse des dépenses de consommation devrait ralentir la croissance du crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité cette année, tandis que la demande de prêts hypothécaires à l'habitation devrait ralentir dans le sillage des ventes de propriétés. La baisse des investissements des entreprises freinera la croissance des prêts aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité, mais le crédit aux entreprises devrait s'améliorer de pair avec l'économie en général. La pandémie de coronavirus soumet les perspectives économiques à un degré élevé d'incertitude et de risque.

La section *Évolution de la situation économique et perspectives* renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts 1)	3 518	3 388	3 135	6 906	6 307
Revenus autres que d'intérêts	1 746	3 359	3 078	5 105	6 423
Revenus	5 264	6 747	6 213	12 011	12 730
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(197)	716	561	519	1 487
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 461	6 031	5 652	11 492	11 243
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	413	324	150	737	277
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	705	25	26	730	36
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	1 118	349	176	1 467	313
Charges autres que d'intérêts 1)	3 516	3 669	3 595	7 185	7 152
Charge d'impôts sur le résultat	138	421	384	559	771
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	689	1 592	1 497	2 281	3 007
Bénéfice net ajusté	715	1 617	1 522	2 332	3 060
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,00	2,37	2,26	3,37	4,54
Bénéfice par action ajusté	1,04	2,41	2,30	3,45	4,62
Croissance du bénéfice par action (%)	(56,0)	4,3	21,7	(25,7)	38,2
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	(55,0)	4,0	4,8	(25,4)	7,1
Dividendes déclarés par action	1,06	1,06	1,00	2,12	2,00
Valeur comptable d'une action	77,99	73,21	69,99	77,99	69,99
Cours de clôture de l'action	70,77	100,93	105,82	70,77	105,82
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	639,6	639,6	638,8	639,6	638,8
Nombre moyen dilué	640,2	640,8	640,3	640,5	640,3
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	45,3	64,6	67,6	45,3	67,6
Rendement de l'action (%)	6,0	4,2	3,8	6,0	3,8
Ratio de distribution (%)	106,4	44,5	44,1	62,8	43,9
Ratio de distribution ajusté (%)	102,2	43,8	43,3	61,3	43,2
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	5,3	13,3	13,6	9,2	13,6
Rendement des capitaux propres ajustés	5,5	13,5	13,9	9,4	13,9
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	6,4	15,7	16,4	11,0	16,5
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	6,4	15,8	16,4	11,0	16,5
Croissance du bénéfice net	(53,9)	5,4	20,1	(24,1)	35,5
Croissance du bénéfice net ajusté	(53,0)	5,1	4,0	(23,8)	6,0
Croissance des revenus	(15,3)	3,5	11,3	(5,6)	13,5
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	(3,4)	7,9	7,7	2,2	6,8
Croissance des charges autres que d'intérêts	(2,2)	3,2	2,0	0,5	3,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	(2,2)	3,3	10,2	0,5	7,3
Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI	64,4	60,8	63,6	62,5	63,6
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI	63,8	60,3	63,0	62,0	63,0
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	(1,2)	4,7	5,7	1,7	3,5
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	(1,2)	4,6	(2,5)	1,7	(0,5)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,70	1,68	1,72	1,69	1,70
Taux d'impôt effectif	16,6	20,9	20,4	19,7	20,4
Taux d'impôt effectif ajusté	16,7	21,0	20,5	19,7	20,4
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,94	0,31	0,16	0,63	0,15
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,35	0,29	0,14	0,32	0,13
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	987 067	879 720	830 470	987 067	830 470
Solde brut des prêts et acceptations	494 192	457 098	436 654	494 192	436 654
Solde net des prêts et acceptations	491 416	455 075	434 944	491 416	434 944
Dépôts	653 710	582 288	548 837	653 710	548 837
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	49 886	46 828	44 705	49 886	44 705
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	29,7	30,0	28,2	29,7	28,2
Ratios des fonds propres (%)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,0	11,4	11,3	11,0	11,3
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,5	13,0	12,7	12,5	12,7
Ratio du total des fonds propres	14,7	15,2	15,0	14,7	15,0
Ratio de levier	4,6	4,3	4,2	4,6	4,2
Cours de change (\$)					
Dollar CA/dollar US	1,3924	1,3235	1,3391	1,3924	1,3391
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3811	1,3161	1,3299	1,3482	1,3326

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 90 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour le semestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé des montants de 179 millions et de 27 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 40.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Change*, à la page 9, pour obtenir une analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. De plus, ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Résultats comptables					
Revenus	5 264	6 747	6 213	12 011	12 730
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	197	(716)	(561)	(519)	(1 487)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 461	6 031	5 652	11 492	11 243
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(1 118)	(349)	(176)	(1 467)	(313)
Charges autres que d'intérêts	(3 516)	(3 669)	(3 595)	(7 185)	(7 152)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	827	2 013	1 881	2 840	3 778
Charge d'impôts sur le résultat	(138)	(421)	(384)	(559)	(771)
Bénéfice net	689	1 592	1 497	2 281	3 007
BPA (\$)	1,00	2,37	2,26	3,37	4,54
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(3)	(3)	(2)	(6)	(8)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(30)	(29)	(30)	(59)	(61)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(33)	(32)	(32)	(65)	(69)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(2)	(2)	(2)	(4)	(6)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(24)	(23)	(23)	(47)	(47)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(26)	(25)	(25)	(51)	(53)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,08)	(0,08)
Résultats ajustés					
Revenus	5 264	6 747	6 213	12 011	12 730
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	197	(716)	(561)	(519)	(1 487)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 461	6 031	5 652	11 492	11 243
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(1 118)	(349)	(176)	(1 467)	(313)
Charges autres que d'intérêts	(3 483)	(3 637)	(3 563)	(7 120)	(7 083)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	860	2 045	1 913	2 905	3 847
Charge d'impôts sur le résultat	(145)	(428)	(391)	(573)	(787)
Bénéfice net	715	1 617	1 522	2 332	3 060
BPA (\$)	1,04	2,41	2,30	3,45	4,62

1) Les éléments d'ajustement sont, en règle générale, imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, sont imputés aux groupes d'exploitation.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions de KGS-Alpha et de Clearpool sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Ils sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Ces montants sont imputés aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts imputés à chacun des groupes d'exploitation sont présentés aux pages 23, 24, 26, 29 et 31.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a augmenté en regard de celui du deuxième trimestre de 2019, de celui du premier trimestre de 2020 et de celui du premier semestre à l'étude en raison des fluctuations du cours de change du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges et les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section *Gestion globale du capital* à la page 59 du Rapport annuel de BMO pour 2019 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2020		Cumul 2020
	c. T2-2019	c. T1 2020	c. Cumul 2019
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3811	1,3811	1,3482
Période antérieure	1,3299	1,3161	1,3326
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	50	66	29
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	28	39	15
Augmentation (diminution) des revenus	78	105	44
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	(9)	7
Diminution (augmentation) des charges	(54)	(68)	(32)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(5)	(6)	(4)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	18	22	15
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	0,03	0,03	0,02
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	50	66	29
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	28	39	15
Augmentation (diminution) des revenus	78	105	44
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	(9)	7
Diminution (augmentation) des charges	(53)	(67)	(32)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(5)	(6)	(4)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	19	23	15
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	0,03	0,04	0,02

Les résultats ajustés que renferme le présent tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Incidence de la COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence dramatique sur l'économie et la société, entraînant une volatilité et un bouleversement importants des marchés mondiaux, une perturbation des activités commerciales et un affaiblissement de l'économie. Les gouvernements et les organismes de réglementation ont réagi de manière tout aussi inégale pour stabiliser l'environnement.

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur l'économie et les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment dans les territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, a fait baisser les évaluations boursières, a fait reculer les taux d'intérêt, a créé une volatilité et des perturbations importantes sur les marchés financiers, a augmenté les niveaux de chômage et a fait croître les risques de crédit et de marché. En outre, les gouvernements et les organismes de réglementation ont mis en œuvre plusieurs mesures, notamment la fermeture temporaire d'un bon nombre d'entreprises et l'instauration d'exigences en matière de distanciation sociale et de confinement dans bon nombre de territoires où nous sommes présents. Les gouvernements, les autorités monétaires et les organismes de réglementation ont également pris des mesures pour soutenir les particuliers, l'économie, les marchés financiers et le système financier, notamment des mesures budgétaires et monétaires visant à soutenir les revenus, les entreprises et la liquidité ainsi que des mesures réglementaires concernant les institutions financières.

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents et notre exposition aux activités de négociation, y compris le potentiel de pertes sur créances, de pertes liées à des contreparties et de pertes évaluées à la valeur de marché accrues, dépendra de l'évolution de la situation, qui est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur et la durée de la pandémie, et des mesures prises par les instances gouvernementales et réglementaires, lesquelles pourraient varier selon les pays, et par d'autres tierces parties en réponse à la pandémie. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de consulter la section *Gestion des risques*.

Nous avons réagi rapidement aux enjeux présentés par la COVID-19, notre priorité absolue étant d'assurer la sécurité de nos employés et de nos clients. Nous avons mis en place des mesures sanitaires et des mesures de sécurité pour protéger toute personne accédant physiquement à un emplacement de BMO et 90 % de notre effectif non lié aux succursales effectuent du télétravail. Tout au long de cette période, nous avons maintenu une entière stabilité opérationnelle, y compris l'accès à nos centres d'appels, aux guichets automatiques et aux succursales, dont environ 80 % demeurent ouvertes au Canada et 85 % demeurent ouvertes aux États-Unis par l'intermédiaire des installations de service au volant. Nous avons également mis en œuvre de nouvelles façons de travailler les uns avec les autres et d'interagir avec nos clients, notamment en favorisant l'utilisation accrue d'outils de communication virtuelle, des signatures électroniques et des capacités de traitement numérique. Nous avons pris des mesures pour évaluer les risques liés au contrôle interne découlant de la modification de notre façon de travailler.

Nous nous sommes attachés en priorité à aider nos clients à s'adapter à la nouvelle situation. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements et les organismes gouvernementaux afin de concevoir et de mettre en œuvre des programmes visant à atténuer les difficultés financières causées par la COVID-19, y compris des reports de paiement et des facilités de prêt visant à aider les particuliers et les entreprises à traverser la crise et à se rétablir.

Le tableau qui suit présente l'utilisation des programmes de reports de paiement par région et par produit. Les chiffres sont approximatifs et sont présentés au 30 avril 2020.

Reports de paiement

	Nombre de comptes (en milliers)	Soldes en cours* (en milliards de dollars canadiens)
Canada		
Prêts hypothécaires (y compris les marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement)	59,0	18,9
Cartes de crédit	37,6	0,3
Tous les autres prêts aux particuliers	91,8	2,5
Total des services de détail – Canada	188,4	21,7
Services bancaires aux entreprises (nombre de clients)	7,4	15,1
États-Unis		(en milliards de dollars américains)
Prêts hypothécaires	2,0	0,6
Prêts automobiles indirects	14,2	0,3
Tous les autres prêts aux particuliers	5,2	0,2
Total des services de détail – États-Unis	21,4	1,1
Services bancaires aux entreprises (nombre de clients)	1,1	3,6

* Soldes en cours des comptes / clients assujettis à des reports de paiement.

Nous collaborons également dans le cadre de programmes gouvernementaux au Canada et aux États-Unis destinés à aider les particuliers et les entreprises qui sont confrontés à des difficultés économiques en raison de la pandémie. Au Canada, nous avons rendu possible un financement de 1,7 milliard de dollars dans le cas de près de 47 000 comptes de services bancaires aux entreprises dans le cadre du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). Dans le cadre de ce programme, nous octroyons des prêts qui sont financés par le gouvernement. Nous avons établi que ces prêts étaient admissibles aux fins de décomptabilisation étant donné que la quasi-totalité des risques et des avantages ont été transférés, c'est pourquoi nous ne comptabilisons pas ces prêts dans le bilan consolidé. Dans le cadre du Programme de crédit aux entreprises (PCE) du gouvernement du Canada, nous intervenons également dans le cadre des programmes de soutien offerts par l'entremise de la Banque de développement du Canada (BDC) et d'Exportation et développement Canada (EDC). Aux États-Unis, nous avons mis en place un financement de plus de 4 milliards de dollars américains pour plus de 11 000 emprunteurs dans le cadre du programme SBA Paycheck Protection. Nous avons adopté une approche personnelle et relationnelle qui tient compte des besoins uniques de chaque client et qui tire parti de notre expérience, acquise de longue date, des cycles économiques variés qui se sont succédé.

En plus de fournir une aide directe à nos clients, nous avons agi rapidement pour contribuer à la lutte contre la COVID-19, en donnant plus de 1,5 million de dollars aux communautés vulnérables au Canada et aux États-Unis. De plus, nous avons établi un partenariat avec Maple Leaf Sports and Entertainment Ltd. pour produire des milliers de repas au stade BMO Field afin d'aider les travailleurs de la santé de première ligne et les Torontois qui éprouvent une insécurité alimentaire, et nous continuons notre parrainage de longue date du programme Jeunesse, j'écoute, dont les efforts pour appuyer la santé mentale et le bien-être des jeunes au Canada n'ont jamais été aussi importants.

BMO élargit également ses engagements pour soutenir les travailleurs de première ligne en transformant l'Académie BMO en un second chez-soi pour les travailleurs de la santé de première ligne. L'espace converti est désormais réservé aux médecins, aux infirmières et aux autres professionnels hospitaliers qui souhaitent se reposer dans un environnement sûr et confortable. Cette initiative est la plus récente d'une série de mesures mises de l'avant par BMO pour aider le personnel de santé à traverser la crise de la COVID-19.

Dans le cadre d'un effort concerté des organismes fédéraux visant à faire face à la perturbation des marchés causée par la COVID-19, le BSIF a annoncé diverses modifications des exigences en matière de fonds propres, avec prise d'effet au deuxième trimestre, lesquelles accordent aux institutions plus de souplesse dans les conditions actuelles, tout en continuant à contribuer à la résilience et à la stabilité financière. Les principales mesures sont les suivantes, soit diminuer la réserve pour stabilité intérieure, pour la faire passer de 1,25 % à 1 % et insister sur le fait que les réserves de fonds propres doivent être utilisées en situation de tension pour soutenir la capacité des banques à fournir du crédit à l'économie alors qu'une période de perturbation est attendue, permettre que certains prêts faisant l'objet d'un report de paiement continuent d'être traités comme des prêts productifs, introduire des mesures transitoires relatives au provisionnement des pertes sur créances attendues qui sont disponibles aux termes du cadre de Bâle, et reporter à 2023 la mise en œuvre des mesures restantes des réformes de Bâle III. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section *Gestion du capital*.

Les banques centrales du monde entier ont également annoncé un certain nombre de programmes visant à soutenir les marchés boursiers et le financement et à fournir des fonds aux clients touchés par la pandémie. BMO a utilisé ces programmes à l'instar d'autres banques, compte tenu des perturbations du marché. BMO a recueilli des dépôts et obtenu des fonds dans le cadre de conventions de pension sur titres, principalement par l'entremise des mécanismes de prise en pension de la Banque du Canada, à l'instar d'autres banques. L'encours des emprunts aux termes d'autres programmes de la banque centrale n'était pas important à la fin du deuxième trimestre de 2020 et ces emprunts ont depuis été en grande partie remboursés. Au deuxième trimestre, la Banque est demeurée active sur les marchés de gros à terme. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section *Risque de liquidité et de financement*.

L'Unité Crimes Financiers (UCF) de BMO est impliquée dans la crise de la COVID-19 depuis son apparition en Asie. Tout au long de la crise, l'équipe spécialisée en cybersécurité de l'UCF s'est régulièrement entretenue avec d'autres partenaires du secteur financier, des fournisseurs de services de sécurité et divers organismes gouvernementaux afin de comprendre les menaces informatiques liées à la COVID-19 et de les contrer. L'équipe des fraudes de l'UCF s'est efforcée de protéger BMO et ses clients contre la recrudescence de l'activité criminelle en ligne résultant de la pandémie. L'UCF s'est également employée à communiquer des informations sur les plus récentes menaces et tendances en matière de sécurité, ainsi que sur la façon de se défendre contre elles, en veillant à ce que les informations soient disponibles à grande échelle et bien comprises.

Au cours du trimestre, nous avons engagé des coûts supplémentaires relativement à la COVID-19, notamment une indemnité journalière fixe versée à un nombre limité d'employés essentiels devant continuer à travailler sur place, des coûts de nettoyage et des charges liées à l'installation de cloisons physiques afin d'assurer la sécurité de nos clients et employés, ainsi que des dépenses supplémentaires au titre de la technologie afin de permettre à la majeure partie de notre effectif de travailler à distance.

Bien que la COVID-19 ait eu une incidence significative sur le bénéfice de la Banque au cours du trimestre considéré, notamment une hausse des provisions pour pertes sur prêts futures, une baisse des revenus dans nos groupes sensibles aux marchés boursiers, une augmentation des soldes des dépôts et des prêts, le rendement opérationnel de la Banque demeure solide et nous nous engageons à soutenir nos clients et les collectivités où nous sommes présents pendant la pandémie et dans l'avenir.

Mise en garde

La présente section qui traite de l'incidence de la COVID-19 renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 689 millions de dollars, comparativement à 1 497 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 715 millions, comparativement à 1 522 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA comptable s'est établi à 1,00 \$, alors qu'il était de 2,26 \$, et le BPA ajusté s'est établi à 1,04 \$, comparativement à 2,30 \$ à l'exercice précédent.

Les résultats ajustés reflètent surtout une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, soit de 942 millions de dollars avant impôt et de 693 millions après impôts, ainsi qu'une baisse des revenus, en partie compensées par la réduction des charges. Le bénéfice net des groupes d'exploitation a diminué, en raison principalement de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances des Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux. BMO Marchés des capitaux de même que BMO Gestion de patrimoine ont également subi l'incidence des conditions de marché. Les résultats des Services d'entreprise sont demeurés pratiquement les mêmes que ceux de l'exercice précédent.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 689 millions de dollars, contre 1 592 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est établi à 715 millions, contre 1 617 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA comptable s'est établi à 1,00 \$, comparativement à 2,37 \$, et le BPA ajusté a été de 1,04 \$, par rapport à 2,41 \$ au trimestre précédent.

Les résultats ajustés reflètent une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, soit de 769 millions de dollars avant impôt et 565 millions après impôts, ainsi qu'une baisse des revenus, en partie compensées par la réduction des charges, en raison principalement de la diminution des frais liés au personnel, y compris l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et de la baisse de la rémunération liée au rendement. Le bénéfice net ajusté a diminué pour l'ensemble de nos groupes d'exploitation alors que la perte nette des Services d'entreprise s'est améliorée.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 281 millions de dollars, comparativement à 3 007 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 2 332 millions, par rapport à 3 060 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA comptable a été de 3,37 \$, contre 4,54 \$, alors que le BPA ajusté s'est établi à 3,45 \$, comparativement à 4,62 \$ à l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté a reculé en raison avant tout de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, soit de 1 154 millions de dollars avant impôt et de 849 millions après impôts, en partie compensée par l'accroissement des revenus. Le bénéfice net ajusté a diminué pour l'ensemble de nos groupes d'exploitation alors que la perte nette des Services d'entreprise s'est accrue eu égard à l'exercice précédent.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Revenus ¹⁾

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Les revenus comptables se sont établis à 5 264 millions de dollars, comparativement à 6 213 millions à l'exercice précédent. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont chiffrés à 5 461 millions, par rapport à 5 652 millions à l'exercice précédent, ce qui correspond à un recul de 191 millions ou de 3 %, ou encore de 5 %, compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

Les revenus enregistrés par BMO Gestion de patrimoine ont diminué, ce qui s'explique principalement par la baisse des revenus d'assurance, en raison de l'incidence des variations défavorables des marchés au cours de l'exercice considéré, alors que l'an dernier, les variations des marchés avaient eu un effet favorable, ainsi que par l'incidence d'une provision pour frais juridiques. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont reculé, ce qui s'explique surtout par la baisse des revenus des activités de négociation et des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Les revenus enregistrés par nos Services bancaires PE ont progressé suivant la croissance des soldes des dépôts et des prêts, en partie compensée par la compression des marges liée notamment au contexte de baisse de taux. Les revenus des Services d'entreprise ont progressé légèrement par rapport à ceux de l'exercice précédent.

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 90 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour le semestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé des montants de 179 millions et de 27 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 40.

Les revenus nets d'intérêts se sont établis à 3 518 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 383 millions, ou de 12 %, ou encore de 10 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Déduction faite des revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts se sont chiffrés à 3 051 millions, en hausse de 233 millions, ou de 8 %, ou encore de 7 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison essentiellement de l'augmentation des soldes des dépôts et des prêts enregistrée par tous les groupes d'exploitation, en partie compensée par la compression des marges de PE États-Unis et de BMO Gestion de patrimoine, et par le recul des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise.

L'actif productif moyen s'est établi à 843,9 milliards de dollars, en hausse de 94,6 milliards, ou de 13 %, ou encore de 11 % compte non tenu de l'appréciation du dollar américain, ce qui s'explique par l'augmentation des prêts, en partie en raison de l'incidence de la COVID-19, par la hausse de la trésorerie, des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 2 points de base en regard de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, et d'une contraction des marges de BMO Gestion de patrimoine et de PE États-Unis, en partie compensées par une progression des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation. Exclusion faite des revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est resserrée de 15 points de base, en raison principalement de la hausse des volumes d'actifs des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, et d'une contraction des marges de BMO Gestion de patrimoine.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 1 943 millions de dollars, comparativement à 2 517 millions à l'exercice précédent, en raison principalement des diminutions enregistrées dans la plupart des revenus liés au marché et des revenus d'assurance ainsi que du recul des profits sur titres et des revenus tirés des frais de services de cartes, facteurs contrés en partie par la hausse des revenus tirés des prêts. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 2 160 millions, ce qui représente une baisse de 246 millions, ou de 10 %.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 876 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, en raison principalement d'une diminution de la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude suivant les hausses des taux d'intérêt, en regard d'une augmentation de la juste valeur des placements au cours de l'exercice précédent, laquelle découle de la diminution des taux d'intérêt et de l'incidence du repli des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. Ces variations liées à la juste valeur des placements sont en grande partie contrebalancées par les variations des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 17. Nous analysons généralement les revenus, déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

Les revenus comptables se sont chiffrés à 5 264 millions de dollars, comparativement à 6 747 millions au trimestre précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 5 461 millions, en regard de 6 031 millions au trimestre précédent, un recul de 570 millions ou de 9 %, ou encore de 11 % en excluant l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

La diminution des revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux s'explique principalement par la baisse des revenus de négociation et des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, alors que celle de BMO Gestion de patrimoine est imputable au repli des revenus d'assurance, comme il est mentionné précédemment, ainsi qu'à l'incidence d'une provision pour frais juridiques. Les revenus de PE Canada ont diminué en raison surtout de la baisse des revenus autres que d'intérêts, de l'incidence du resserrement des marges et des deux jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré, alors que les revenus de PE États-Unis ont progressé du fait en partie de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus des Services d'entreprise sont demeurés pratiquement les mêmes que ceux du trimestre précédent.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 130 millions de dollars, ou de 4 %, ou encore de 2 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, par rapport à ceux du trimestre précédent. En excluant les revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts ont progressé de 20 millions, ou de 1 %, ou encore a diminué de 1 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, du fait essentiellement que le trimestre écoulé comptait deux jours de moins, du resserrement des marges de PE Canada, du recul des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise et d'une plus faible marge de BMO Gestion du patrimoine, facteurs en partie compensés par l'augmentation des soldes de dépôts et de prêts enregistrée par tous les groupes d'exploitation.

L'actif productif moyen a progressé de 39,4 milliards de dollars, ou de 5 %, ou encore de 3 % exclusion faite de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison surtout de la croissance des prêts en partie en raison de l'incidence de la COVID-19, de l'augmentation des titres pris en pension ou empruntés, de la hausse de la trésorerie et de celle des valeurs mobilières. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est accrue de 2 points de base, par rapport au trimestre précédent, situation qui s'explique essentiellement par l'accroissement des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation, en partie compensé par l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, ainsi que par le resserrement des marges de PE Canada. En excluant les revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 6 points de base, en raison principalement de l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, ainsi que du resserrement des marges de PE Canada, facteurs compensés en partie par l'élargissement des marges de PE États-Unis.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 1 943 millions de dollars, comparativement à 2 643 millions au trimestre précédent. Ce recul s'explique par des diminutions enregistrées dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts, les plus importantes d'entre elles touchant les revenus de négociation et les revenus d'assurance. Compte non tenu des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI ajustés, ont baissé de 342 millions, ou de 14 %.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 1 046 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse de la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude, laquelle découle de l'augmentation des taux d'intérêt comparativement à la hausse de la juste valeur des placements au cours du trimestre précédent découlant de la diminution des taux d'intérêt et de l'incidence du repli des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. La diminution des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 17.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

Les revenus comptables se sont chiffrés à 12 011 millions de dollars, comparativement à 12 730 millions à l'exercice précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 11 492 millions, en hausse de 249 millions ou de 2 % eu égard à l'exercice précédent.

Les revenus de nos Services bancaires PE ont progressé en raison essentiellement de la croissance des soldes de dépôts et de prêts alors que BMO Marchés des capitaux a aussi enregistré une hausse légère de ses revenus. Les revenus de BMO Gestion du patrimoine ont diminué du fait surtout du recul des revenus d'assurance. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué eu égard à ceux de l'exercice précédent.

Les revenus nets d'intérêts se sont élevés à 6 906 millions de dollars, en hausse de 599 millions, ou de 10 %, ou encore de 9 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. En excluant les revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts se sont établis à 6 082 millions, en hausse de 374 millions, ou de 7 %, ou encore de 6 % si l'on exclut l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison surtout de l'accroissement des soldes de dépôts et de prêts dans l'ensemble de nos groupes d'exploitation, ce qui a été compensé en partie par le resserrement des marges de PE États-Unis et de BMO Gestion du patrimoine ainsi que par la diminution des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise.

L'actif productif moyen a progressé de 77,3 milliards de dollars, ou de 10 %, pour atteindre 824,0 milliards, ce qui est attribuable à la croissance des prêts en partie en raison de l'incidence de la COVID-19, de l'augmentation des valeurs mobilières et de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est rétrécie de 1 point de base par rapport à l'an dernier, du fait avant tout de l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, ainsi que du resserrement des marges de PE États-Unis, facteurs compensés en partie par la hausse des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation. Compte non tenu des revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 12 points de base, en raison principalement de l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, ainsi que du resserrement des marges de PE États-Unis.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 4 586 millions de dollars, comparativement à 4 936 millions à l'exercice précédent. Ce recul s'explique essentiellement par des diminutions des revenus de négociation, des revenus d'assurance et des revenus tirés des frais de services de cartes, ce qui a été compensé en partie par une augmentation des revenus de commissions sur prêts.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, établi à 1 118 millions de dollars, a augmenté de 942 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 94 points de base, comparativement à un faible ratio de 16 points de base pour l'exercice précédent, ce qui comprend un avantage découlant d'un recouvrement important sur des prêts aux entreprises aux États-Unis. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 413 millions, a augmenté de 263 millions, par rapport à 150 millions l'an dernier, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 35 points de base, contre un faible ratio de 14 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 26 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions pour le trimestre à l'étude est attribuable surtout à l'assombrissement des perspectives économiques. La hausse sur un an de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs découle principalement de la détérioration des perspectives économiques, conjuguée à d'autres facteurs, tels qu'une variation des scénarios de pondération compensant les changements apportés à un modèle et la migration accrue du crédit, ces éléments étant largement contrebalancés.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 1 118 millions de dollars, en hausse de 769 millions par rapport au trimestre précédent. Le ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 94 points de base, comparativement à 31 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a progressé de 89 millions du fait principalement de l'accroissement des dotations de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 35 points de base, contre 29 points de base pour le trimestre précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions pour le trimestre précédent, cette hausse étant principalement attribuable à la détérioration des perspectives économiques, la variation des scénarios de pondération compensant la majeure partie de la hausse de la croissance des soldes, de la migration accrue du crédit et des changements apportés à un modèle.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 1 467 millions de dollars, en hausse de 1 154 millions par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 63 points de base, comparativement à un faible ratio de 15 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 737 millions, une progression de 460 millions par rapport à la dotation de 277 millions à l'exercice précédent, du fait principalement de l'accroissement des dotations de PE États-Unis, en partie en raison des recouvrements effectués à l'exercice précédent, ainsi que de l'augmentation des dotations à la provision de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 32 points de base, contre un faible ratio de 13 points de base à l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 730 millions a été enregistrée au cours du semestre à l'étude, comparativement à une dotation de 36 millions à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la détérioration des perspectives économiques, conjuguée à d'autres facteurs, tels que la migration accrue du crédit et des changements apportés à un modèle compensant les variations des scénarios de pondération et la baisse de la croissance des soldes, ces éléments étant largement contrebalancés.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T2-2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	212	124	336	3	73	1	413
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	285	75	360	3	335	7	705
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	497	199	696	6	408	8	1 118
T1-2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	138	132	270	–	53	1	324
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	14	17	31	3	(3)	(6)	25
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	152	149	301	3	50	(5)	349
T2-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	122	18	140	(1)	12	(1)	150
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	16	5	21	1	3	1	26
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	138	23	161	–	15	–	176
Cumul 2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	350	256	606	3	126	2	737
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	299	92	391	6	332	1	730
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	649	348	997	9	458	3	1 467
Cumul 2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	236	33	269	1	13	(6)	277
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	22	(4)	18	1	17	–	36
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	258	29	287	2	30	(6)	313

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,94	0,31	0,16	0,63	0,15
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,35	0,29	0,14	0,32	0,13

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 3 645 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en hausse par rapport à 2 335 millions pour l'exercice précédent, la majeure partie de la hausse étant attribuable aux secteurs pétrolier et gazier, manufacturier et du commerce de détail et des services. Le SBPD a augmenté de 823 millions en regard de celui de 2 822 millions constaté au trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 1 396 millions de dollars, en hausse par rapport à 741 millions un an plus tôt et en hausse par rapport à 831 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) ¹⁾ et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
SBPD à l'ouverture de la période	2 822	2 629	2 019	2 629	1 936
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	1 396	831	741	2 227	1 208
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(110)	(201)	(127)	(311)	(252)
Remboursements, montant net	(277)	(319)	(212)	(596)	(349)
Montants sortis du bilan	(262)	(127)	(112)	(389)	(231)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(17)	-	-	(17)	-
Fluctuations des cours de change et autres variations	93	9	26	102	23
SBPD à la clôture de la période	3 645	2 822	2 335	3 645	2 335
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,74	0,62	0,53	0,74	0,53

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à un montant négatif de 197 millions de dollars, comparativement à 561 millions à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre à l'étude suivant les hausses des taux d'intérêt, comparativement à une augmentation de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, laquelle est attribuable aux baisses des taux d'intérêt au cours de l'exercice précédent et à l'incidence du repli des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude.

Les SCVPI ont reculé de 913 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, du fait surtout d'une diminution de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre à l'étude suivant les hausses des taux d'intérêt, comparativement à un accroissement de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, laquelle découle des baisses des taux d'intérêt au cours du trimestre précédent et de l'incidence de la contraction des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des sinistres, commissions et variations de passifs au titre des indemnités sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Charges autres que d'intérêts ¹⁾

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 3 516 millions de dollars, en baisse de 79 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 3 483 millions, en baisse de 80 millions, ou de 2 %, ou encore de 4 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Cette baisse est essentiellement attribuable aux frais moins élevés liés au personnel, y compris l'incidence d'une charge au titre des indemnités de départ inscrite par BMO Marchés des capitaux au cours de l'exercice précédent, facteurs en partie contrés par l'augmentation des coûts liés à la technologie.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont été de 3 516 millions de dollars, en baisse de 153 millions ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 3 483 millions, un recul de 154 millions, ou de 4 %, ou encore de 6 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Cette baisse s'explique par la diminution des frais liés au personnel, y compris l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et la diminution de la rémunération liée au rendement au cours du trimestre à l'étude, en partie compensés par la hausse des coûts liés à l'informatique.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont été de 7 185 millions de dollars, en hausse de 33 millions pour le semestre considéré, soit un niveau assez stable par rapport au semestre de l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 7 120 millions, en hausse de 37 millions, ou de 1 %. Les coûts plus élevés liés à la technologie ont été compensés en partie par la baisse des frais liés au personnel et par celle des frais liés aux déplacements et à l'expansion des affaires.

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 90 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour le semestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé des montants de 179 millions et de 27 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 40.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -1,2 % pour le trimestre considéré, comparativement à +5,7 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation ajusté s'est situé à -1,2 %, comparativement à -2,5 % un an plus tôt.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 66,8 %, comparativement à 57,9 % pour l'exercice précédent, et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 64,4 %, contre 63,6 % l'an dernier. Le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 66,2 %, comparativement à 57,3 % pour l'exercice précédent, sur la base des revenus nets, il s'est établi à 63,8 %, comparativement à 63,0 % un an plus tôt.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 138 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 246 millions par rapport au deuxième trimestre de 2019 et de 283 millions par rapport au premier trimestre de 2020. Le taux d'impôt effectif a été de 16,6 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 20,4 % pour le deuxième trimestre de 2019 et à 20,9 % pour le premier trimestre de 2020.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 145 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 246 millions par rapport au deuxième trimestre de 2019 et de 283 millions comparativement au premier trimestre de 2020. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 16,7 % pour le trimestre à l'étude, contre 20,5 % pour le deuxième trimestre de 2019 et 21,0 % au premier trimestre de 2020. La variation du taux d'impôt effectif ajusté et du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de ceux du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2020 est principalement attribuable à la composition des résultats.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre de gestion du capital décrit à la page 59 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2020

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1) de BMO s'établissait à 11,0 % au 30 avril 2020. Ce ratio, qui reste largement supérieur aux attentes réglementaires minimales, est en baisse par rapport aux 11,4 % enregistrés à la fin du premier trimestre. L'évolution de notre ratio reflète essentiellement la croissance des prêts afin d'aider nos clients pendant cette période difficile, les changements apportés à la qualité des actifs ainsi que l'incidence d'une acquisition, facteurs en partie compensés par l'ajustement au titre des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 38,4 milliards de dollars au 30 avril 2020, en hausse par rapport à 37,1 milliards au 31 janvier 2020, en raison principalement de l'incidence des fluctuations de change sur le cumul des autres éléments du résultat global et de l'ajustement au titre des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 348,2 milliards de dollars au 30 avril 2020, en hausse par rapport à 325,6 milliards au 31 janvier 2020 et à 317,0 milliards au 31 octobre 2019, du fait de la croissance générée par la vigueur des activités de prêt, l'incidence des fluctuations de change et les changements apportés à la qualité des actifs.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,5 % et à 14,7 %, au 30 avril 2020, comparativement à 13,0 % et à 15,2 %, respectivement au 31 janvier 2020 et au 31 octobre 2019. Au 30 avril 2020, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres ont baissé, en raison essentiellement des mêmes facteurs ayant influé sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires que ceux qui ont été mentionnés précédemment.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur comptable et sur son rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO se situait à 4,6 % au 30 avril 2020, comparativement à 4,3 % au 31 janvier 2020, et au 31 octobre 2019, étant donné que l'augmentation de l'exposition aux fins du ratio de levier, découlant de la forte croissance des prêts, a été plus que contrée par l'exclusion temporaire des réserves de la banque centrale et des titres émis par des emprunteurs souverains qui sont admissibles à titre d'actifs liquides de haute qualité aux termes de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

Il y a lieu de se reporter aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Évolution de la réglementation

Dans le cadre d'un effort concerté des organismes fédéraux visant à faire face à la perturbation des marchés causée par la COVID-19, le BSIF a annoncé diverses modifications des exigences en matière de fonds propres, avec prise d'effet au deuxième trimestre, lesquelles accordent aux institutions plus de souplesse dans les conditions actuelles, tout en continuant à contribuer à la résilience et à la stabilité financière. Ces modifications sont résumées ci-dessous, et en ce qui concerne les ajustements de nature temporaire, le BSIF fournira des consignes en temps opportun.

Réserve pour stabilité intérieure

Le 13 mars 2020, le BSIF a diminué la réserve pour stabilité intérieure, la faisant passer de 2,25 % à 1,0 %, avec prise d'effet immédiate, ce qui a eu pour effet de réduire les exigences du BSIF au titre du ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, lequel est passé de 10,25 % à 9,0 %. Le ratio cible de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC), fondé sur le risque, a diminué pour se situer à 22,5 % des actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio cible de levier TLAC demeure à 6,75 %. Les banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ) devraient continuer à satisfaire pleinement aux exigences en matière de TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Le BSIF s'est engagé à ce que toute augmentation de la réserve ne prenne pas effet avant 18 mois au moins. Constituée à même les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, la réserve pour stabilité intérieure peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques.

Cette mesure du BSIF vise à augmenter la capacité des BISⁱ à offrir du crédit à l'économie alors qu'une période de perturbation est attendue en lien avec la propagation de la COVID-19 et la conjoncture du marché. Le BSIF s'attend à ce que les BISⁱ misent sur cette capacité accrue d'octroi de prêt pour soutenir les entreprises et les ménages canadiens et non pour augmenter les distributions aux actionnaires ou aux employés ou pour procéder à une offre publique de rachat d'actions. En compatibilité avec cette visée, le BSIF indique qu'il s'attend à ce que toutes les institutions financières fédérales interrompent tout processus d'augmentation des dividendes ou de rachat d'actions.

Reports de paiements sur les prêts

Le 27 mars 2020, le BSIF a annoncé que, dans les cas où des reports de paiement hypothécaire sont accordés par des institutions de dépôt (ID), les prêts continueront d'être traités comme des prêts productifs conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres*, ce qui signifie que ces prêts ne seront pas assujettis à une pondération de risque différente selon l'approche standard (AS) pour mesurer le risque de crédit et ne seront pas considérés comme des prêts en souffrance pour déterminer la probabilité de défaut selon l'approche fondée sur les notations internes (NI), à la suite de ces reports de paiement. Les banques devraient continuer d'évaluer la qualité du crédit de ces emprunteurs et de suivre de saines pratiques de gestion du risque de crédit. D'autres types de prêts (par exemple, les prêts aux petites entreprises, les prêts aux particuliers, y compris les prêts sur cartes de crédit et les prêts aux entreprises de moyenne taille) qui bénéficieront d'un report de paiement similaires de la part des banques auront droit au même régime en regard des exigences de fonds propres que celui décrit ci-dessus.

Mesures transitoires relatives au traitement en termes de fonds propres du provisionnement des pertes sur créances attendues

Le 27 mars 2020, à l'instar d'autres juridictions, le BSIF a introduit des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues qui sont disponibles dans le cadre de Bâle. Il en résultera qu'une partie de l'augmentation des provisions, par rapport au niveau de référence, qui serait autrement incluse dans les fonds propres de catégorie 2, sera plutôt incluse dans les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. Le niveau de référence s'entend du montant des provisions pour les phases 1 et 2 au 31 janvier 2020 pour les ID dont l'exercice prend fin en octobre. Ce montant majoré est ajusté en fonction des effets fiscaux et soumis à un facteur scalaire, qui est fixé à 70 % pour l'exercice 2020, à 50 % pour l'exercice 2021 et à 25 % pour l'exercice 2022.

Pour les expositions traitées selon l'AS, les ID doivent comparer les provisions des phases 1 et 2 affectées à l'approche standard à la fin de ce trimestre au montant de référence et multiplier l'augmentation des provisions par 100 % moins le taux d'imposition de l'ID, et multiplier le résultat par le facteur scalaire pour la période de déclaration (70 % pour l'exercice 2020). Le montant ainsi obtenu doit être ajouté aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de l'ID.

Pour les expositions traitées selon l'approche fondée sur les NI, chaque trimestre, les ID doivent comparer les provisions des phases 1 et 2 affectées aux portefeuilles NI à la fin de ce trimestre au montant de référence. Cette augmentation doit être multipliée par 100 % moins le taux d'imposition de l'ID et ensuite multipliée par le facteur scalaire pour la période de déclaration (70 % pour l'exercice 2020). Les ID doivent ensuite ajouter le moindre de i) ce résultat et ii) les provisions excédentaires pouvant être incluses dans les fonds propres de catégorie 2, et ajouter ce montant aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

Réduction des multiplicateurs de la valeur à risque simulée au titre du risque de marché

Le 27 mars 2020, le BSIF a annoncé, qu'il réduisait temporairement les multiplicateurs de la valeur à risque simulée au titre du risque de marché. Les institutions assujetties aux exigences de fonds propres au titre du risque de marché et qui utilisent des modèles internes sont autorisées à réduire le multiplicateur de la valeur à risque simulée qui s'appliquait à la clôture du dernier trimestre, lequel passera d'une valeur minimale de trois à un. La réduction peut être effectuée rétroactivement pour l'entièreté du trimestre en cours.

Suppression des couvertures aux fins du rajustement de la valeur de financement (RVF) au titre du risque de marché

Le 27 mars 2020, le BSIF a avisé les institutions qu'elles devaient éliminer les couvertures aux fins du RVF du calcul des fonds propres au titre du risque de marché afin de corriger une asymétrie dans la règle actuelle selon laquelle les couvertures aux fins du RVF sont prises en compte dans le calcul alors que les expositions sous-jacentes au RVF ne le sont pas.

Mise en œuvre nationale des réformes de Bâle III

Le 27 mars 2020, conformément à la décision du Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire, soit le comité chargé de superviser le comité de Bâle, le BSIF a annoncé le report de la mise en œuvre nationale des mesures restantes de la norme internationale sur les fonds propres de Bâle III afin de fournir une capacité opérationnelle supplémentaire aux banques pour répondre aux priorités immédiates en matière de stabilité financière résultant de la COVID-19. La date de mise en œuvre des révisions de l'approche standardisée et de l'approche fondée sur les notations internes au titre du risque de crédit, du cadre de risque opérationnel, du dispositif de ratio de levier financier, de même que de l'introduction d'un plancher de fonds propres plus sensible aux risques, est reportée du premier trimestre de 2022 jusqu'au premier trimestre de 2023. La date de mise en œuvre des dernières révisions du cadre du risque de marché (connues sous le nom d'« examen fondamental du portefeuille de négociation » ou « EFPN ») publiées en janvier 2019, est reportée du premier trimestre 2022 au premier trimestre 2024. La date de mise en œuvre par le BSIF du cadre révisé de gestion des risques liés au rajustement de la valeur du crédit est également reportée du premier trimestre 2022 jusqu'au premier trimestre de 2024.

Ratio de levier

De façon similaire aux ratios de fonds propres fondés sur les risques, les ID sont tenues de maintenir des réserves d'exploitation supérieures au ratio de levier réglementaire minimal. Ces réserves sont maintenues en temps normal pour aider les institutions à avoir une plus grande marge de manœuvre en période de crise. Dans son annonce du 27 mars 2020, le BSIF encourage les ID à utiliser les réserves d'exploitation qui dépassent leur ratio de levier autorisé.

Le 9 avril 2020, le BSIF a annoncé que les ID peuvent temporairement exclure certaines expositions de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier, notamment les réserves des banques centrales et les titres émis par des emprunteurs souverains qui sont admissibles à titre d'actifs liquides de haute qualité en vertu de la ligne directrice *Normes de liquidité*. Le traitement entre en vigueur immédiatement et demeurera en place jusqu'au 30 avril 2021.

Plancher de fonds propres

Pour aider les ID à continuer d'accorder des prêts dans le contexte actuel, le 9 avril 2020, le BSIF a annoncé qu'il abaissait de 75 % à 70 %, le coefficient de plancher s'appliquant aux institutions qui utilisent l'approche fondée sur les NI pour le risque de crédit, coefficient qui entre en vigueur immédiatement. Le coefficient de plancher de 70 % devrait demeurer en place jusqu'à la mise en œuvre nationale du plancher de fonds propres de Bâle III au premier trimestre de 2023.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section *Gestion globale du capital*, aux pages 59 à 65 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 30 avril 2020
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,0 %	9,0 %	11,0 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,0 %	10,5 %	12,5 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,0 %	12,5 %	14,7 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,6 %

- 1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux BIS de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au deuxième trimestre de 2020). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.
- 2) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, s'établit actuellement à 1,0 %. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2020	T1-2020	T4-2019
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	49 886	46 828	45 728
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(11 461)	(9 684)	(9 657)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	38 425	37 144	36 071
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	5 348	5 348	5 348
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(81)	(214)	(218)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	5 267	5 134	5 130
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	43 692	42 278	41 201
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 582	7 216	7 189
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(66)	(56)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	7 516	7 160	7 139
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	51 208	49 438	48 340
Actifs pondérés en fonction des risques 4)	348 167	325 647	317 029
Exposition aux fins du ratio de levier	945 468	985 382	956 493
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,0	11,4	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,5	13,0	13,0
Ratio du total des fonds propres	14,7	15,2	15,2
Ratio de levier	4,6	4,3	4,3

- 1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.
- 3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre certaines provisions pour pertes sur prêts.
- 4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, 22 832 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 25 février 2020, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle nous permettra de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 12 millions d'actions ordinaires pendant une période de 12 mois à compter du 3 juin 2020 ou vers cette date. À la lumière de l'annonce faite par le BSIF le 13 mars 2020, à l'effet que les tous les rachats d'actions devaient être suspendus pour le moment, nous avons mis le processus en suspens. Nous procéderons à la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités en nous appuyant sur les futures directives du BSIF. Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités arrive à échéance le 2 juin 2020.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), nos instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,12 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

Au 30 avril 2020	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	639,6 \$
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27*	500 \$
Série 29*	400 \$
Série 31*	300 \$
Série 33*	200 \$
Série 35*	150 \$
Série 36*	600 \$
Série 38*	600 \$
Série 40*	500 \$
Série 42*	400 \$
Série 44*	400 \$
Série 46*	350 \$
Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires*	500 \$ US
Billets à moyen terme*	
Série H – tranche 2	1 000 \$
Série I – tranche 1	1 250 \$
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Série J – tranche 1	1 000 \$
Options sur actions	
Droits acquis	3,8
Droits non acquis	2,9

*Convertible en actions ordinaires

1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 176 du Rapport annuel de BMO pour 2019. La note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 177 du Rapport annuel de BMO pour 2019, traitent en détail du capital social et des billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires.

Dividendes

Le 27 mai 2020, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,06 \$ par action, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,03 \$ par action, ou 3 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende doit être versé le 26 août 2020 aux actionnaires inscrits le 4 août 2020. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires. Durant cette période d'incertitude, le BSIF a interdit aux institutions financières fédérales de hausser leur dividende, comme il a été annoncé initialement le 13 mars 2020.

Le 8 avril 2020, nous avons annoncé que nous accordions un escompte de 2 % sur les actions ordinaires émises par la trésorerie dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions (le « régime »). À compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, payable le 26 mai 2020 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mai 2020, et par la suite jusqu'à nouvel ordre, les nouvelles actions ordinaires aux termes du régime seront émises par la Banque avec un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet de « versements facultatifs en espèces » du régime.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2020. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances.

Le 1^{er} novembre 2019, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), comptabilisant l'effet cumulatif de l'adoption dans les résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des exercices antérieurs. Aux termes de l'IFRS 16, la Banque, à titre de preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Nous avons comptabilisé la dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation dans les charges autres que d'intérêts et les intérêts sur l'obligation locative dans les charges d'intérêts. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 40, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 624	2 608	2 442	5 232	4 936
Revenus autres que d'intérêts	780	830	787	1 610	1 581
Total des revenus (bic)	3 404	3 438	3 229	6 842	6 517
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	336	270	140	606	269
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	360	31	21	391	18
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	696	301	161	997	287
Charges autres que d'intérêts	1 793	1 747	1 718	3 540	3 441
Bénéfice avant impôts sur le résultat	915	1 390	1 350	2 305	2 789
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	215	339	328	554	675
Bénéfice net comptable	700	1 051	1 022	1 751	2 114
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	11	10	11	21	22
Bénéfice net ajusté	711	1 061	1 033	1 772	2 136
Croissance du bénéfice net (%)	(31,4)	(3,8)	9,0	(17,1)	11,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(31,1)	(3,8)	8,9	(17,0)	11,4
Croissance des revenus (%)	5,4	4,6	6,6	5,0	6,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,3	1,4	6,7	2,9	5,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,4	1,5	6,8	2,9	6,0
Rendement des capitaux propres (%)	10,5	16,3	17,6	13,4	18,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	10,7	16,4	17,8	13,5	18,2
Levier d'exploitation (bic) (%)	1,1	3,2	(0,1)	2,1	1,0
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	1,0	3,1	(0,2)	2,1	0,9
Ratio d'efficacité (bic) (%)	52,7	50,8	53,2	51,7	52,8
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	52,3	50,4	52,8	51,3	52,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,86	2,91	2,96	2,89	2,98
Actif productif moyen	372 526	356 467	337 909	364 408	334 415
Solde moyen brut des prêts et acceptations	381 807	366 696	345 971	374 169	341 962
Solde moyen net des prêts et acceptations	379 838	364 948	344 397	372 312	340 394
Solde moyen des dépôts	326 411	306 155	276 391	316 172	274 647

1) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 15 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, de 13 millions pour le premier trimestre de 2020, de 14 millions pour le deuxième trimestre de 2019, de 28 millions pour le premier semestre de 2020 et de 29 millions pour le premier semestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 700 millions de dollars, comparativement à 1 022 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est quant à lui établi à 711 millions, contre 1 033 millions à l'exercice précédent, et il ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2020	T1-2020	T2 2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts	1 495	1 557	1 407	3 052	2 842
Revenus autres que d'intérêts	465	525	506	990	1 021
Total des revenus	1 960	2 082	1 913	4 042	3 863
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	212	138	122	350	236
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	285	14	16	299	22
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	497	152	138	649	258
Charges autres que d'intérêts	976	986	943	1 962	1 899
Bénéfice avant impôts sur le résultat	487	944	832	1 431	1 706
Charge d'impôts sur le résultat	126	244	216	370	442
Bénéfice net comptable	361	700	616	1 061	1 264
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	-	-	1	1
Bénéfice net ajusté	362	700	616	1 062	1 265
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 218	1 287	1 209	2 505	2 429
Revenus des services bancaires aux entreprises	742	795	704	1 537	1 434
Croissance du bénéfice net (%)	(41,4)	8,0	4,6	(16,0)	2,3
Croissance des revenus (%)	2,4	6,8	5,0	4,6	3,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,4	3,2	4,9	3,3	3,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	3,4	3,2	4,9	3,3	3,7
Rendement des capitaux propres (%)	13,0	26,0	26,8	19,5	27,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	13,0	26,0	26,8	19,5	27,2
Levier d'exploitation (%)	(1,0)	3,6	0,1	1,3	0,2
Levier d'exploitation ajusté (%)	(1,0)	3,6	0,1	1,3	0,2
Ratio d'efficience (%)	49,8	47,3	49,3	48,5	49,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,58	2,68	2,62	2,63	2,62
Actif productif moyen	235 852	231 286	220 355	233 544	218 996
Solde moyen brut des prêts et acceptations	251 426	247 421	234 584	249 401	232 481
Solde moyen net des prêts et acceptations	250 328	246 457	233 707	248 371	231 610
Solde moyen des dépôts	197 122	191 462	171 151	194 261	169 625

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, de néant à la fois pour le premier trimestre de 2020 et le deuxième trimestre de 2019 et de 1 million à la fois pour le premier semestre de 2020 et le premier semestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est élevé à 361 millions de dollars, comparativement à 616 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est élevé à 362 millions, comparativement à 616 millions il y a un an. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net a diminué en raison de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, les revenus plus élevés ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des charges.

Les revenus ont grimpé de 47 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 1 960 millions, grâce à la progression des soldes de tous les produits, annulée en partie par la diminution des revenus autres que d'intérêts, du fait principalement des revenus générés par les cartes et du rétrécissement des marges. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,58 %, a diminué de 4 points de base en raison du rétrécissement du taux préférentiel au taux des acceptations bancaires et de la compression des marges sur les dépôts découlant du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, en partie compensés par la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 9 millions de dollars, ou de 1 %, en raison de l'augmentation des soldes de tous les produits, en grande partie contrebalancée par la diminution des revenus autres que d'intérêts et la baisse des marges. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 38 millions, ou de 5 %, en raison de la croissance des soldes de tous les produits, en partie contrée par la baisse des revenus autres que d'intérêts et la diminution des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 359 millions de dollars par rapport à l'an dernier pour s'établir à 497 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 212 millions, en hausse de 90 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 285 millions au cours du trimestre considéré, contre une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 16 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 33 millions de dollars par rapport à l'an dernier, ou de 3 %, pour atteindre 976 millions, ce qui est principalement attribuable aux coûts liés aux technologies et aux charges de retraite plus élevés.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 16,8 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 251,4 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 4 %. Le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 14 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 26,0 milliards, ou de 15 %, et s'est chiffré à 197,1 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont progressé de 12 % tandis que les soldes des dépôts des entreprises ont augmenté de 20 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 30 avril 2020 a augmenté de 15,5 milliards de dollars, ou de 7 %, sur un an, pour s'établir à 253,0 milliards, stimulé par la croissance de 4 % des volumes des prêts aux particuliers (exclusion faite des cartes de particuliers) et de 13 % des volumes des prêts aux entreprises (exclusion faite des cartes d'entreprise). Les dépôts au 30 avril 2020 ont augmenté de 33,1 milliards, ou de 19 %, pour s'établir à 206,9 milliards, avec un accroissement des volumes des dépôts des particuliers de 13 % et des volumes de dépôts des entreprises de 28 %, ce qui traduit le montant plus élevé des liquidités détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 361 millions de dollars, en comparaison de 700 millions pour le trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 362 millions, en comparaison de 700 millions pour le trimestre précédent, du fait surtout de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et du recul des revenus.

Les revenus se sont établis à 1 960 millions de dollars, en baisse de 122 millions, ou de 6 %, en raison d'une diminution des revenus autres que d'intérêts, de la compression des marges et du fait que le trimestre à l'étude comptait deux jours de moins, ce qui a été compensé en partie par une hausse des soldes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts a reculé de 10 points de base par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2,58 %, en raison surtout de la compression des marges découlant du rétrécissement du taux préférentiel au taux des acceptations bancaires.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 69 millions de dollars, ou de 5 %, en raison essentiellement du rétrécissement des marges, de la diminution des revenus autres que d'intérêts, du fait que le trimestre à l'étude comptait moins de jours et de l'incidence de la diminution des soldes de carte de crédit, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des soldes des autres prêts aux particuliers et des soldes de dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont reculé de 53 millions, ou de 7 %, en raison surtout d'une baisse des revenus autres que d'intérêts, de la compression des marges et du fait que le trimestre à l'étude comptait moins de jours, ce qui a été compensé en partie par une hausse des soldes de la plupart des produits.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui s'est élevé à 497 millions de dollars, a augmenté de 345 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 74 millions, à cause de l'accroissement des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 285 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 14 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 976 millions de dollars, en baisse de 10 millions, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 4,0 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent et le solde moyen des dépôts a progressé de 5,7 milliards, ou de 3 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 30 avril 2020 a augmenté de 4,0 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la croissance de 5,0 % des prêts aux entreprises (exclusion faite des cartes d'entreprise). Les dépôts au 30 avril 2020 ont progressé de 14,2 milliards, ou de 7 %, les soldes des dépôts des particuliers s'étant accrus de 5 % et les soldes des dépôts des entreprises s'étant accrus de 12 %.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 1 061 millions de dollars, en comparaison de 1 264 millions l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 1 062 millions, en comparaison de 1 265 millions. Cette baisse découle de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, les revenus ayant augmenté, contrée en partie par les charges plus élevées.

Les revenus se sont établis à 4 042 millions de dollars, soit une hausse de 179 millions de dollars, ou de 5 % par rapport à l'an dernier, du fait de la progression des soldes de tous les produits, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par la diminution des revenus autres que d'intérêts et l'amenuisement des marges. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,63 %, a progressé de 1 point par rapport à l'an dernier.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 76 millions de dollars, ou de 3 %, en raison surtout de l'augmentation des soldes de tous les produits, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par la diminution des revenus autres que d'intérêts et l'amenuisement des marges. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 103 millions, ou de 7 %, en raison essentiellement d'une hausse des soldes de tous les produits, annulée en partie par le rétrécissement des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 649 millions de dollars, en hausse de 391 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a progressé de 114 millions, grâce essentiellement à l'accroissement des dotations à la provision pour prêts aux entreprises. Au cours de l'exercice à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 299 millions a été enregistrée, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 22 millions a été comptabilisée pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 962 millions de dollars, soit une hausse de 63 millions de dollars, ou de 3 % par rapport à l'an dernier, ce qui est attribuable essentiellement aux coûts liés aux technologies et aux charges de retraite plus élevées.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 16,9 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier, pour se situer à 249,4 milliards, et le solde moyen des dépôts a progressé de 24,6 milliards, ou de 15 %, pour s'établir à 194,3 milliards.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	818	798	778	1 616	1 571
Revenus autres que d'intérêts	228	232	211	460	420
Total des revenus (bic)	1 046	1 030	989	2 076	1 991
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	89	100	13	189	25
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	54	13	4	67	(3)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	143	113	17	256	22
Charges autres que d'intérêts	592	578	582	1 170	1 157
Bénéfice avant impôts sur le résultat	311	339	390	650	812
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	65	72	85	137	175
Bénéfice net comptable	246	267	305	513	637
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	7	8	8	15	16
Bénéfice net ajusté	253	275	313	528	653
Revenus des services bancaires aux particuliers	315	328	333	643	674
Revenus des services bancaires aux entreprises	731	702	656	1 433	1 317
Croissance du bénéfice net (%)	(19,4)	(19,7)	12,6	(19,6)	22,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(19,1)	(19,4)	11,9	(19,2)	21,7
Croissance des revenus (%)	5,7	2,8	5,4	4,3	6,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,5	0,6	5,4	1,1	3,8
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,7	0,7	5,7	1,2	4,1
Rendement des capitaux propres (%)	8,7	9,2	11,5	9,0	11,9
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	9,0	9,5	11,9	9,3	12,2
Levier d'exploitation (bic) (%)	4,2	2,2	-	3,2	2,7
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	4,0	2,1	(0,3)	3,1	2,4
Ratio d'efficience (bic) (%)	56,5	56,1	58,9	56,3	58,1
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	55,6	55,2	57,8	55,4	57,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,36	3,34	3,61	3,35	3,66
Actif productif moyen	98 919	95 114	88 389	96 996	86 616
Solde moyen brut des prêts et acceptations	94 366	90 626	83 750	92 476	82 158
Solde moyen net des prêts et acceptations	93 736	90 030	83 225	91 862	81 635
Solde moyen des dépôts	93 523	87 155	79 131	90 304	78 805

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 129	1 051	1 035	2 180	2 094
Revenus autres que d'intérêts	315	305	281	620	560
Total des revenus (bic)	1 444	1 356	1 316	2 800	2 654
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	124	132	18	256	33
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	75	17	5	92	(4)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	199	149	23	348	29
Charges autres que d'intérêts	817	761	775	1 578	1 542
Bénéfice avant impôts sur le résultat	428	446	518	874	1 083
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	89	95	112	184	233
Bénéfice net comptable	339	351	406	690	850
Bénéfice net ajusté	349	361	417	710	871
Croissance du bénéfice net (%)	(16,3)	(21,0)	16,5	(18,8)	28,7
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(16,0)	(20,7)	15,8	(18,5)	27,7
Croissance des revenus (%)	9,8	1,3	9,0	5,5	11,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	5,4	(0,8)	9,0	2,3	8,8
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,6	(0,7)	9,3	2,5	9,0
Actif productif moyen	136 674	125 181	117 554	130 864	115 419
Solde moyen brut des prêts et acceptations	130 381	119 275	111 387	124 768	109 481
Solde moyen net des prêts et acceptations	129 510	118 491	110 690	123 941	108 784
Solde moyen des dépôts	129 289	114 693	105 240	121 911	105 022

1) Les montants avant impôts de 10 millions de dollars américains pour à la fois le deuxième trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2020, de 11 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2019, de 20 millions de dollars américains pour le premier semestre de 2020 et de 21 millions de dollars américains pour le premier semestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 339 millions de dollars, comparativement à 406 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 349 millions, comparativement à 417 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 246 millions de dollars, comparativement à 305 millions l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 253 millions, par rapport à 313 millions l'an dernier, ce qui est surtout attribuable à l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, atténuée par la hausse des revenus.

Les revenus ont augmenté de 57 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 1 046 millions, ce qui est essentiellement imputable à la croissance des soldes des dépôts et des prêts et à la hausse des revenus de commissions, contrebalancées en partie par la compression des marges sur les dépôts. La marge nette d'intérêts a reculé de 25 points de base, pour s'établir à 3,36 %, principalement du fait de la compression des marges sur les produits de dépôt occasionnée par l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, ainsi que des changements dans la combinaison de produits de dépôt, facteurs contrebalancés en partie par l'effet de la croissance plus rapide des dépôts par rapport à celle des prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 18 millions de dollars, ou de 6 %, ce qui s'explique en grande partie par le recul des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 75 millions, ou de 11 %, en raison essentiellement de l'augmentation des soldes des prêts et des dépôts, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 143 millions de dollars, ayant augmenté de 126 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 89 millions, en hausse de 76 millions, en raison surtout des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises plus élevées, ce qui s'explique en partie par un recouvrement au cours de l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 54 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 4 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 592 millions de dollars, ont augmenté de 10 millions, ou de 2 %, par rapport à l'an dernier, et les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 582 millions, ont augmenté de 11 millions, ou de 2 %, du fait des hausses dans un certain nombre de catégories.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 10,6 milliards de dollars, ou de 13 %, sur un an, pour s'établir à 94,4 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises et des prêts aux particuliers de 13 % et de 9 %, respectivement. Le solde moyen des dépôts a progressé de 14,4 milliards, ou de 18 %, sur un an, pour s'établir à 93,5 milliards, les soldes des dépôts des entreprises s'étant accrus de 34 % et les soldes des dépôts des particuliers s'étant accrus de 6 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 30 avril 2020 a augmenté de 12,6 milliards de dollars, ou de 15 %, par rapport à il y a un an, pour se chiffrer à 98,3 milliards, du fait surtout de la croissance de 16 % des prêts aux entreprises, ce qui reflète le taux d'utilisation des prêts plus élevé et les prêts de 4,2 milliards du programme de prêts gouvernementaux, en raison de l'incidence de la COVID-19, et la croissance des prêts aux particuliers de 7 %. Les dépôts au 30 avril 2020 ont progressé de 24,0 milliards, ou de 30 %, pour se chiffrer à 103,6 milliards, les soldes des dépôts des entreprises s'étant accrus de 58 % et les soldes des dépôts des particuliers s'étant accrus de 10 %, ce qui traduit les liquidités plus importantes détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est établi à 339 millions de dollars, comparativement à 351 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 349 millions, par rapport à 361 millions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 246 millions de dollars, comparativement à 267 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 253 millions, contre 275 millions, en raison de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges, compensée par l'accroissement des revenus.

Les revenus ont augmenté de 16 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, pour se fixer à 1 046 millions, ce qui s'explique essentiellement par la croissance des soldes des dépôts et des prêts, annulée en partie par l'incidence des deux jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré. La marge nette d'intérêts, qui a atteint 3,36 %, est en légère hausse par rapport au trimestre précédent. Au cours du trimestre à l'étude, l'incidence négative de la faiblesse des taux d'intérêt a été plus que contrebalancée par un TIOL élevé et la forte croissance des dépôts par rapport à celle des prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 13 millions de dollars, ou de 4 %, ce qui est attribuable au recul des revenus tirés des dépôts et à l'incidence des jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 29 millions, ou de 4 %, ce qui s'explique essentiellement par la progression des revenus tirés des dépôts et des prêts, contrebalancée par les jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est fixé à 143 millions de dollars, en hausse de 30 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 11 millions, ce qui s'explique surtout par une baisse des dotations à la provision liées aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 54 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 13 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts de 592 millions de dollars et les charges autres que d'intérêts ajustées de 582 millions ont toutes deux augmenté de 14 millions, ou de 2 % par rapport au trimestre précédent, du fait des hausses dans un certain nombre de catégories de charges, aucune hausse n'étant individuellement importante.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, par suite essentiellement de la croissance des prêts aux entreprises de 5 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 6,4 milliards, ou de 7 %, la croissance des soldes des dépôts des entreprises s'étant chiffrée à 15 % et celle des soldes des dépôts des particuliers à 1 %.

Le solde brut des prêts et acceptations au 30 avril 2020 a augmenté de 7,3 milliards de dollars, ou de 8 % par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises de 10 %, ce qui reflète les prêts de 4,2 milliards du programme de prêts gouvernementaux et le taux d'utilisation plus élevé des prêts, en raison de l'incidence de la COVID-19. Au 30 avril 2020, les dépôts ont progressé de 16,6 milliards, ou de 19 %, par suite de l'augmentation des soldes des dépôts des entreprises de 36 % et des soldes des dépôts des particuliers de 5 %, ce qui s'explique par le montant plus élevé des liquidités détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 690 millions de dollars, en comparaison de 850 millions l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 710 millions, en comparaison de 871 millions. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 513 millions de dollars, en comparaison de 637 millions l'an dernier, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 528 millions, en comparaison de 653 millions, cette augmentation étant attribuable surtout à une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle a été annulée en partie par une hausse des revenus.

Les revenus ont augmenté de 85 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 2 076 millions, ce qui est essentiellement imputable à la croissance des soldes des dépôts et des prêts ainsi qu'à la hausse des revenus de commissions, contrebalancées en partie par la compression des marges sur les prêts et les dépôts. La marge nette d'intérêts a reculé de 31 points de base pour s'établir à 3,35 %, principalement du fait de la compression des marges sur les produits de dépôt attribuable au contexte de faiblesse des taux d'intérêts, des changements dans la combinaison de produits de dépôt et de la compression des marges sur les prêts, facteurs contrebalancés en partie par la croissance plus rapide des dépôts par rapport à celle des prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 31 millions de dollars, ou de 5 %, en raison du recul des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 116 millions, ou de 9 %, du fait de l'augmentation des soldes de prêts et des dépôts ainsi que de la hausse des revenus de commissions, contrées en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts et les prêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 256 millions de dollars, en hausse de 234 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 164 millions en raison des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises et aux particuliers plus élevées. De plus, l'exercice précédent a profité des recouvrements non récurrents sur les dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 67 millions pour l'exercice à l'étude, comparativement à un recouvrement de 3 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 13 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport à il y a un an, pour se fixer à 1 170 millions, et les charges autres que d'intérêts après ajustement ont augmenté de 14 millions, ou de 1 %, pour se chiffrer à 1 150 millions.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 10,3 milliards de dollars, ou de 13 %, sur un an pour s'établir à 92,5 milliards, stimulé par l'accroissement de 13 % des prêts aux entreprises et l'augmentation de 9 % des volumes de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a progressé de 11,5 milliards, ou de 15 %, sur un an, pour s'établir à 90,3 milliards, les volumes de dépôts des entreprises s'étant accrus de 23 % et les volumes des dépôts des particuliers, de 8 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts	212	231	230	443	462
Revenus autres que d'intérêts	678	1 794	1 612	2 472	3 520
Total des revenus	890	2 025	1 842	2 915	3 982
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(197)	716	561	519	1 487
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 087	1 309	1 281	2 396	2 495
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	3	–	(1)	3	1
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	3	3	1	6	1
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	6	3	–	9	2
Charges autres que d'intérêts	888	912	882	1 800	1 778
Bénéfice avant impôts sur le résultat	193	394	399	587	715
Charge d'impôts sur le résultat	49	103	94	152	172
Bénéfice net comptable	144	291	305	435	543
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	9	9	10	18	20
Bénéfice net ajusté	153	300	315	453	563
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	160	209	226	369	399
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	169	218	236	387	419
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	(16)	82	79	66	144
Bénéfice net ajusté des activités d'assurance	(16)	82	79	66	144
Croissance du bénéfice net (%)	(52,8)	22,2	3,2	(19,9)	(3,3)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(51,5)	20,9	2,8	(19,6)	(3,3)
Croissance des revenus (%)	(51,8)	(5,3)	16,3	(26,8)	24,8
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(15,2)	7,9	2,4	(4,0)	(0,1)
SCVPI ajustés	(197)	716	561	519	1 487
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI ajustés (%)	(15,2)	7,9	2,4	(4,0)	(0,1)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	0,7	1,8	2,4	1,2	1,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	0,8	2,0	2,5	1,4	1,3
Rendement des capitaux propres (%)	8,9	18,4	19,7	13,6	17,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	9,5	19,0	20,4	14,2	18,1
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(15,9)	6,1	–	(5,2)	(1,3)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(16,0)	5,9	(0,1)	(5,4)	(1,4)
Ratio d'efficacité comptable (%)	99,9	45,0	47,9	61,8	44,6
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	81,8	69,7	68,9	75,2	71,3
Ratio d'efficacité ajusté (%)	98,6	44,5	47,2	61,0	44,0
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	80,7	68,8	67,9	74,2	70,3
Actifs sous gestion	464 166	482 268	465 468	464 166	465 468
Actifs sous administration 2)	400 649	410 544	396 774	400 649	396 774
Actif moyen	45 175	44 219	40 402	44 692	39 559
Solde moyen brut des prêts et acceptations	26 564	25 433	23 039	25 992	22 660
Solde moyen net des prêts et acceptations	26 528	25 402	23 006	25 959	22 628
Solde moyen des dépôts	43 011	39 413	36 063	41 192	35 669

1) Les montants avant impôts de 11 millions de dollars pour à la fois le deuxième trimestre et le premier trimestre de 2020, de 12 millions pour le deuxième trimestre de 2019, de 22 millions pour le premier semestre de 2020 et de 25 millions pour le premier semestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 144 millions de dollars, comparativement à 305 millions à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 153 millions, comparativement à 315 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 160 millions, contre 226 millions à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 169 millions, contre 236 millions, en raison surtout de l'incidence de la provision pour frais juridiques et la baisse des revenus tirés des commissions, contrebalancées en partie par la croissance des revenus de courtage en ligne. La perte nette des activités d'assurance s'est fixée à 16 millions, contre un bénéfice net de 79 millions il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par l'effet défavorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors que l'an dernier, les variations des marchés avaient eu un effet favorable.

Les revenus se sont établis à 890 millions de dollars, contre 1 842 millions il y a un an. Déduction faite des SCVPI, ils se sont chiffrés à 1 087 millions, comparativement à 1 281 millions à l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 074 millions, ayant diminué de 71 millions, ou de 6 %, ou encore de 7 % si l'on exclut l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison surtout de la provision pour frais juridiques et de la baisse des revenus tirés des commissions, contrebalancées en partie par la croissance des revenus de courtage en ligne. L'avantage découlant de la croissance continue des dépôts et des prêts a été contrebalancé par le rétrécissement des marges. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 123 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 888 millions de dollars, ont augmenté de 6 millions par rapport à l'an dernier. Après ajustement, elles ont totalisé 877 millions, présentant ainsi une hausse de 7 millions, ou de 1 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la technologie.

Les actifs sous gestion ont diminué de 1,3 milliard de dollars, et sont relativement inchangés par rapport à l'an dernier, et les actifs sous administration ont augmenté de 3,9 milliards, ou de 1 %, en raison principalement des fluctuations favorables des cours de change et de l'accroissement des actifs des clients, contrebalancés en partie par le repli des marchés boursiers. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 15 % et de 19 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 144 millions de dollars, en comparaison de 291 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 153 millions, en comparaison de 300 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est fixé à 160 millions, en comparaison de 209 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 169 millions, en comparaison de 218 millions, en raison surtout de l'incidence d'une provision pour frais juridiques et du recul des revenus tirés des commissions, en partie contrés par la baisse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice. La perte nette des activités d'assurance s'est fixée à 16 millions, contre un bénéfice net de 82 millions au trimestre précédent, ce qui s'explique par l'effet défavorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors qu'au trimestre précédent, les variations des marchés avaient eu un effet favorable, ainsi que par le recul des résultats des activités sous-jacentes.

Les revenus se sont fixés à 890 millions de dollars, contre 2 025 millions au trimestre précédent. Déduction faite des SCVPI, ils se sont chiffrés à 1 087 millions, contre 1 309 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont diminué de 87 millions, ou de 8 %, en raison surtout de l'incidence d'une provision pour frais juridiques et de la diminution des revenus tirés des commissions. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont reculé de 135 millions, en raison des facteurs susmentionnés.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 888 millions de dollars, ont diminué de 24 millions, ou de 3 % par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont fixées à 877 millions, en baisse de 24 millions, ou de 3 %, ou encore de 4 % si l'on exclut l'incidence de l'appréciation du dollar américain, en raison surtout d'une baisse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite et de la diminution des charges liées aux revenus, contrées en partie par l'accroissement des coûts liés à la technologie.

Les actifs sous gestion ont reculé de 18,1 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent et les actifs sous administration ont diminué de 9,9 milliards, ou de 2 %, en raison principalement du repli des marchés boursiers, ce qui a été contré en partie par le taux de change favorable et l'accroissement des actifs des clients. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont progressé de 4 % et de 9 %, respectivement.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 435 millions de dollars, comparativement à 543 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 453 millions, comparativement à 563 millions l'an dernier. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 369 millions, comparativement à 399 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 387 millions, comparativement à 419 millions. Cette baisse découle surtout des frais juridiques comptabilisés au cours de l'exercice à l'étude et a été contrebalancée en partie par l'accroissement des revenus tirés des commissions et la croissance des revenus de courtage en ligne. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 66 millions, contre 144 millions il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par le recul des résultats des activités sous-jacentes et l'incidence défavorable des variations des marchés au cours de l'exercice considéré, alors que l'an dernier, ces variations avaient eu un effet favorable.

Les revenus se sont établis à 2 915 millions de dollars, contre 3 982 millions il y a un an. Déduction faite des SCVPI, ils se sont chiffrés à 2 396 millions, contre 2 495 millions l'an dernier. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 2 235 millions, ayant reculé de 12 millions, ou de 1 %, sur un an en raison des facteurs susmentionnés. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 161 millions, en baisse de 87 millions en regard de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable aux facteurs précités liés au bénéfice net.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 1 800 millions de dollars, ont augmenté de 22 millions, ou de 1 % par rapport à l'an dernier, et les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 1 778 millions, ont augmenté de 25 millions, ou de 1 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	855	696	598	1 551	1 158
Revenus autres que d'intérêts	196	673	638	869	1 215
Total des revenus (bic)	1 051	1 369	1 236	2 420	2 373
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	73	53	12	126	13
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	335	(3)	3	332	17
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	408	50	15	458	30
Charges autres que d'intérêts	758	852	892	1 610	1 688
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(115)	467	329	352	655
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(41)	111	79	70	149
Bénéfice net (perte nette) comptable	(74)	356	250	282	506
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	2	2	2	4	6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	4	4	2	8	5
Bénéfice net ajusté	(68)	362	254	294	517
Revenus du secteur Marchés mondiaux	564	823	720	1 387	1 351
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	487	546	516	1 033	1 022
Croissance du bénéfice net (%)	(129,5)	39,1	(12,6)	(44,4)	(9,3)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(126,5)	37,6	(11,2)	(43,2)	(7,4)
Croissance des revenus (%)	(14,9)	20,4	17,8	2,0	11,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(15,0)	7,0	31,6	(4,6)	20,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(15,3)	7,3	30,8	(4,7)	19,3
Rendement des capitaux propres (%)	(3,0)	12,9	9,3	4,8	9,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	(2,8)	13,1	9,4	5,0	9,4
Levier d'exploitation (bic) (%)	0,1	13,4	(13,8)	6,6	(9,2)
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	0,4	13,1	(13,0)	6,7	(8,3)
Ratio d'efficacité (bic) (%)	72,1	62,3	72,2	66,5	71,1
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	71,4	61,7	71,7	65,9	70,5
Actif moyen	380 856	351 330	344 723	365 931	342 594
Solde moyen brut des prêts et acceptations	70 871	62 286	60 515	66 531	58 478
Solde moyen net des prêts et acceptations	70 574	62 126	60 437	66 303	58 407

1) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha et de Clearpool avant impôts de 3 millions de dollars à la fois pour le deuxième trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2020, de 2 millions pour le deuxième trimestre de 2019, de 6 millions pour le premier semestre de 2020 et de 8 millions pour le premier semestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, de 5 millions pour le premier trimestre de 2020, de 4 millions pour le deuxième trimestre de 2019, de 9 millions pour le premier semestre de 2020 et de 7 millions pour le premier semestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

La perte nette comptable de BMO Marchés des capitaux s'est située à 74 millions de dollars, contre un bénéfice net comptable de 250 millions l'an dernier, et la perte nette ajustée s'est fixée à 68 millions, en comparaison d'un bénéfice net ajusté de 254 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et le recul des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont été contrebalancés en partie par la baisse des charges. L'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances a représenté 90 % de la diminution du bénéfice net.

Les revenus se sont établis à 1 051 millions de dollars, contre 1 236 millions à l'exercice précédent, en baisse de 185 millions, ou de 15 %, ou encore de 16 % si l'on exclut l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus des Marchés mondiaux ont reculé, l'intensification des activités menées pour les clients dans les activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, de contrats de change, de contrats sur produits de base et d'actions au comptant ayant été plus que contrebalancée par l'incidence négative d'activités relatives aux billets liés à des titres de participation et par un élargissement des écarts de crédit et de financement sur les ajustements de l'évaluation des produits dérivés. L'exercice précédent tenait également compte de l'avantage découlant de l'ajustement positif de la juste valeur des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, en partie contrebalancé par l'ajustement négatif de la juste valeur des activités de négociation de contrats sur titres de participation. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué en raison des réductions de valeur sur le portefeuille de prêts détenus en vue de la vente, ce qui découle de l'élargissement des écarts de taux, et de la baisse des commissions de prise ferme et de consultation, facteurs en partie contrebalancés par la progression des revenus liés aux services bancaires aux sociétés.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 408 millions de dollars, une hausse de 393 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 73 millions, en hausse de 61 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 335 millions pour le trimestre à l'étude, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 3 millions a été inscrite un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 758 millions de dollars, soit une baisse de 134 millions, ou de 15 % par rapport à l'an dernier et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 751 millions, soit une baisse de 135 millions, ou de 15 %, ou encore de 17 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. La baisse découle surtout de l'incidence d'une charge au titre des indemnités de départ de 120 millions (90 millions après impôts) à l'exercice précédent et de la diminution des frais liés au personnel.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 70,9 milliards de dollars, en hausse de 10,4 milliards, ou de 17 %, ou encore de 14 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, par rapport à il y a un an. Le solde brut des prêts et acceptations au 30 avril 2020 a augmenté de 16,6 milliards de dollars, ou de 27 %, ou encore de 24 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 77,5 milliards, ce qui reflète le taux d'utilisation des prêts plus élevé, en raison principalement de l'incidence de la COVID-19.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

La perte nette comptable s'est fixée à 74 millions de dollars, en comparaison d'un bénéfice net comptable de 356 millions pour le trimestre précédent, et la perte nette ajustée s'est fixée à 68 millions, en comparaison d'un bénéfice net ajusté de 362 millions.

Les revenus se sont établis à 1 051 millions de dollars, en baisse de 318 millions, ou de 23 %, par rapport au trimestre précédent, ou encore de 25 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué, l'intensification des activités menées pour les clients dans les activités de négociation de contrats de change, de contrats de taux d'intérêt, de contrats sur produits de base et d'actions au comptant ayant été plus que contrebalancée par l'incidence négative d'activités relatives aux billets liés à des titres de participation et par un élargissement des écarts de crédit et de financement sur les ajustements de l'évaluation des produits dérivés. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué, ce qui s'explique principalement par le recul des revenus de commissions de prise ferme et de consultation ainsi que les réductions de valeur sur le portefeuille de prêts détenus en vue de la vente, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 408 millions de dollars, en hausse de 358 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 20 millions au cours du trimestre à l'étude. La dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs s'est chiffrée à 335 millions pour le trimestre à l'étude, alors qu'un montant net des recouvrements de pertes sur créances liés aux prêts productifs de 3 millions avait été inscrit pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 758 millions de dollars, en baisse de 94 millions, ou de 11 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont diminué de 93 millions, ou de 11 %, ou encore de 13 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. La baisse découle surtout de la diminution des coûts liés au personnel, y compris l'incidence du recul des coûts liés à la rémunération liée à la performance et l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 8,6 milliards de dollars, ou de 14 %, ou encore de 10 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, par rapport au trimestre précédent. Le solde brut des prêts et acceptations au 30 avril 2020 s'est établi à 77,5 milliards de dollars, en hausse de 15,5 milliards, ou de 25 %, ou encore de 21 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, par rapport au dernier trimestre, ce qui reflète le taux d'utilisation des prêts plus élevé, en raison principalement de l'incidence de la COVID-19.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 282 millions de dollars, comparativement à 506 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 294 millions, comparativement à 517 millions, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, contrebalancée en partie par la réduction des charges et la progression des revenus.

Les revenus se sont établis à 2 420 millions de dollars, soit une progression de 47 millions, ou de 2 % par rapport à l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté, l'intensification des activités menées pour les clients dans les activités liées à la négociation de contrats de change, de contrats sur produits de base, d'actions au comptant et les revenus de nouvelles émissions de capitaux propres et de titres d'emprunt ayant été plus que contrebalancés par l'incidence négative d'activités relatives aux billets liés à des titres de participation. L'exercice précédent tenait également compte de l'avantage découlant de l'ajustement positif de la juste valeur des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, en partie contrebalancé par l'ajustement négatif de la juste valeur des activités de négociation de contrats sur titres de participation. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté en raison surtout d'une hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés, contrée en partie par les réductions de valeur sur le portefeuille de prêts détenus en vue de la vente au cours de l'exercice à l'étude ainsi que par le recul des revenus des activités de commissions de prise ferme et de consultation.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 458 millions de dollars, en hausse de 428 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 126 millions, en hausse de 113 millions par rapport à l'an dernier. Au cours de l'exercice à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 332 millions a été enregistrée, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 17 millions avait été comptabilisée pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 610 millions de dollars et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 1 595 millions, en baisse dans les deux cas de 78 millions, ou de 5 % par rapport à l'an dernier, sous l'effet de l'incidence de la charge liée aux indemnités de départ à l'exercice précédent, contrebalancé en partie par la hausse des coûts liés aux technologies.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 66,5 milliards de dollars, en hausse de 8,1 milliards, ou de 14 %, ou encore de 11 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2020	T1-2020	T2-2019	Cumul 2020	Cumul 2019
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(95)	(69)	(57)	(164)	(104)
Compensation sur une bic des groupes	(78)	(78)	(78)	(156)	(145)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(173)	(147)	(135)	(320)	(249)
Revenus autres que d'intérêts	92	62	41	154	107
Total des revenus (bic)	(81)	(85)	(94)	(166)	(142)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	1	(1)	2	(6)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	7	(6)	1	1	-
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	8	(5)	-	3	(6)
Charges autres que d'intérêts	77	158	103	235	245
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(166)	(238)	(197)	(404)	(381)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(85)	(132)	(117)	(217)	(225)
Bénéfice net (perte nette) comptable	(81)	(106)	(80)	(187)	(156)
Perte nette ajustée	(81)	(106)	(80)	(187)	(156)
Charges autres que d'intérêts ajustées	77	158	103	235	245

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières, l'approvisionnement, ainsi que les données et les analyses. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du deuxième trimestre de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée pour le trimestre à l'étude se sont situées à 81 millions de dollars, comparativement à 80 millions à l'exercice précédent, soit pratiquement les mêmes, la baisse des charges et la hausse des revenus ayant été en grande partie compensées par l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable pour le trimestre à l'étude.

Comparaison du deuxième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020

La perte nette comptable et la perte nette ajustée pour le trimestre à l'étude se sont chiffrées à 81 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comptable et d'une perte nette ajustée de 106 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ont augmenté, en raison surtout de la baisse des charges découlant du caractère saisonnier des avantages et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice ainsi que de la progression des revenus, compensées en partie par l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable pour le trimestre à l'étude.

Comparaison du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée se sont situées à 187 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable et à une perte nette ajustée de 156 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ont diminué, en raison principalement de l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable pour l'exercice à l'étude, de la baisse des revenus, exclusion faite de la bic, et de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, facteurs compensés en partie par le recul des charges.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018
Revenus 1) 2)	5 264	6 747	6 087	6 666	6 213	6 517	5 893	5 794
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(197)	716	335	887	561	926	390	269
Revenus, déduction faite des SCVPI 1) 2)	5 461	6 031	5 752	5 779	5 652	5 591	5 503	5 525
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	413	324	231	243	150	127	177	177
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	705	25	22	63	26	10	(2)	9
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	1 118	349	253	306	176	137	175	186
Charges autres que d'intérêts 1) 2)	3 516	3 669	3 987	3 491	3 595	3 557	3 193	3 359
Bénéfice avant impôts sur le résultat	827	2 013	1 512	1 982	1 881	1 897	2 135	1 980
Charge d'impôts sur le résultat	138	421	318	425	384	387	438	443
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	689	1 592	1 194	1 557	1 497	1 510	1 697	1 537
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	2	2	2	2	2	4	13	7
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	24	23	29	23	23	24	24	22
Coûts de restructuration 5)	-	-	357	-	-	-	-	-
Ajustement lié à la réassurance 6)	-	-	25	-	-	-	-	-
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 7)	-	-	-	-	-	-	(203)	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	715	1 617	1 607	1 582	1 522	1 538	1 531	1 566
Bénéfice de base par action (\$)	1,00	2,38	1,79	2,34	2,27	2,28	2,58	2,32
Bénéfice dilué par action (\$)	1,00	2,37	1,78	2,34	2,26	2,28	2,58	2,31
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,04	2,41	2,43	2,38	2,30	2,32	2,32	2,36

- 1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 90 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 13 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour le semestre clos le 30 avril 2020, nous avons comptabilisé des montants de 179 millions et de 27 millions, respectivement. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 40.
- 2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.
- 5) La charge de restructuration s'est élevée à 357 millions de dollars après impôts pour le quatrième trimestre de 2019 (484 millions avant impôts). Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 6) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut un ajustement lié à la réassurance de 25 millions de dollars (avant et après impôts) figurant dans les SCVPI et visant à tenir compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. L'ajustement lié à la réassurance figure dans les SCVPI de BMO Gestion de patrimoine.
- 7) Les résultats du quatrième trimestre de 2018 tiennent compte d'un avantage après impôts de 203 millions de dollars (277 millions avant impôts) découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations par suite d'un changement apporté à notre régime d'autres avantages futurs du personnel visant certains employés qui a été annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018. Ce montant figure dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 52 et 53 de son Rapport annuel pour 2019. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de l'exercice 2018 et le deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats qu'a enregistrés BMO au cours du trimestre écoulé reflètent l'incidence de la pandémie de COVID-19 comme en témoignent l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et la diminution des revenus de nos groupes sensibles aux marchés boursiers en raison de la fluctuation des marchés. Les revenus de nos Services bancaires PE ont progressé, les soldes plus élevés ayant été contrés en partie par le contexte de faiblesse des taux. Les résultats sous-jacents de BMO ont, en général, affiché des tendances à la hausse antérieurement au trimestre considéré.

Une charge de restructuration et un ajustement lié à la réassurance, tous deux comptabilisés au quatrième trimestre de 2019, ainsi qu'un avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations futures au quatrième trimestre de 2018 ont eu des répercussions sur les résultats comptables au cours des huit derniers trimestres.

La croissance sur un an des revenus de PE Canada s'est avérée positive, comme le démontre la hausse soutenue des prêts et dépôts et la gestion rigoureuse des charges. Un contexte de faiblesse des taux a nui aux revenus du deuxième trimestre de 2020. Au cours des huit derniers trimestres, PE États-Unis a réalisé une croissance des revenus sur un an conjuguée à une bonne augmentation des soldes des prêts et des dépôts, ainsi qu'à une gestion continue des dépenses. Les résultats des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont généralement affiché des hausses modérées. Les résultats du deuxième trimestre de 2020 tiennent compte de l'incidence d'une provision pour frais juridiques et du repli des marchés boursiers. Les résultats liés à l'assurance ont fluctué en raison des variations des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés à la réassurance.

Le rendement dégagé par BMO Marchés des capitaux au cours de sept des huit derniers trimestres témoigne des revenus élevés, ce qui s'explique par la solide performance aux États-Unis et l'incidence positive découlant de nos activités diversifiées. Les résultats du deuxième trimestre de 2020 ont subi les contrecoups de la conjoncture des marchés touchée par la pandémie de COVID-19. Les résultats du deuxième trimestre de 2019 comprennent une charge liée aux indemnités de départ. Les résultats comptables des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Les résultats de la Banque reflètent l'incidence de l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qu'elle a adopté au premier trimestre de 2020 et de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qu'elle a adopté de manière rétrospective au premier trimestre de 2019. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 40 ainsi qu'aux pages 142 à 146 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Exprimé en pourcentage du solde net des prêts et acceptations, le total des dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO se situe dans une fourchette allant de 13 points de base à 31 points de base entre le troisième trimestre de 2018 et le premier trimestre de 2020, augmentant à 94 points de base au deuxième trimestre de 2020.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités, et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Bilan

Au 30 avril 2020, le total des actifs atteignait 987,1 milliards de dollars, ayant augmenté de 134,9 milliards en regard du 31 octobre 2019.

L'appréciation du dollar américain à la clôture du trimestre a conduit à une augmentation des actifs de 23,5 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés. L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain.

Le solde net des prêts a augmenté de 32,7 milliards de dollars. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 31,7 milliards et les soldes ont crû pour tous les groupes d'exploitation, reflet d'une plus grande utilisation de la facilité de prêts imputable à l'incidence de la COVID-19, notamment l'aide gouvernementale offerte. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont augmenté de 1,4 milliard découlant de la croissance de nos Services bancaires PE et de BMO Gestion du patrimoine. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont monté de 1,1 milliard du fait de la croissance enregistrée par PE Canada, compensée en partie par des soldes moins élevés de PE États-Unis.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 19,3 milliards de dollars, en raison de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales, par suite essentiellement de la forte croissance des dépôts de clients et des activités de gestion du bilan par les Services d'entreprise. Les valeurs mobilières ont monté de 18,7 milliards, en grande partie du fait de la solide croissance des dépôts des clients et des activités de gestion du bilan par les Services d'entreprise, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des soldes détenus de BMO Marchés des capitaux. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 11,7 milliards, et ce, en raison de la croissance soutenue des dépôts de clients et des activités de gestion du bilan des Services d'entreprise et de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont reculé de 1,1 milliard à cause essentiellement de la baisse des soldes détenus de BMO Marchés des capitaux et PE Canada. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont augmenté de 11,1 milliards, ce qui s'explique en partie par le resserrement des exigences concernant la sûreté en trésorerie afférente aux transactions sur dérivés hors cote et par l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui a entraîné la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative au bilan.

Les passifs se sont alourdis de 130,7 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2019. L'appréciation du dollar américain les a fait augmenter de 21,4 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés. L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain.

Les dépôts se sont accrus de 69,4 milliards de dollars. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont augmenté de 43,3 milliards, ce qui reflète essentiellement la croissance des soldes des dépôts des particuliers dans l'ensemble des groupes d'exploitation, en partie du fait que nos clients conservent une part plus grande de liquidité à cause de l'incidence de la COVID-19. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 14,1 milliards, en raison de la croissance des Services bancaires PE et de BMO Gestion de patrimoine. Les dépôts de banques ont augmenté de 12,1 milliards, résultat de la participation dans un mécanisme de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada.

Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 16,0 milliards de dollars, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux et de la participation dans un mécanisme de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada. Les titres vendus à découvert ont augmenté de 3,4 milliards par suite des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont reculé de 1,1 milliard, du fait surtout de la baisse des soldes de BMO Marchés des capitaux et de PE Canada. Tous les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, ont diminué de 0,7 milliard, ce qui est en partie imputable à la diminution du financement garanti, contrebalancée en partie par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Les actifs financiers dérivés ont progressé de 19,0 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 22,3 milliards, compte tenu de l'incidence des fluctuations du dollar américain, ce qui est attribuable à la hausse de la valeur des instruments dérivés de négociation des clients de BMO Marchés des capitaux. L'augmentation est due essentiellement au raffermissement du dollar américain, à la baisse des taux d'intérêt, à la volatilité des marchés boursiers et à la tension exercée sur les prix du pétrole.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4,2 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2019. Le cumul des autres éléments du résultat global a grimpé de 3,4 milliards en raison surtout des taux d'intérêt moins élevés eu égard aux couvertures de flux de trésorerie, de l'incidence de l'appréciation du dollar américain sur la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger ainsi que de l'élargissement de nos propres écarts de taux sur les passifs financiers désignés à la juste valeur. Les résultats non distribués ont augmenté de 0,7 milliard par suite du bénéfice net gagné pendant l'exercice à l'étude, ce qui a été atténué par les dividendes, les distributions sur les autres instruments de capitaux propres ainsi que par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, sur le solde d'ouverture.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 49 du Rapport aux actionnaires.

Se reporter aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2019 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 204 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Instruments financiers désignés et arrangements hors bilan

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (Enhanced Disclosure Task Force (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant à la page 66 de notre Rapport annuel pour 2019.

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons également un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 67 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2019, si ce n'est notre participation à certains programmes gouvernementaux mis en place au deuxième trimestre de 2020.

Le gouvernement a lancé ces programmes pour soutenir les entreprises aux prises avec des difficultés économiques découlant de la pandémie, dont le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) aux termes duquel nous accordons des prêts qui sont financés par le gouvernement. Nous avons évalué si la quasi-totalité des risques et des avantages ont été transférés au gouvernement et nous avons déterminé que ces transferts remplissent les conditions de décomptabilisation. Par conséquent, nous ne comptabilisons pas ces prêts au bilan.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2019 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2019 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 107 à 111 et aux pages 142 à 146 du Rapport annuel de BMO pour 2019 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

L'établissement des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes. Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations comprennent la provision pour pertes sur créances, les instruments financiers évalués à la juste valeur, les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel, les montants de dépréciation des valeurs mobilières, les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé, l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles, les passifs liés à l'assurance et les provisions. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

À l'heure actuelle, l'ampleur de toutes les répercussions, tant de la COVID-19 que des mesures gouvernementales et/ou réglementaires prises face à l'épidémie, qui se feront sentir sur les économies canadiennes et américaines et sur les activités de la Banque est extrêmement incertaine et difficile à prévoir. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 30 avril 2020.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. L'augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, sur la base des résultats produits par les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Dans le cas des emprunteurs ayant choisi de participer aux programmes de report de versements qu'offre la Banque en raison de la pandémie de COVID-19, les versements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et n'exposent pas la Banque à un risque de crédit accru. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 107 et 108 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels audités, aux pages 151 à 158 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Au 30 avril 2020, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 3 136 millions de dollars (2 094 millions au 31 octobre 2019), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 2 398 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 738 millions (1 609 millions et 485 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). La provision liée aux prêts productifs a augmenté de 789 millions par rapport au quatrième trimestre de 2019, du fait principalement de facteurs macroéconomiques et, dans une moindre mesure, des fluctuations des cours de change ainsi que de la migration du crédit et de la croissance du portefeuille.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés anticipées, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques, sur la base de nos perspectives à la fin du trimestre, conformément aux principes des IFRS.

Au 30 avril 2020, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne se contractera et que le PIB réel chutera de 6,0 % en 2020 suivant un fort repli au cours du deuxième trimestre et une croissance négative sur un an aux troisième et quatrième trimestres. Cette situation s'explique par de profonds bouleversements causés par la COVID-19 et, dans une moindre mesure, par la glissade des prix du pétrole. Toutefois, il est prévu que l'économie rebondira de 6,5 % en 2021. Selon les prévisions, le taux de chômage au Canada devrait augmenter à 8,5 %, en moyenne, en 2020 alors qu'il se situait à 5,7 % en 2019, pour ensuite reculer à 7,0 % en 2021. Quant à l'économie américaine, elle suivra une trajectoire similaire; le PIB réel dans ce pays, selon les prévisions, devrait reculer de 5,0 % en 2020 avant de croître de 6,0 % en 2021. Le taux de chômage aux États-Unis devrait augmenter à 7,8 % en 2020, selon les prévisions, comparativement à 3,7 % en 2019, avant de redescendre à 6,0 % en 2021. Ceci fait contraste à notre scénario de référence publié au 31 octobre 2019 selon lequel l'économie canadienne et américaine connaîtrait une croissance modérée au cours de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 400 millions de dollars au 30 avril 2020 (1 325 millions au 31 octobre 2019), contre 2 398 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Au 30 avril 2020, les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font également état d'une contraction de l'économie au Canada, le PIB réel devant reculer de 7,0 % en 2020 et remonter de 4,9 % en 2021. Selon notre scénario défavorable, les profonds bouleversements causés par la COVID-19 seront plus importants et persisteront plus longtemps, comparativement aux prévisions énoncées dans notre scénario de référence. Le taux de chômage au Canada se situera en moyenne à 10,0 % en 2020 et à 9,0 % en 2021. Le PIB réel aux États-Unis reculera de 5,8 % en 2020 pour rebondir de 4,9 % en 2021. Le taux de chômage aux États-Unis se situera en moyenne à 8,8 % en 2020 et baissera pour s'établir à 6,8 % en 2021. Ce scénario est très différent du scénario défavorable au 31 octobre 2019 selon lequel les prévisions faisaient état d'une récession typique qui se traduirait par une contraction de l'économie de 3 % la première année suivie d'une reprise constante qui se poursuivrait jusqu'à la fin de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 050 millions de dollars au 30 avril 2020 (2 800 millions au 31 octobre 2019), contre 2 398 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Le tableau suivant présente les principales variables économiques que nous avons utilisées pour estimer notre provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. D'ordinaire, ce tableau est publié une fois par année. Toutefois, en raison d'importants changements apportés à l'information prospective depuis la fin de 2019, les renseignements suivants constituent une mise à jour de l'information contenue dans le Rapport annuel de BMO pour 2019. Les valeurs indiquées représentent les valeurs moyennes nationales de l'année 2020 et de l'année 2021. Le scénario de référence reflète notre point de vue quant au résultat le plus probable. Bien que nous prévoyions un ralentissement net immédiat dans les trois scénarios, nous nous attendons à ce que l'économie se relève à compter du deuxième semestre de 2020 et jusqu'en 2021, grâce à d'importantes mesures de relance. Les taux de chômage sont plus élevés dans les trois scénarios en raison de la récession initiale, par rapport au 31 octobre 2019. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents lorsque cela est jugé approprié. Par ailleurs, nous prenons en compte divers facteurs ayant une incidence sur certains secteurs.

Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes	Scénario favorable				Scénario de référence				Scénario défavorable 1)			
	2020		2021		2020		2021		2020		2021	
	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019
Produit intérieur brut réel 2)												
Canada	(3,7)%	2,9 %	8,6 %	2,5 %	(6,0)%	1,7 %	6,5 %	1,6 %	(7,0)%	(2,3)%	4,9 %	0,5 %
États-Unis	(2,7)%	2,4 %	7,8 %	2,4 %	(5,0)%	1,8 %	6,0 %	1,9 %	(5,8)%	(2,0)%	4,9 %	0,6 %
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB												
Canada	2,2 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,6 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	3,1 %	4,5 %	2,9 %	4,1 %
États-Unis	2,3 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	2,7 %	2,3 %	2,4 %	2,4 %	3,0 %	4,1 %	2,9 %	3,6 %
Taux de chômage												
Canada	7,5 %	5,1 %	6,0 %	5,0 %	8,5 %	5,7 %	7,0 %	5,9 %	10,0 %	8,5 %	9,0 %	9,0 %
États-Unis	6,5 %	3,3 %	5,6 %	3,2 %	7,8 %	3,7 %	6,0 %	3,8 %	8,8 %	6,1 %	6,8 %	6,8 %
Prix des habitations 2)												
Canada 3)	7,0 %	3,7 %	3,3 %	3,7 %	4,0 %	2,0 %	0,0 %	2,5 %	0,3 %	(12,3)%	(4,2)%	(4,7)%
États-Unis 4)	2,8 %	4,4 %	4,6 %	4,2 %	0,5 %	3,0 %	2,2 %	2,7 %	(0,8)%	(5,7)%	0,6 %	(2,2)%

1) Notre scénario défavorable a changé au deuxième trimestre 2020 par rapport à la période de présentation précédente. Au quatrième trimestre de 2019, le scénario défavorable faisait état d'une récession typique qui s'étend sur quatre trimestres, tandis que le scénario défavorable du deuxième trimestre de 2020 faisait état d'un résultat plus défavorable par rapport aux prévisions de notre scénario de référence.

2) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des logements sont des taux de croissance annuel.

3) Au Canada, nous utilisons l'indice composé des prix des habitations HPI.

4) Aux États-Unis, nous utilisons l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le PIB réel agit comme déterminant important de bon nombre des autres principales variables économiques et variables du marché, même si la provision n'est pas sensible qu'à cette variable. Le tableau suivant illustre l'évolution des prévisions du taux de croissance sur un an du PIB réel pour le scénario de base au Canada et aux États-Unis par trimestre civil, lequel fait état d'un ralentissement net immédiat et d'une reprise par la suite. En outre, le tableau montre le niveau du PIB réel exprimé en pourcentage par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019.

Trimestres clos les	31 mars 2020	30 juin 2020	30 septembre 2020	31 décembre 2020	31 mars 2021	30 juin 2021	30 septembre 2021	31 décembre 2021
Taux de croissance annuel du produit intérieur brut réel								
Canada	(1,4)%	(15,8)%	(4,8)%	(2,1)%	1,4 %	18,4 %	5,1 %	2,7 %
États-Unis	(0,7)%	(13,0)%	(3,5)%	(2,8)%	0,6 %	15,6 %	4,6 %	4,1 %
Évolution du PIB réel par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019								
Canada	97,4 %	83,9 %	95,1 %	97,9 %	98,8 %	99,3 %	99,9 %	100,5 %
États-Unis	97,8 %	86,1 %	96,0 %	97,2 %	98,4 %	99,5 %	100,5 %	101,2 %

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situaient à l'étape 1, nos modèles généreraient une provision liée aux prêts productifs d'environ 1 875 millions de dollars (1 050 millions au 31 octobre 2019), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 398 millions (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2020 se trouvent à la page 16 du présent rapport de gestion.

La présente section qui traite de la provision pour pertes sur créances comprend des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives. Se reporter également aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Transferts d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers, dont le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA) qu'a lancé le gouvernement du Canada au cours du trimestre écoulé en tant que mesure annoncée dans le contexte de la COVID-19. Nous évaluons si la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux prêts ont été transférés pour déterminer si les transferts remplissent les conditions de décomptabilisation. Puisque nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de ces prêts hypothécaires titrisés, les transferts ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti à notre bilan consolidé.

Modifications de méthodes comptables

IFRS 16, *Contrats de location*

Le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs sont tenus de comptabiliser un passif au titre de la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location et enregistreront un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. L'incidence sur nos activités de Financement d'équipement et de Financement de matériel de transport est minime. L'incidence la plus importante pour la Banque est la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. Auparavant, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers étaient classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous avons comptabilisé les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'a été comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes. À l'adoption de l'IFRS 16, nous avons choisi d'exclure les immobilisations incorporelles du champ d'application de la comptabilisation des contrats de location.

À la transition, nous avons choisi de comptabiliser l'effet cumulatif de l'adoption de l'IFRS 16 dans les résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des périodes antérieures.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté de manière anticipée, le 1^{er} novembre 2019, la phase 1 des modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui prévoient une mesure d'allègement à l'incertitude entourant la réforme des TIO dans la période précédant le remplacement des TIO. Ces modifications changent certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture, en supposant que le taux de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie de l'élément couvert et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne sont pas modifiés à la suite de la réforme des TIO, ce qui nous permet toujours d'appliquer la comptabilité de couverture. Les modifications prévoient également une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture si une relation de couverture ne satisfait pas aux exigences d'efficacité visées par la réforme des TIO.

L'application obligatoire des modifications prend fin au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture, selon la première occurrence.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2019, nous avons également adopté l'interprétation 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IFRIC 23), de l'IFRS Interpretations Committee, laquelle n'a eu aucune incidence sur nos états financiers au moment de l'adoption.

La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de l'adoption de l'IFRIC 23 et des autres nouvelles normes, y compris l'IFRS 16 et la réforme des TIO.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la page 111 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant à la page 146 de ce même rapport ainsi qu'à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 58.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections *Gestion globale du capital*, *Risques pouvant influencer sur les résultats futurs*, *Risque de liquidité et de financement* et *Risque juridique et réglementaire* qui débutent respectivement aux pages 59, 68, 91 et 103 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler les risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyber-risque, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section *Gestion globale des risques* aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 68 à 71 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2019.

Risques liés à la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la COVID-19 était une pandémie mondiale. La pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur l'économie et les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment dans les territoires où nous sommes présents, a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, a fait baisser les évaluations boursières, a fait reculer les taux d'intérêt, a créé une volatilité et des perturbations importantes sur les marchés financiers, a augmenté les niveaux de chômage et a fait croître les risques de crédit et de marché. En outre, les gouvernements et les organismes de réglementation ont mis en œuvre plusieurs mesures, notamment la fermeture temporaire d'un bon nombre d'entreprises et l'instauration d'exigences en matière de distanciation sociale et de confinement dans bon nombre de territoires où nous sommes présents. Les gouvernements, les autorités monétaires et les organismes de réglementation ont également pris des mesures pour soutenir les particuliers, l'économie, les marchés financiers et le système financier, notamment des mesures budgétaires et monétaires visant à soutenir les revenus, les entreprises et la liquidité, ainsi que des mesures réglementaires concernant les institutions financières. Pour ces raisons, la pandémie de COVID-19, et collectivement les risques qui y sont associés, constitue le principal risque de la Banque.

BMO continue de surveiller les effets de la pandémie de COVID-19. Nous avons réagi rapidement pour relever les défis, notre première priorité étant d'assurer la sécurité de notre personnel et de nos clients. Nous nous sommes rapidement mobilisés et avons fait passer plus de 90 % de notre effectif hors succursales au travail à distance grâce à une technologie améliorée. Nous avons mis en place des procédures de sécurité strictes pour protéger ceux qui doivent accéder aux locaux physiques de BMO, notamment en prévoyant des horaires de nettoyage serrés et l'installation de barrières de protection.

Tout au long de cette période, nous avons maintenu une entière stabilité opérationnelle, y compris l'accès à nos centres d'appels, aux guichets automatiques et aux succursales, dont environ 80 % demeurent ouvertes au Canada et 85 % demeurent ouvertes aux États-Unis par l'intermédiaire des installations de service au volant. Nous avons également mis en œuvre de nouvelles façons de travailler les uns avec les autres et d'interagir avec nos clients, notamment en favorisant l'utilisation accrue d'outils de communication virtuelle, des signatures électroniques et des capacités de traitement numérique.

Nous nous sommes attachés, en priorité, à aider nos clients à s'adapter à la nouvelle situation. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements et les organismes gouvernementaux afin de concevoir et de mettre en œuvre des programmes visant à atténuer les difficultés financières causées par la COVID-19, y compris des reports de paiement et des facilités de prêt visant à aider les particuliers et les entreprises à traverser la crise et à se rétablir.

La pandémie a eu un impact négatif sur les bénéfices de la Banque au cours du trimestre considéré, notamment une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et une baisse des revenus pour les groupes sensibles aux marchés boursiers. La pandémie a également entraîné une augmentation des prêts et des acceptations bruts et une hausse des actifs pondérés en fonction des risques. Si la pandémie de COVID-19 se prolonge, l'impact négatif sur l'économie à l'échelle mondiale pourrait s'aggraver. Elle pourrait continuer à perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales, à faire baisser les évaluations boursières et les taux d'intérêt, à créer une volatilité importante et à perturber les marchés financiers, et augmenter davantage les niveaux de chômage ainsi que le volume des faillites d'entreprises. La demande pour nos produits et services pourrait être fortement touchée, tout comme les revenus nets d'intérêts de la Banque, en raison de la faiblesse des taux d'intérêt. Compte tenu de l'incidence de la pandémie, la Banque pourrait comptabiliser des pertes sur créances élevées dans ses portefeuilles de prêts, y compris dans les secteurs directement touchés par la pandémie, notamment ceux du pétrole et du gaz, de l'accueil, des services de détail et des transports. Fait à noter également, la prestation de divers services à nos clients fait en sorte que BMO est exposé à un risque de marché résiduel, notamment, des risques liés à la variation des niveaux de prix, aux taux d'intérêt, aux taux de change, aux écarts de taux, à la volatilité, à la qualité du crédit des contreparties, à la corrélation entre les divers marchés et les actifs et à d'autres risques, également décrits dans la section *Gestion globale des risques* aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Par ailleurs, pour certaines activités y compris notre activité faisant intervenir des billets liés à des titres de participation aux termes de laquelle nous vendons des produits de placement dont les rendements sont liés à des titres de participation, nous sommes exposés aux politiques en matière de dividendes des sociétés qui émettent ces titres de participation sous-jacents.

En raison de l'évolution des conditions économiques et du marché, nous pourrions être amenés à constater des pertes de valeur dans les périodes à venir sur les valeurs mobilières ou les autres actifs que nous détenons. Nos activités commerciales pourraient également être perturbées si nos principaux fournisseurs de biens et de services étaient touchés ou si une partie importante de notre effectif était incapable de travailler efficacement, notamment pour cause de maladie, de quarantaine, de mesures gouvernementales ou d'autres restrictions liées à la pandémie. La pandémie pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à accéder aux marchés financiers, sur notre situation en matière de liquidité et de capital, ou pourrait entraîner un abaissement de nos cotes de crédit. La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation, et pourrait entraîner d'autres augmentations, de certains des risques décrits dans la section *Gestion globale des risques* aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de BMO pour 2019, y

compris les principaux risques et les risques émergents, les risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié à la lutte contre le blanchiment d'argent, le risque lié à la technologie et le cyber risque, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de BMO. Nous pourrions également être confrontés à un risque accru de litiges et de contrôles gouvernementaux et réglementaires en raison des effets de la pandémie de COVID-19 sur la conjoncture du marché et la situation économique, et des mesures prises par les instances gouvernementales en réponse à ces conditions.

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents et notre exposition aux activités de négociation, y compris le potentiel de pertes sur créances, de pertes liées à des contreparties et de pertes de marché accrues, dépendra de l'évolution de la situation, qui est très incertaine et ne peut être prévue, notamment de l'ampleur et de la durée de la pandémie et des mesures prises par les instances gouvernementales et réglementaires, lesquelles pourraient varier selon les pays, et par d'autres tierces parties pour faire face à la pandémie. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers.

Il y a lieu de se reporter à la section *Incidence de la COVID-19*, à la page 9, pour une analyse plus détaillée sur la pandémie.

Perspectives du secteur pétrolier et gazier

Les perspectives de notre secteur pétrolier et gazier ont été touchées par les prix du pétrole qui ont considérablement baissé au cours du trimestre à l'étude, en raison des événements géopolitiques et de la baisse de la demande attribuable à la pandémie de COVID-19. Notre exposition à ce secteur est modérée en regard du total de notre portefeuille de prêts, le solde brut des prêts et acceptations du secteur pétrolier et gazier, soit 15 milliards de dollars, représentant 3 % du total des prêts. Nous continuons à suivre de près toutes les composantes de ce secteur.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 86 à 90 de son Rapport annuel pour 2019.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020				Au 31 octobre 2019				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché Éléments négociés 1)	Non exposés Éléments non au risque de marché négociés 2)		Bilan consolidé	Exposés au risque de marché Éléments négociés 1)	Non exposés Éléments non au risque de marché négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71 593	-	71 593	-	48 803	-	48 803	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 687	113	7 574	-	7 987	242	7 745	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	213 907	83 238	130 669	-	189 438	85 739	103 699	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	119 058	-	119 058	-	104 004	-	104 004	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	468 943	-	468 943	-	426 094	-	426 094	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	41 150	35 713	5 437	-	22 144	19 508	2 636	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	22 473	-	22 473	-	23 593	-	23 593	-	Taux d'intérêt
Actifs divers 3)	42 255	2 479	21 964	17 812	30 132	1 719	13 698	14 715	Taux d'intérêt
Total des actifs	987 066	121 543	847 711	17 812	852 195	107 208	730 272	14 715	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	653 710	16 317	637 393	-	568 143	15 829	552 314	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	45 909	39 331	6 578	-	23 598	20 094	3 504	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	22 473	-	22 473	-	23 593	-	23 593	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	30 212	30 212	-	-	26 253	26 253	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	105 943	-	105 943	-	86 656	-	86 656	-	Taux d'intérêt
Passifs divers 3)	66 242	-	66 089	153	65 881	-	65 766	115	Taux d'intérêt
Dettes subordonnées	7 344	-	7 344	-	6 995	-	6 995	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	931 833	85 860	845 820	153	801 119	62 176	738 828	115	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16). Au 30 avril 2020, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation totalisant 1 976 millions de dollars dans les autres actifs et une obligation locative correspondante de 2 158 millions dans les autres passifs. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 40, pour obtenir de plus amples détails.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension ont augmenté étant donné que la crise de la COVID-19 a entraîné une augmentation prononcée de la volatilité des marchés et une conjoncture de marché difficile, ce qui a modifié les niveaux de risque. L'incidence a été plus marquée sur la VaR liée aux actions et elle a été également significative sur la VaR liée aux taux d'intérêt et sur le risque propre à la dette. L'extrême volatilité du marché a atteint un sommet en mars 2020, bien qu'elle ait persisté jusqu'à la fin du trimestre.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2) 3)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2020				Au 31 janvier 2020	Au 30 avril 2019
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	2,2	1,7	3,3	0,9	0,9	1,5
VaR liée aux actions	20,7	17,5	37,2	5,9	5,6	5,2
VaR liée au change	3,7	3,2	5,6	0,8	1,9	0,5
VaR liée aux taux d'intérêt ⁴⁾	23,5	16,4	31,1	6,8	7,9	8,2
Risque propre à la dette	6,2	2,5	6,4	1,7	2,5	2,6
Diversification	(14,6)	(12,1)	n. s.	n. s.	(8,1)	(9,0)
Total de la VaR – Négociation	41,7	29,2	53,4	9,9	10,7	9,0
Total de la VaR en période de tension – Négociation	63,8	62,7	87,1	44,8	49,8	32,3

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) Au premier trimestre de 2020, une nouvelle méthode de calcul a été utilisée à l'égard de la VaR et de la VaR en période de tension, laquelle a pour effet de scinder la VaR liée au crédit présentée antérieurement en deux, soit la VaR liée aux taux d'intérêt, pour ce qui est du risque d'écart de crédit général, d'une part, et le risque propre à la dette, d'autre part. Les résultats des trimestres précédents ont été fournis à des fins de comparaison. Par ailleurs, le total de VaR liée aux activités de négociation et de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension ne tient plus compte des avantages en matière de diversification découlant du risque propre à la dette.

4) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a diminué par rapport au 31 janvier 2020, en raison surtout du fait que la tarification modélisée des dépôts est moins sensible aux taux d'intérêt lorsque ceux-ci sont moins élevés, étant donné que les taux du marché ont diminué au cours du deuxième trimestre de 2020. L'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une baisse des taux d'intérêt a diminué par rapport au 31 janvier 2020, puisque les taux d'intérêt peuvent maintenant chuter de manière moins importante. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent, et il a augmenté relativement au 31 janvier 2020, en raison surtout de l'augmentation de l'avantage modélisé associé aux hausses subséquentes de taux d'intérêt dans les douze prochains mois, suivant la baisse des taux du marché au deuxième trimestre. La sensibilité du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt a augmenté par rapport au 31 janvier 2020, en raison essentiellement du fait que le taux de certains dépôts peuvent être plus facilement rajustés à la baisse, étant donné que les taux du marché ont diminué au cours du trimestre. L'avantage, pour le résultat, d'une hausse des taux d'intérêt et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt ont été touchés par l'accroissement des dépôts des clients au cours du trimestre à l'étude. Une partie de cette hausse pourrait être temporaire, ce qui pourrait faire reculer l'avantage pour le résultat réel si les taux augmentent, et faire diminuer l'exposition au résultat réel si les taux baissent.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2) 3)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois		
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019
Hausse de 100 points de base	(908,7)	(974,3)	(995,3)	180,6	1,7	58,4
Baisse de 25/100 points de base	114,9	274,3	131,2	(72,1)	(21,9)	(130,2)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Du fait du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité du résultat aux baisses de taux d'intérêt au 30 avril 2020 étaient évaluées en fonction d'une baisse de 25 points de base, comparativement à une baisse de 100 points de base pour les périodes précédentes.

3) Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2020 donnerait lieu à une augmentation de 42 millions de dollars du résultat avant impôts (30 millions au 31 janvier 2020 et 27 millions au 31 octobre 2019). Une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2020 donnerait lieu à une diminution de 11 millions du résultat avant impôts (29 millions au 31 janvier 2020 et 25 millions au 31 octobre 2019 compte tenu d'une baisse de 100 points de base). Sans couverture, une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 30 avril 2020 entraînerait une diminution du résultat avant impôts de 56 millions (59 millions au 31 janvier 2020 et 57 millions au 31 octobre 2019). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 30 avril 2020 entraînerait une augmentation du résultat avant impôts de 57 millions (58 millions au 31 janvier 2020 et 54 millions au 31 octobre 2019). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours de l'exercice 2020. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur de nos passifs au titre des indemnités étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Ce cadre permet à BMO de gérer efficacement l'incidence sur la liquidité et le financement de la pandémie de COVID-19 qui a débuté au deuxième trimestre de 2020.

BMO avait une solide position de liquidité à la fin du premier trimestre et elle a pris des mesures dès le début de la crise et tout au long de celle-ci pour renforcer la position de liquidité de la Banque. La Banque a eu recours aux marchés de gros à terme pour mobiliser du financement à long terme et elle a augmenté ses actifs liquides, notamment les dépôts en espèces des banques centrales et les obligations souveraines, afin de répondre à ses éventuels besoins de financement futurs. BMO a également enregistré un fort afflux de dépôts de clients au cours du trimestre. En outre, compte tenu des perturbations et de la volatilité des marchés, les banques centrales du monde entier ont annoncé un certain nombre de programmes visant à soutenir les marchés financiers et le financement et à fournir des fonds aux clients touchés par la pandémie. BMO a eu recours à ces programmes à l'instar d'autres banques compte tenu des perturbations. Ces programmes sont disponibles au besoin et, dans certains cas, pendant une période prolongée. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT), se sont améliorés au cours du trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 289,2 milliards de dollars au 30 avril 2020, comparativement à 254,2 milliards au 31 janvier 2020. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes de trésorerie et des valeurs mobilières, laquelle découle de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs libellés en dollars américains et des mesures prises pour maintenir une solide position de liquidité dans la conjoncture actuelle des marchés. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés, à la page 45.

Actifs liquides

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020					Au 31 janvier 2020
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71 593	–	71 593	69	71 524	43 510
Dépôts à d'autres banques	7 687	–	7 687	–	7 687	7 148
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	113 525	114 938	228 463	121 290	107 173	92 640
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	47 901	9 247	57 148	26 561	30 587	22 594
Titres de créance d'entreprises et autres	21 341	16 010	37 351	7 511	29 840	31 810
Titres de participation d'entreprises	31 141	46 059	77 200	55 956	21 244	35 265
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	213 908	186 254	400 162	211 318	188 844	182 309
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 3)	25 186	–	25 186	4 055	21 131	21 252
Total des actifs liquides	318 374	186 254	504 628	215 442	289 186	254 219
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 4)	109 459	–	109 459	5 319	104 140	69 601
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	427 833	186 254	614 087	220 761	393 326	323 820

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets liquides non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

4) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts de la Banque qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Actifs grevés

(en millions de dollars canadiens)

Au 30 avril 2020

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	79 280	-	69	-	79 211
Valeurs mobilières 5)	425 348	181 637	33 736	12 363	197 612
Prêts et acceptations	443 757	75 053	5 319	259 245	104 140
Autres actifs					
Instruments dérivés	41 150	-	-	41 150	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	22 473	-	-	22 473	-
Bureaux et matériel	3 973	-	-	3 973	-
Écart d'acquisition	6 785	-	-	6 785	-
Immobilisations incorporelles	2 526	-	-	2 526	-
Actifs d'impôt exigible	1 898	-	-	1 898	-
Actifs d'impôt différé	1 391	-	-	1 391	-
Actifs divers	25 682	10 943	-	14 739	-
Total des autres actifs	105 878	10 943	-	94 935	-
Total des actifs	1 054 263	267 633	39 124	366 543	380 963

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 janvier 2020

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	52 890	-	2 232	-	50 658
Valeurs mobilières 5)	408 187	172 476	32 150	12 759	190 802
Prêts et acceptations	405 347	64 120	809	270 817	69 601
Autres actifs					
Instruments dérivés	22 035	-	-	22 035	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	24 362	-	-	24 362	-
Bureaux et matériel	3 957	-	-	3 957	-
Écart d'acquisition	6 396	-	-	6 396	-
Immobilisations incorporelles	2 430	-	-	2 430	-
Actifs d'impôt exigible	1 705	-	-	1 705	-
Actifs d'impôt différé	1 562	-	-	1 562	-
Actifs divers	16 668	3 963	-	12 705	-
Total des autres actifs	79 115	3 963	-	75 152	-
Total des actifs	945 539	240 559	35 191	358 728	311 061

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 12,4 milliards de dollars au 30 avril 2020, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de la Banque, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau ci-après présente les composantes du RLCT de BMO. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, le RLCT moyen quotidien a été de 147 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le ratio du RLCT moyen a augmenté en regard de celui du trimestre précédent établi à 135 %, du fait principalement d'une hausse des actifs liquides de haute qualité. Les actifs liquides de haute qualité ont augmenté en raison surtout de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs libellés en dollars américains, d'un fort afflux de dépôts de clients et des activités de gestion des liquidités. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BMO Financial Corp. et la banque mère. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 44.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 91 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Il y a également lieu de se reporter aux sections *Incidence de la COVID-19* et *Gestion des risques*.

Ratio de liquidité à court terme

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2020	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	187,5
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	211,9	14,9
Dépôts stables	100,7	3,0
Dépôts moins stables	111,2	11,9
Financement de gros non garanti, dont :	191,0	99,1
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	83,7	20,9
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	76,1	47,0
Dettes non garanties	31,2	31,2
Financement de gros garanti	*	20,9
Exigences supplémentaires, dont :	164,4	33,1
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	13,4	4,6
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,3	2,3
Facilités de crédit et de liquidité	148,7	26,2
Autres obligations de financement contractuelles	0,7	-
Autres obligations de financement conditionnelles	406,6	7,5
Total des sorties de trésorerie	*	175,5
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	160,0	33,5
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10,1	5,3
Autres entrées de trésorerie	8,8	8,8
Total des entrées de trésorerie	178,9	47,6
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		187,5
Total des sorties nettes de trésorerie		127,9
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		147
Trimestre clos le 31 janvier 2020		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		171,0
Total des sorties nettes de trésorerie		127,3
Ratio de liquidité à court terme (%)		135

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 62 jours ouvrables au deuxième trimestre de 2020.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 449,1 milliards de dollars au 30 avril 2020, en hausse par rapport à 387,1 milliards au 31 janvier 2020. Tant les dépôts des entreprises que les dépôts des particuliers ont augmenté de façon importante, étant donné que les clients ont conservé leurs liquidités afin de répondre à d'éventuels besoins de financement dans le contexte actuel. Le raffermissement du dollar américain a également contribué à la croissance. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 30 avril 2020, ces dépôts se chiffraient à 24,0 milliards, en baisse par rapport à 29,7 milliards au 31 janvier 2020.

Au 30 avril 2020, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 206,1 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 65,3 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 140,8 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 201,4 milliards au 31 janvier 2020 en raison principalement de l'affaiblissement du dollar canadien sur le financement libellé en dollars américains, en partie contré par les échéances du financement de gros. Au cours du trimestre, BMO a émis des titres d'emprunt à long terme non garantis et garantis afin de répondre aux besoins de financement et de renforcer la liquidité. L'augmentation de l'encours du financement à long terme au cours du trimestre a été largement compensée par une diminution du financement sur le marché monétaire. De plus, BMO a recueilli des dépôts et obtenu des fonds dans le cadre de conventions de pension sur titres, principalement par l'entremise des mécanismes de prise en pension de la Banque du Canada, à l'instar d'autres banques. L'encours des emprunts aux termes d'autres programmes de la banque centrale n'était pas important à la fin du deuxième trimestre de 2020 et ces emprunts ont depuis été en grande partie remboursés. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce

sujet figurent à la page 47. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 289,2 milliards au 30 avril 2020 et qui, tel qu'il est décrit à la page 44, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne), qui est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. La Banque continue d'être en bonne position pour respecter les exigences relatives à la TLAC lorsqu'elles entreront en vigueur. Pour de plus amples renseignements sur le régime de capitalisation interne des banques au Canada et les exigences relatives à la TLAC, il y a lieu de se reporter à la section *Évolution de la réglementation sous Gestion du capital*, à la page 19.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020								Au 31 janvier 2020
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d'autres banques	2 595	111	361	307	3 374	–	7	3 381	7 466
Certificats de dépôt et papier commercial	7 057	11 045	22 318	15 842	56 262	–	–	56 262	60 556
Billets de dépôt au porteur	118	–	533	15	666	–	–	666	320
Papier commercial adossé à des actifs	731	1 520	1 499	–	3 750	–	–	3 750	3 356
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	8 981	2 101	7 141	18 223	16 910	33 905	69 038	63 862
Billets structurés non garantis de premier rang ²⁾	–	–	13	–	13	22	3 903	3 938	3 430
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	369	863	981	2 213	4 125	13 568	19 906	19 564
Obligations couvertes	–	1 403	2 288	2 288	5 979	4 525	17 859	28 363	23 387
Autres titrisations adossées à des actifs ³⁾	–	–	35	150	185	2 825	4 857	7 867	7 008
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	7 526	7 526	7 290
Autres ⁴⁾	–	3 866	–	–	3 866	–	1 557	5 423	5 129
Total	10 501	27 295	30 011	26 724	94 531	28 407	83 182	206 120	201 368
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	731	7 158	4 685	3 419	15 993	11 475	37 841	65 309	58 444
Financement non garanti	9 770	20 137	25 326	23 305	78 538	16 932	45 341	140 811	142 924
Total ⁵⁾	10 501	27 295	30 011	26 724	94 531	28 407	83 182	206 120	201 368

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des dépôts et des obligations couvertes émises pour accéder aux programmes de la banque centrale, des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 49, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Avances des FHLB.

5) Le total du financement de gros était constitué de 53,1 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 153,0 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 30 avril 2020.

Évolution de la réglementation

Au cours du trimestre à l'étude, la Banque du Canada a établi la forme définitive de son mécanisme permanent d'octroi de liquidité à plus d'un jour. Ce mécanisme vise à donner l'assurance qu'une institution financière admissible confrontée à une période temporaire de tension sur sa liquidité aura accès aux liquidités de la banque centrale à des conditions connues à l'avance. Une institution est admissible au mécanisme si la Banque du Canada n'a aucune inquiétude quant à sa solidité financière. Les octrois de liquidité sont laissés à la discrétion de la Banque du Canada. BMO, à l'instar d'autres institutions financières canadiennes, a contracté un emprunt de faible valeur aux termes du programme en avril 2020, afin de démontrer les capacités de celui-ci. L'emprunt de BMO a été remboursé avant la fin du deuxième trimestre 2020.

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le BSIF a procédé à la mise en œuvre définitive à l'échelle nationale du RSLT au deuxième trimestre de 2019. En vertu de ces directives, les banques d'importance systémique (BIS) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLT minimal de 100 % avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020 et de rendre public leur RSLT avec prise d'effet pour le trimestre prenant fin le 31 janvier 2021. Le RSLT de BMO excédait le seuil réglementaire minimal au 30 avril 2020. Par ailleurs, le BSIF a modifié le RLCT et d'autres paramètres de liquidité en vertu de la ligne directrice sur les normes de liquidité et de la ligne directrice B-6, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur nos liquidités ni sur notre approche de gestion du financement.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 162 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, Standard & Poor's (S&P) et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO.

Le 3 avril 2020, Fitch a révisé la perspective de notation de BMO et d'autres banques canadiennes, la faisant passer de stable à négative en raison des perturbations de l'activité économique et des marchés financiers causées par la pandémie mondiale de la maladie à coronavirus. Pour tenir compte de l'évolution des critères de notation, Fitch a abaissé la note de la dette subordonnée de BMO, la faisant passer de « A+ » à « A ».

Au 30 avril 2020

Agence de notation	Dette à court terme	Dette de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dette subordonnée – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Négative
DBRS	R-1(élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 30 avril 2020, si les cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 256 millions de dollars, 659 millions et 1 012 millions, respectivement.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2020									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	70 566	-	-	-	-	-	-	-	1 027	71 593
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 976	1 646	584	879	602	-	-	-	-	7 687
Valeurs mobilières	3 407	5 861	7 601	7 421	8 329	21 049	47 300	82 934	30 006	213 908
Titres pris en pension ou empruntés	71 901	37 274	6 928	1 845	767	343	-	-	-	119 058
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 718	3 806	6 602	5 027	4 724	18 920	74 033	9 704	-	125 534
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	745	1 000	1 540	1 419	1 436	5 957	23 174	11 528	23 019	69 818
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 672	7 672
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	17 255	10 181	9 062	7 919	9 165	33 576	103 488	21 897	56 152	268 695
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 776)	(2 776)
Total des prêts, déduction faite de la provision	20 718	14 987	17 204	14 365	15 325	58 453	200 695	43 129	84 067	468 943
Autres actifs										
Instruments dérivés	3 345	3 033	2 242	2 814	1 786	4 284	11 094	12 552	-	41 150
Engagements de clients aux termes d'acceptations	19 404	2 700	369	-	-	-	-	-	-	22 473
Divers	1 990	638	242	36	26	26	4	4 723	34 570	42 255
Total des autres actifs	24 739	6 371	2 853	2 850	1 812	4 310	11 098	17 275	34 570	105 878
Total des actifs	195 307	66 139	35 170	27 360	26 835	84 155	259 093	143 338	149 670	987 067

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2020									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	6 354	4 892	4 958	1 395	12 984	-	112	200	5 993	36 888
Entreprises et administrations publiques	20 199	30 678	33 095	13 930	19 372	23 233	52 821	11 620	192 402	397 350
Particuliers	4 837	12 670	16 936	14 721	11 671	7 659	13 235	1 631	136 112	219 472
Total des dépôts	31 390	48 240	54 989	30 046	44 027	30 892	66 168	13 451	334 507	653 710
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 895	4 643	2 834	4 902	1 912	5 771	12 227	10 725	-	45 909
Acceptations	19 404	2 700	369	-	-	-	-	-	-	22 473
Titres vendus à découvert	30 212	-	-	-	-	-	-	-	-	30 212
Titres mis en pension ou prêtés	76 132	13 391	3 743	5 517	6 703	457	-	-	-	105 943
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	20	1 192	959	1 525	467	7 496	13 431	2 798	-	27 888
Divers	9 591	4 218	106	450	156	702	2 820	3 189	17 122	38 354
Total des autres passifs	138 254	26 144	8 011	12 394	9 238	14 426	28 478	16 712	17 122	270 779
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	7 344	-	7 344
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	55 234	55 234
Total des passifs et des capitaux propres	169 644	74 384	63 000	42 440	53 265	45 318	94 646	37 507	406 863	987 067

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2020									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)										
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 589	-	-	-	5 589
Contrats de location	-	2	7	10	13	53	208	1 018	-	1 311
Prêt de titres	4 589	-	-	-	-	-	-	-	-	4 589
Obligations d'achat	47	94	142	34	26	123	200	45	-	711

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)										31 octobre 2019
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 844	-	-	-	-	-	-	-	959	48 803
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 088	1 893	1 081	714	211	-	-	-	-	7 987
Valeurs mobilières	2 680	3 420	2 797	3 508	4 670	15 001	46 687	66 005	44 670	189 438
Titres pris en pension ou empruntés	75 936	21 562	4 819	859	518	-	310	-	-	104 004
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 691	2 059	5 285	6 818	7 138	22 309	68 143	10 297	-	123 740
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	645	519	991	1 272	1 502	4 823	22 391	11 947	23 646	67 736
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 859	8 859
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 490	7 072	6 168	7 760	6 547	24 687	87 486	20 331	55 068	227 609
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 850)	(1 850)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 826	9 650	12 444	15 850	15 187	51 819	178 020	42 575	85 723	426 094
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 209	1 867	877	830	911	2 375	5 095	8 980	-	22 144
Engagements de clients aux termes d'acceptations	20 694	2 562	173	159	5	-	-	-	-	23 593
Divers	1 951	593	245	12	5	7	5	4 475	22 839	30 132
Total des autres actifs	23 854	5 022	1 295	1 001	921	2 382	5 100	13 455	22 839	75 869
Total des actifs	169 228	41 547	22 436	21 932	21 507	69 202	230 117	122 035	154 191	852 195

(en millions de dollars canadiens)										31 octobre 2019
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 177	4 187	1 215	319	1 174	-	-	201	4 543	23 816
Entreprises et administrations publiques	21 088	28 511	21 209	22 334	18 023	22 983	49 292	11 759	147 958	343 157
Particuliers	3 607	8 932	12 080	13 390	15 706	11 418	13 257	2 031	120 749	201 170
Total des dépôts	36 872	41 630	34 504	36 043	34 903	34 401	62 549	13 991	273 250	568 143
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 329	2 574	1 240	970	1 032	2 985	6 798	6 670	-	23 598
Acceptations	20 694	2 562	173	159	5	-	-	-	-	23 593
Titres vendus à découvert	26 253	-	-	-	-	-	-	-	-	26 253
Titres mis en pension ou prêtés	83 681	1 459	760	450	-	-	306	-	-	86 656
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1	1 655	1 340	1 033	1 038	5 350	13 779	2 963	-	27 159
Divers	12 325	3 188	33	29	74	537	3 596	2 406	16 534	38 722
Total des autres passifs	144 283	11 438	3 546	2 641	2 149	8 872	24 479	12 039	16 534	225 981
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	6 995	-	6 995
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	51 076	51 076
Total des passifs et des capitaux propres	181 155	53 068	38 050	38 684	37 052	43 273	87 028	33 025	340 860	852 195

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)										31 octobre 2019
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 868	3 777	5 698	8 832	12 511	21 574	102 113	5 643	-	162 016
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 550	-	-	5 550
Contrats de location	32	66	98	97	96	361	931	2 119	-	3 800
Prêt de titres	4 102	-	-	-	-	-	-	-	-	4 102
Obligations d'achat	53	98	138	133	137	111	187	69	-	926

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 83 et 84 de son Rapport annuel pour 2019. Nos expositions dans les pays européens au 30 avril 2020 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Au 30 avril 2020		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Pays GIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	351	-	-	-	-	-	1	195	-	196
Italie	15	-	-	-	-	-	3	-	-	3
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	194	61	-	-	-	61	-	-	11	11
Total – pays GIPE	560	61	-	-	-	61	4	195	11	210
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)										
France	235	29	-	-	86	115	253	6	4	263
Allemagne	428	579	48	-	521	1 148	101	6	23	130
Luxembourg	416	-	-	-	-	-	-	18	-	18
Pays-Bas	402	488	-	-	-	488	23	167	-	190
Autres 8)	12	-	2	-	218	220	1	1	11	13
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	1 493	1 096	50	825	1 971	378	198	38	614	4 078
Reste de l'Europe										
Norvège	656	200	-	-	-	200	4	15	3	22
Suède	42	305	10	-	350	665	4	1	-	5
Royaume-Uni	2 332	41	636	-	8 664	9 341	368	251	804	1 423
Autres 8)	237	159	-	-	-	159	94	8	-	102
Total – reste de l'Europe	3 267	705	646	9 014	10 365	470	275	807	1 552	15 184
Total – Europe 9)	5 320	1 862	696	9 839	12 397	852	668	856	2 376	20 093

Au 31 janvier 2020		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Total – pays GIPE	555	-	-	-	-	-	2	287	1	290
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	1 226	1 355	48	1 068	2 471	147	225	11	383	4 080
Total – reste de l'Europe	2 836	659	468	8 420	9 547	246	225	21	492	12 875
Total – Europe 9)	4 617	2 014	516	9 488	12 018	395	737	33	1 165	17 800

Se reporter aux notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Pays	Prêts ²⁾						
	Tranche financée au 30 avril 2020			Au 30 avril 2020		Au 31 janvier 2020	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande ⁷⁾	2	349	-	364	351	386	377
Italie	15	-	-	15	15	14	14
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	152	42	-	249	194	238	164
Total – pays GIIPE	169	391	-	628	560	638	555
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)							
France	169	66	-	376	235	365	225
Allemagne	237	191	-	634	428	591	386
Luxembourg	97	211	108	610	416	425	249
Pays-Bas	62	340	-	447	402	380	357
Autres ⁸⁾	12	-	-	12	12	9	9
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	577	808	108	2 079	1 493	1 770	1 226
Reste de l'Europe							
Norvège	31	625	-	1 218	656	1 171	591
Suède	8	34	-	90	42	72	-
Royaume-Uni	6	2 326	-	3 525	2 332	3 212	2 049
Autres ⁸⁾	12	225	-	347	237	398	196
Total – reste de l'Europe	57	3 210	-	5 180	3 267	4 853	2 836
Total – Europe ⁹⁾	803	4 409	108	7 887	5 320	7 261	4 617

- 1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 30 avril 2020 : Une sûreté de 1,0 milliard d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (87 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 76 millions d'euros; des garanties de 11,7 milliards de dollars (244 millions dans les pays GIIPE).
- 2) La tranche financée comprend les prêts.
- 3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 139 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 30 avril 2020 (*inclut une position nette de 101 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 15 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).
- 5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (38 milliards de dollars en Europe au 30 avril 2020).
- 6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 7) Exclut les réserves de 43 millions de dollars au 30 avril 2020 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.
- 8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 5 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 4 pays.
- 9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 96 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le			Pour les semestres clos le	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	4 689 \$	4 963 \$	4 825 \$	9 652 \$	9 632 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 363	1 359	1 405	2 722	2 719
Dépôts à d'autres banques	101	193	183	294	405
	6 153	6 515	6 413	12 668	12 756
Charges d'intérêts					
Dépôts	1 738	2 127	2 110	3 865	4 189
Dettes subordonnées	66	70	69	136	139
Autres passifs (note 1)	831	930	1 099	1 761	2 121
	2 635	3 127	3 278	5 762	6 449
Revenus nets d'intérêts	3 518	3 388	3 135	6 906	6 307
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	277	252	254	529	502
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	313	304	290	617	581
Revenus (pertes) de négociation	(217)	141	111	(76)	204
Commissions sur prêts	322	325	288	647	565
Frais de services de cartes	80	99	116	179	221
Frais de gestion de placements et de garde de titres	430	456	426	886	854
Revenus tirés de fonds d'investissement	348	366	356	714	703
Commissions de prise ferme et de consultation	239	285	250	524	494
Profits (pertes) sur titres, autres que de négociation	(11)	64	42	53	91
Profits de change, autres que de négociation	21	47	51	68	89
Revenus (pertes) d'assurance	(166)	880	710	714	1 759
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	34	26	52	60	81
Autres	76	114	132	190	279
	1 746	3 359	3 078	5 105	6 423
Total des revenus	5 264	6 747	6 213	12 011	12 730
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	1 118	349	176	1 467	313
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	(197)	716	561	519	1 487
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	1 902	2 128	2 010	4 030	4 082
Bureaux et matériel (note 1)	806	757	767	1 563	1 495
Amortissement des immobilisations incorporelles	156	151	138	307	271
Déplacements et expansion des affaires	118	121	143	239	269
Communications	83	79	78	162	152
Honoraires	128	133	141	261	262
Autres	323	300	318	623	621
	3 516	3 669	3 595	7 185	7 152
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	827	2 013	1 881	2 840	3 778
Charge d'impôts sur le résultat (note 11)	138	421	384	559	771
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	689 \$	1 592 \$	1 497 \$	2 281 \$	3 007 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 10)					
De base	1,00 \$	2,38 \$	2,27 \$	3,38 \$	4,55 \$
Dilué	1,00	2,37	2,26	3,37	4,54
Dividendes par action ordinaire	1,06	1,06	1,00	2,12	2,00

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020
Bénéfice net	689 \$	1 592 \$	1 497 \$	2 281 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts				
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net				
Variation nette des profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	170	110	46	280
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(36)	(20)	(15)	(56)
	134	90	31	224
Variation nette des profits latents sur les couvertures de flux de trésorerie				
Profits latents sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	1 380	210	433	1 590
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	21	24	49	45
	1 401	234	482	1 635
Profits nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 487	209	556	1 696
Profits latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (Pertes) latentes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(304)	(47)	(103)	(351)
	1 183	162	453	1 345
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	73	(128)	(2)	(55)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	351	(70)	(98)	281
	424	(198)	(100)	226
Autres éléments du résultat global, après impôts	3 142	288	866	3 430
Total du résultat global attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	3 831 \$	1 880 \$	2 363 \$	5 711 \$

1) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (62) millions de dollars, de (38) millions et de (17) millions pour le trimestre et de (100) millions et de (78) millions pour le semestre, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 10 millions de dollars, de 7 millions et de 5 millions pour le trimestre et de 17 millions et de 10 millions pour le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (497) millions de dollars, de (76) millions et de (156) millions pour le trimestre et de (573) millions et de (430) millions pour le semestre, respectivement.

4) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (7) millions de dollars, de (9) millions et de (18) millions pour le trimestre et de (16) millions et de (31) millions pour le semestre, respectivement.

5) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 110 millions de dollars, de 17 millions et de 38 millions pour le trimestre et de 127 millions et de 33 millions pour le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (26) millions de dollars, de 46 millions et de 1 million pour le trimestre et de 20 millions et de 55 millions pour le semestre, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (127) millions de dollars, de 25 millions et de 36 millions pour le trimestre et de (102) millions et de 7 millions pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	30 avril 2020	31 janvier 2020	31 octobre 2019
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71 593 \$	45 742 \$	48 803 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 687	7 148	7 987
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	83 362	97 646	85 903
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	13 572	13 790	13 704
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	74 476	68 407	64 515
Titres de créance au coût amorti	41 592	30 739	24 472
Titres divers	906	877	844
	213 908	211 459	189 438
Titres pris en pension ou empruntés	119 058	105 543	104 004
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	125 534	124 441	123 740
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	69 818	68 629	67 736
Prêts sur cartes de crédit	7 672	8 763	8 859
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	268 695	230 903	227 609
	471 719	432 736	427 944
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(2 776)	(2 023)	(1 850)
	468 943	430 713	426 094
Autres actifs			
Instruments dérivés	41 150	22 035	22 144
Engagements de clients aux termes d'acceptations	22 473	24 362	23 593
Bureaux et matériel (note 1)	3 973	3 957	2 055
Écart d'acquisition	6 785	6 396	6 340
Immobilisations incorporelles	2 526	2 430	2 424
Actifs d'impôt exigible	1 898	1 705	1 165
Actifs d'impôt différé	1 391	1 562	1 568
Actifs divers	25 682	16 668	16 580
	105 878	79 115	75 869
Total des actifs	987 067 \$	879 720 \$	852 195 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 5)	653 710 \$	582 288 \$	568 143 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	45 909	23 231	23 598
Acceptations	22 473	24 362	23 593
Titres vendus à découvert	30 212	27 562	26 253
Titres mis en pension ou prêtés	105 943	100 008	86 656
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	27 888	27 037	27 159
Passifs d'impôt exigible	88	96	55
Passifs d'impôt différé	65	61	60
Passifs divers (note 1)	38 201	35 876	38 607
	270 779	238 233	225 981
Dettes subordonnées (note 5)	7 344	7 023	6 995
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 6)	5 348	5 348	5 348
Actions ordinaires (note 6)	13 000	12 998	12 971
Surplus d'apport	301	303	303
Résultats non distribués (note 1)	29 426	29 510	28 725
Cumul des autres éléments du résultat global	7 159	4 017	3 729
Total des capitaux propres	55 234	52 176	51 076
Total des passifs et des capitaux propres	987 067 \$	879 720 \$	852 195 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 6)				
Solde à l'ouverture de la période	5 348 \$	4 340 \$	5 348 \$	4 340 \$
Émises au cours de la période	-	350	-	350
Solde à la clôture de la période	5 348	4 690	5 348	4 690
Actions ordinaires (note 6)				
Solde à l'ouverture de la période	12 998	12 914	12 971	12 929
Émises en vertu du régime d'options sur actions	2	25	29	30
Rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	(20)
Solde à la clôture de la période	13 000	12 939	13 000	12 939
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	303	308	303	300
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	(2)	-	(2)	4
Autres	-	(1)	-	3
Solde à la clôture de la période	301	307	301	307
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	29 510	26 599	28 725	25 850
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 (note 1)	-	s. o.	(59)	s. o.
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	689	1 497	2 281	3 007
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(52)	(48)	(122)	(100)
Dividendes sur les actions ordinaires	(678)	(639)	(1 356)	(1 278)
Frais d'émission d'actions	-	(4)	-	(4)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	-	-	-	(70)
Escompte net à la vente d'actions propres	(43)	-	(43)	-
Solde à la clôture de la période	29 426	27 405	29 426	27 405
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	116	(142)	26	(315)
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	170	46	280	233
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	(36)	(15)	(56)	(29)
Solde à la clôture de la période	250	(111)	250	(111)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	747	(280)	513	(1 074)
Profits latents sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	1 380	433	1 590	1 190
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	21	49	45	86
Solde à la clôture de la période	2 148	202	2 148	202
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	3 865	3 715	3 703	3 727
Profits latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 487	556	1 696	531
(Pertes) latentes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(304)	(103)	(351)	(90)
Solde à la clôture de la période	5 048	4 168	5 048	4 168
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(511)	21	(383)	169
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	73	(2)	(55)	(150)
Solde à la clôture de la période	(438)	19	(438)	19
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(200)	(126)	(130)	(205)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	351	(98)	281	(19)
Solde à la clôture de la période	151	(224)	151	(224)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	7 159	4 054	7 159	4 054
Total des capitaux propres	55 234 \$	49 395 \$	55 234 \$	49 395 \$

s. o. – sans objet du fait de l'adoption de l'IFRS 16.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	689 \$	1 497 \$	2 281 \$	3 007 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation à la provision relative aux titres, autres que de négociation	1	1	1	1
(Profit) perte net sur les titres, autres que de négociation	10	(43)	(54)	(92)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	16 942	1 532	5 695	(476)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	1 118	176	1 467	313
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	(21 781)	190	(20 021)	5 544
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	24 355	(1 308)	22 260	(2 945)
Amortissement des bureaux et du matériel	201	111	400	216
Amortissement d'autres actifs	50	54	104	107
Amortissement des immobilisations incorporelles	156	138	307	271
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	209	68	222	302
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(17)	(1)	(17)	(3)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	(61)	206	(582)	246
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	(29)	(47)	10	(11)
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(48)	(91)	77	(197)
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	(199)	121	(212)	172
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(3 960)	1 473	(6 595)	(298)
Augmentation nette des dépôts	54 410	11 490	68 738	23 898
(Augmentation) nette des prêts	(30 251)	(12 526)	(34 265)	(26 902)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	2 121	1 391	3 357	3 015
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	2 444	(2 073)	15 261	19 789
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(10 437)	(8 462)	(11 535)	(24 614)
Augmentation nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	452	1 535	292	465
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	36 375	(4 568)	47 191	1 808
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	(62)	1 344	(2 787)	(1 348)
Produit de l'émission des obligations couvertes	4 425	–	4 425	1 878
Remboursement/rachats d'obligations couvertes	(3 296)	–	(5 497)	(2 254)
Produit de l'émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres (note 6)	–	350	–	350
Frais d'émission d'actions	–	(4)	–	(4)
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 6)	1	22	26	26
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	–	–	–	(90)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(748)	(691)	(1 458)	(1 348)
Remboursement des obligations locatives	(86)	–	(168)	–
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	234	1 021	(5 459)	(2 790)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(210)	236	670	912
Achats de titres, autres que de négociation	(34 372)	(10 795)	(53 448)	(26 265)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 496	3 554	7 489	7 789
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	19 366	5 763	25 333	12 323
Bureaux et matériel – (achats) nets	(95)	(95)	(199)	(186)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(214)	(159)	(365)	(304)
Acquisitions	(186)	–	(186)	–
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(12 215)	(1 496)	(20 706)	(5 731)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 457	412	1 764	410
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	25 851	(4 631)	22 790	(6 303)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	45 742	40 470	48 803	42 142
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	71 593 \$	35 839 \$	71 593 \$	35 839 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période	2 794 \$	3 144 \$	5 931 \$	6 266 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	700 \$	309 \$	1 592 \$	713 \$
Intérêts reçus au cours de la période	5 579 \$	5 830 \$	11 747 \$	11 640 \$
Dividendes reçus au cours de la période	419 \$	440 \$	823 \$	843 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2020 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, de l'interprétation 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IFRIC 23), de l'IFRS Interpretations Committee, et des modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39) et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7), du fait de la réforme des taux d'intérêt de référence, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019, qui figurent aux pages 142 à 207 de notre Rapport annuel pour 2019. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 27 mai 2020.

Changements de méthodes comptables

Contrats de location

Le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs sont tenus de comptabiliser un passif au titre de la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location, et d'enregistrer un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. Les changements touchant la comptabilisation du point de vue du bailleur sont minimes.

L'incidence la plus importante pour la Banque est la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. Auparavant, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers étaient classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous avons comptabilisé les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'a été comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes. À l'adoption de l'IFRS 16, nous avons choisi d'exclure les immobilisations incorporelles du champ d'application de la comptabilisation des contrats de location.

Nous avons recalculé l'actif au titre du droit d'utilisation pour une sélection de contrats de location, comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée, et pour les contrats de location restants, nous avons établi l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative. Nous continuerons de comptabiliser les contrats de location de faible valeur à titre de contrats à exécuter, les charges liées aux contrats de location étant comptabilisées sur la durée du contrat de location, sans actif au titre du droit d'utilisation ni obligation locative correspondants. En outre, nous avons combiné les composantes locatives et non locatives (les coûts liés à l'entretien et aux services publics dont les paiements sont fixes, par exemple) dans le calcul des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, le cas échéant.

À la transition, nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de l'adoption de la norme dans les résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} novembre 2019, sans retraiter les chiffres des périodes antérieures. L'incidence sur le bilan consolidé au 1^{er} novembre 2019 a représenté une hausse au titre des bureaux et du matériel de 1 965 millions de dollars, une augmentation des autres passifs de 2 024 millions et une baisse des résultats non distribués de 80 millions (59 millions après impôts).

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos engagements locatifs pour des contrats de location simple, présenté en vertu de l'IAS 17, *Contrats de location*, au 31 octobre 2019, ce rapprochement ayant servi au calcul des obligations locatives en date du 1^{er} novembre 2019.

(en millions de dollars canadiens)	1 ^{er} novembre 2019
Engagement au titre d'un contrat de location simple au 31 octobre 2019, tel que présenté dans nos états financiers consolidés	3 800
Actualisation à l'aide du taux d'emprunt marginal au 1 ^{er} novembre 2019	(310)
Obligations découlant de contrats de location-financement comptabilisées au 31 octobre 2019	41
Exemption relative à la comptabilisation des contrats de location de faible valeur	(13)
Options de prorogation et de résiliation dont la certitude de les exercer est raisonnable	37
Frais accessoires non inclus dans l'obligation locative	(166)
Baux signés, mais non encore en vigueur	(1 222)
Obligations locatives comptabilisées au 1 ^{er} novembre 2019	2 167

Dans le cadre de l'évaluation des obligations locatives, nous avons déterminé la valeur actualisée des paiements liés aux contrats de location à l'aide de notre taux d'emprunt marginal au 1^{er} novembre 2019. Le taux moyen pondéré qui a été appliqué était de 2,52 %.

Lorsque nous concluons de nouvelles ententes en tant que preneur, nous comptabilisons un actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative en nous fondant sur la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location calculés à l'aide de notre taux d'emprunt marginal sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location correspond au temps pour lequel le contrat de location est non résiliable auquel s'ajoute toute option de prolongation ou de résiliation que nous avons la certitude raisonnable d'exercer.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité de l'actif sous-jacent ou de la durée du contrat de location, selon la plus rapprochée des deux dates. Nous ajustons l'actif pour tenir compte de toutes pertes de valeur, s'il y a lieu.

L'obligation locative fait l'objet d'un accroissement au titre des intérêts qui sont pris en compte dans le poste autres passifs sous les charges d'intérêts, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des contrats de location. L'obligation locative est réévaluée lorsque des décisions sont prises d'exercer les options aux termes des contrats de location ou que la certitude raisonnable qu'a le preneur d'exercer une option en vertu du contrat change.

Les montants afférents aux contrats de location de faible valeur sont passés en charges au moment où ils sont comptabilisés dans les bureaux et matériel sous les charges autres que d'intérêts.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'IFRIC 23. Cette interprétation apporte des éclaircissements sur les exigences en matière de comptabilisation et d'évaluation de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers au moment de l'adoption.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté par anticipation, le 1^{er} novembre 2019, la phase 1 des modifications de l'IAS 39 et de l'IFRS 7, publiées par l'IASB, qui prévoient une mesure d'allègement liée à la comptabilité de couverture exposée à l'incertitude entourant la réforme des TIO dans la période précédant le remplacement des TIO. Ces modifications changent certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture, en supposant que le taux de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie de l'élément couvert et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne sont pas modifiés à la suite de la réforme des TIO, ce qui nous permet toujours d'appliquer la comptabilité de couverture. Les modifications prévoient également une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture si une relation de couverture ne satisfait pas aux exigences d'efficacité visées par la réforme des TIO.

L'application obligatoire des modifications prend fin au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture, selon la première occurrence.

En vertu de la réforme des TIO, certains taux de référence pourraient être discontinués, des changements pourraient être apportés à la méthodologie, les liquidités pourraient faire l'objet d'une volatilité accrue ou d'une baisse au cours de la transition des TIO aux taux de remplacement. Les banques cesseront de recourir au taux de soumission pour calculer les taux interbancaires offerts à Londres après le 31 décembre 2021.

Dans le but d'assurer la transition des TIO aux taux de remplacement, notre Bureau de transition du TIO évalue les répercussions des changements éventuels de l'infrastructure du marché sur notre gestion du risque, nos modèles, systèmes et processus et il examine les documents juridiques pour s'assurer que la Banque est prête avant que l'application des TIO ne prenne fin. Nous ferons preuve de jugement au moment d'évaluer la nécessité d'établir de nouvelles relations de couverture ou de les réviser. Toutefois, compte tenu du climat d'incertitude des marchés, l'évaluation de l'impact de la transition sur les relations de couverture de la Banque et sur ses stratégies d'atténuation n'en est qu'à ses débuts. Au 1^{er} novembre 2019, le montant nominal de référence des instruments dérivés susceptibles d'être visés par la réforme des TIO, désignés comme des instruments de couverture et échéant après le 31 décembre 2021, se chiffrait à 85 727 millions de dollars selon le TIOL en dollars américains et à 1 560 millions selon les autres TIO susceptibles d'être visés.

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes. Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions ainsi que les transferts d'actifs financiers et la consolidation d'entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

À l'heure actuelle, l'ampleur de toutes les répercussions, tant de la COVID-19 que des mesures gouvernementales et/ou réglementaires prises face à l'épidémie, qui se feront sentir sur les économies canadiennes et américaines et sur les activités de la Banque est extrêmement incertaine et difficile à prévoir. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 30 avril 2020.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, à la page 144 de notre Rapport annuel, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte par les modèles de pertes sur créances attendues en s'appuyant sur les résultats produits par les modèles de pertes sur créances attendues, comme nous le jugeons nécessaire. Dans les cas où les emprunteurs ont choisi de participer à des programmes de report de paiement que nous avons offerts à la suite de la pandémie de COVID-19, les paiements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et, à eux seuls, ne constituent pas une augmentation importante du risque de crédit.

Parmi les jugements que nous posons pour déterminer la provision pour pertes sur créances on compte l'évolution de la situation pouvant faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Instruments financiers évalués à la juste valeur

Nous n'avons apporté aucun changement à nos techniques d'évaluation de la juste valeur par rapport à celles énoncées à la note 17 des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019 aux pages 180 et 181 de notre Rapport annuel. D'autres renseignements sur la juste valeur des instruments financiers figurent à la note 7.

Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement lorsqu'il est probable que le bénéfice imposable des futures périodes sera suffisamment élevé pour permettre d'utiliser les différences temporaires déductibles ou les pertes fiscales et les crédits d'impôt non utilisés. Selon les éléments probants disponibles, dont les projections de la direction au sujet des revenus, nous sommes d'avis qu'il est probable que nos activités commerciales généreront suffisamment de bénéfice imposable pour comptabiliser ces actifs d'impôt différé.

D'autres renseignements sur les impôts sur le résultat figurent à la note 11.

Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles

En raison des répercussions de la conjoncture économique actuelle sur le rendement de notre organisation causées par la pandémie de COVID-19, nous avons passé en revue la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition relativement à certaines unités génératrices de trésorerie (UGT) en mettant à jour les hypothèses clés, dont celles sur les estimations afférentes au coût en capital, aux taux d'actualisation et à la performance réelle et future des activités des UGT. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ont également fait l'objet d'un test de dépréciation. Nous sommes arrivés à la conclusion que la juste valeur diminuée des coûts de la vente est encore supérieure à la valeur comptable de ces UGT et immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. De ce fait, aucune réduction de valeur pour dépréciation n'a été comptabilisée au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020.

Provisions

Une provision, y compris pour la restructuration, est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Banque a une obligation juridique ou implicite actuelle dont elle peut estimer le montant de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour acquitter cette obligation. Des provisions sont comptabilisées selon la meilleure estimation des montants qui seraient nécessaires pour régler toute obligation à la date du bilan, compte tenu des risques et incertitudes connexes. La direction ainsi que des experts externes participent à l'estimation des provisions, le cas échéant. Les coûts réels de la résolution de certaines obligations pourraient être considérablement plus élevés ou moins élevés que les montants des provisions.

On trouvera d'autres renseignements sur les poursuites judiciaires à la note 13.

Transferts d'actifs et consolidation d'entités structurées

Nous concluons des transactions visant le transfert d'actifs avec une entité structurée ou un tiers afin d'avoir accès à d'autres sources de financement. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ou le contrôle ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés. Puisque nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques de remboursement anticipé, de taux d'intérêt ou de crédit associés aux prêts titrisés, les transferts ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti à notre bilan consolidé.

D'autres renseignements sont donnés à la note 3 sur notre appréciation de certains programmes mis en œuvre par le gouvernement en réaction à l'incidence de la COVID-19 eu égard aux conditions de décomptabilisation.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 13 572 millions de dollars (13 704 millions au 31 octobre 2019), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 678 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 10 894 millions (2 899 millions et 10 805 millions, respectivement, au 31 octobre 2019).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 74 476 millions de dollars (64 515 millions au 31 octobre 2019), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 3 millions (2 millions au 31 octobre 2019).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 41 592 millions de dollars (24 472 millions au 31 octobre 2019), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2019).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	27 198	273	3	27 468	11 876	72	4	11 944
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 377	134	3	4 508	5 907	106	1	6 012
l'administration fédérale américaine	13 158	1 024	1	14 181	15 363	617	5	15 975
des municipalités, agences et États américains	5 093	105	16	5 182	4 091	74	4	4 161
d'autres administrations publiques	6 175	210	2	6 383	7 179	158	2	7 335
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	1 423	52	–	1 475	1 953	18	1	1 970
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	10 938	342	11	11 269	11 966	106	42	12 030
Titres de créance d'entreprises	3 800	133	6	3 927	4 899	110	2	5 007
Titres de participation d'entreprises	81	2	–	83	79	2	–	81
Total	72 243	2 275	42	74 476	63 313	1 263	61	64 515

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
– titres de créance	295	407	638	799
Au coût amorti	165	48	311	88
Total	460	455	949	887

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 30 avril 2020 et au 31 octobre 2019. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Exceptionnellement faible	3	-	-	3	-	-	-	-
Très faible	79 449	382	-	79 831	79 011	242	-	79 253
Bas	22 176	2 879	-	25 055	20 853	2 821	-	23 674
Moyen	12 272	5 859	-	18 131	13 651	4 578	-	18 229
Haut	237	508	-	745	124	397	-	521
Non coté	1 234	150	-	1 384	1 531	118	-	1 649
Douteux	-	-	385	385	-	-	414	414
Provision pour pertes sur créances	29	37	17	83	15	32	17	64
Valeur comptable	115 342	9 741	368	125 451	115 155	8 124	397	123 676
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	1 597	43	-	1 640	21 023	25	-	21 048
Très faible	25 370	41	-	25 411	16 491	194	-	16 685
Bas	20 558	698	-	21 256	9 894	346	-	10 240
Moyen	10 730	5 076	-	15 806	10 510	4 264	-	14 774
Haut	399	1 686	-	2 085	397	1 423	-	1 820
Non coté	3 081	78	-	3 159	2 594	107	-	2 701
Douteux	-	-	461	461	-	-	468	468
Provision pour pertes sur créances	106	390	125	621	82	318	136	536
Valeur comptable	61 629	7 232	336	69 197	60 827	6 041	332	67 200
Prêts sur cartes de crédit								
Exceptionnellement faible	1 641	-	-	1 641	2 418	-	-	2 418
Très faible	995	18	-	1 013	1 214	16	-	1 230
Bas	899	171	-	1 070	970	158	-	1 128
Moyen	1 859	1 005	-	2 864	2 020	876	-	2 896
Haut	72	469	-	541	140	440	-	580
Non coté	542	1	-	543	606	1	-	607
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	66	275	-	341	43	193	-	236
Valeur comptable	5 942	1 389	-	7 331	7 325	1 298	-	8 623
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	143 421	8 296	-	151 717	134 587	1 028	-	135 615
Catégorie spéculative	104 172	25 291	-	129 463	96 731	11 553	-	108 284
Liste de surveillance	-	7 189	-	7 189	-	5 556	-	5 556
Douteux	-	-	2 799	2 799	-	-	1 747	1 747
Provision pour pertes sur créances	471	674	586	1 731	263	441	310	1 014
Valeur comptable	247 122	40 102	2 213	289 437	231 055	17 696	1 437	250 188
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	129 380	1 646	-	131 026	134 920	884	-	135 804
Catégorie spéculative	39 234	12 495	-	51 729	45 178	6 435	-	51 613
Liste de surveillance	-	2 736	-	2 736	-	2 133	-	2 133
Douteux	-	-	941	941	-	-	324	324
Provision pour pertes sur créances	168	182	10	360	119	103	22	244
Valeur comptable 2)	168 446	16 695	931	186 072	179 979	9 349	302	189 630

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour épouser les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 30 avril 2020, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 136 millions de dollars (2 094 millions au 31 octobre 2019), dont une tranche de 2 776 millions (1 850 millions au 31 octobre 2019) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 360 millions (244 millions au 31 octobre 2019), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	30 avril 2020				30 avril 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	14	31	27	72	21	39	45	105
Transfert à l'étape 1	5	(4)	(1)	-	7	(6)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	1	-	-	(1)	1	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(2)	2	-	-	(2)	2	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	11	13	2	26	(12)	6	2	(4)
Montages des prêts	2	-	-	2	1	-	-	1
Décomptabilisations et échéances	(1)	(1)	-	(2)	-	(1)	-	(1)
Changements apportés à un modèle	(2)	(2)	-	(4)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	14	5	3	22	(5)	(2)	3	(4)
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(3)	(3)	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2	-	-	2	2
Change et autres	1	1	(2)	-	-	-	(3)	(3)
Solde à la clôture de la période	29	37	27	93	16	37	44	97
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	88	343	125	556	90	326	135	551
Transfert à l'étape 1	38	(36)	(2)	-	42	(39)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(6)	24	(18)	-	(5)	20	(15)	-
Transfert à l'étape 3	-	(27)	27	-	(1)	(26)	27	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(18)	82	61	125	(47)	49	37	39
Montages des prêts	12	-	-	12	10	-	-	10
Décomptabilisations et échéances	(4)	(8)	-	(12)	(4)	(7)	-	(11)
Changements apportés à un modèle	5	25	-	30	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	27	60	68	155	(5)	(3)	46	38
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(84)	(84)	-	-	(69)	(69)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	19	19	-	-	18	18
Change et autres	1	4	(3)	2	1	1	(2)	-
Solde à la clôture de la période	116	407	125	648	86	324	128	538
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	80	220	-	300	75	215	-	290
Transfert à l'étape 1	29	(29)	-	-	24	(24)	-	-
Transfert à l'étape 2	(11)	11	-	-	(6)	6	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(41)	42	-	-	(39)	39	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	12	163	25	200	(20)	79	21	80
Montages des prêts	4	-	-	4	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(6)	-	(7)	(1)	(5)	-	(6)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	32	98	67	197	2	17	60	79
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(89)	(89)	-	-	(83)	(83)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	21	21	-	-	23	23
Change et autres	3	1	1	5	-	(1)	-	(1)
Solde à la clôture de la période	115	319	-	434	77	231	-	308
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	348	519	467	1 334	335	389	217	941
Transfert à l'étape 1	20	(19)	(1)	-	39	(37)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(45)	46	(1)	-	(8)	13	(5)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(40)	41	-	-	(14)	14	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	237	279	236	752	(62)	80	34	52
Montages des prêts	53	-	-	53	50	-	-	50
Décomptabilisations et échéances	(27)	(25)	-	(52)	(24)	(15)	-	(39)
Changements apportés à un modèle	(23)	12	-	(11)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	214	253	275	742	(5)	27	41	63
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(175)	(175)	-	-	(40)	(40)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	16	16	-	-	50	50
Change et autres	18	23	3	44	6	7	(8)	5
Solde à la clôture de la période	580	795	586	1 961	336	423	260	1 019
Total à la clôture de la période	840	1 558	738	3 136	515	1 015	432	1 962
Composition : Prêts	672	1 376	728	2 776	390	915	405	1 710
Autres instruments de crédit 3)	168	182	10	360	125	100	27	252

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2020 (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2019).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les semestres clos le

	30 avril 2020				30 avril 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	15	33	38	86	20	38	44	102
Transfert à l'étape 1	11	(10)	(1)	-	14	(13)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	3	(2)	-	(1)	3	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(3)	3	-	-	(4)	4	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	2	17	7	26	(20)	15	7	2
Montages des prêts	4	-	-	4	3	-	-	3
Décomptabilisations et échéances	(1)	(2)	-	(3)	-	(2)	-	(2)
Changements apportés à un modèle	(2)	(2)	-	(4)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	13	3	7	23	(4)	(1)	8	3
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(6)	(6)	-	-	(7)	(7)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	4	4	-	-	5	5
Change et autres	1	1	(16)	(14)	-	-	(6)	(6)
Solde à la clôture de la période	29	37	27	93	16	37	44	97
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	89	333	136	558	90	326	144	560
Transfert à l'étape 1	79	(74)	(5)	-	87	(80)	(7)	-
Transfert à l'étape 2	(10)	45	(35)	-	(9)	44	(35)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(52)	54	-	(3)	(52)	55	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(62)	144	106	188	(94)	102	60	68
Montages des prêts	23	-	-	23	23	-	-	23
Décomptabilisations et échéances	(8)	(18)	-	(26)	(8)	(17)	-	(25)
Changements apportés à un modèle	5	25	-	30	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	25	70	120	215	(4)	(3)	73	66
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(167)	(167)	-	-	(153)	(153)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	42	42	-	-	72	72
Change et autres	2	4	(6)	-	-	1	(8)	(7)
Solde à la clôture de la période	116	407	125	648	86	324	128	538
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	80	225	-	305	74	219	-	293
Transfert à l'étape 1	57	(57)	-	-	50	(50)	-	-
Transfert à l'étape 2	(16)	16	-	-	(11)	11	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(81)	82	-	-	(79)	79	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(13)	227	48	262	(44)	142	34	132
Montages des prêts	8	-	-	8	10	-	-	10
Décomptabilisations et échéances	(2)	(12)	-	(14)	(2)	(12)	-	(14)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	33	93	130	256	3	12	113	128
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(177)	(177)	-	-	(159)	(159)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	47	47	-	-	46	46
Change et autres	2	1	-	3	-	-	-	-
Solde à la clôture de la période	115	319	-	434	77	231	-	308
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	338	496	311	1 145	298	408	209	915
Transfert à l'étape 1	64	(57)	(7)	-	108	(105)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(53)	55	(2)	-	(25)	36	(11)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(63)	65	-	-	(27)	27	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	176	373	424	973	(118)	139	70	91
Montages des prêts	100	-	-	100	110	-	-	110
Décomptabilisations et échéances	(42)	(50)	-	(92)	(47)	(35)	-	(82)
Changements apportés à un modèle	(23)	12	-	(11)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	220	270	480	970	28	8	83	119
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(216)	(216)	-	-	(71)	(71)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23	-	-	59	59
Change et autres	22	29	(12)	39	10	7	(20)	(3)
Solde à la clôture de la période	580	795	586	1 961	336	423	260	1 019
Total à la clôture de la période	840	1 558	738	3 136	515	1 015	432	1 962
Composition : Prêts	672	1 376	728	2 776	390	915	405	1 710
Autres instruments de crédit 3)	168	182	10	360	125	100	27	252

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 3 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2020 ((3) millions pour le semestre clos le 30 avril 2019).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 30 avril 2020 et au 31 octobre 2019 se présentent comme suit :

	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	270 008	309	1 067	268 632	258 842	207	740	257 895
États-Unis	189 221	419	957	187 845	158 454	256	630	157 568
Autres pays	12 490	–	24	12 466	10 648	–	17	10 631
Total	471 719	728	2 048	468 943	427 944	463	1 387	426 094

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 10 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (22 millions au 31 octobre 2019), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 350 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (222 millions au 31 octobre 2019), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 30 avril 2020 et au 31 octobre 2019 :

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020				Au 31 octobre 2019	
	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)
Prêts hypothécaires à l'habitation	385	17	368	414	17	397
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	461	125	336	468	136	332
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	2 799	586	2 213	1 747	310	1 437
Total	3 645	728	2 917	2 629	463	2 166
Répartition géographique : 2)						
Canada	1 357	309	1 048	914	207	707
États-Unis	2 229	419	1 810	1 715	256	1 459
Autres pays	59	–	59	–	–	–
Total	3 645	728	2 917	2 629	463	2 166

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Le solde brut des prêts douteux et le solde net des prêts douteux ne tiennent pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

4) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 10 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (22 millions au 31 octobre 2019).

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 30 avril 2020 et au 31 octobre 2019. Dans les cas où les emprunteurs ont choisi de participer à des programmes de report de paiement que nous avons offerts à la suite de la pandémie de COVID-19, les paiements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et, à eux seuls, ne constituent pas une augmentation importante du risque de crédit. Par conséquent, ils n'ont pas été inclus dans le tableau ci-dessous.

	Au 30 avril 2020				Au 31 octobre 2019			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	733	650	24	1 407	806	465	16	1 287
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1 342	484	94	1 920	1 590	426	87	2 103
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	431	363	27	821	351	207	59	617
Total	2 506	1 497	145	4 148	2 747	1 098	162	4 007

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 36 millions de dollars et à 54 millions au 30 avril 2020 et au 31 octobre 2019, respectivement.

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts fproductifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques, et celles utilisées reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique future et tiennent compte de données externes élaborées en interne par notre groupe Études économiques. Plusieurs variables utilisées dans nos prévisions ont un niveau élevé d'interdépendance et, par conséquent, les provisions pour dépréciation de prêts prises dans leur ensemble ne sont pas sensibles à un facteur unique en particulier.

Au 30 avril 2020, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne se contracte, en raison d'une chute du PIB réel en 2020 à la suite d'une forte baisse au deuxième trimestre et d'une croissance négative sur un an aux troisième et quatrième trimestres en raison de la pandémie de COVID-19. Cette situation contraste avec notre scénario de référence au 31 octobre 2019 qui prévoyait une croissance économique modérée tant au Canada qu'aux États-Unis pendant la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 400 millions de dollars au 30 avril 2020 (1 325 millions au 31 octobre 2019), contre 2 398 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Au 30 avril 2020, les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font également état d'une contraction de l'économie canadienne, le PIB réel reculant en 2020 pour ensuite remonter en 2021. Dans le cadre de notre scénario défavorable, les bouleversements causés par la pandémie sont plus importants et persistent plus longtemps que dans notre scénario de référence. Cela contraste avec les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable au 31 octobre 2019 qui font état d'une récession typique, qui se traduit par une contraction de l'économie au cours de la première année, suivie d'une reprise constante qui se poursuit jusqu'à la fin de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 050 millions de dollars au 30 avril 2020 (2 800 millions au 31 octobre 2019), contre 2 398 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Le tableau suivant présente les principales variables économiques que nous utilisons pour estimer notre provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. Ce tableau est habituellement fourni une fois par année. Toutefois, étant donné la multitude de changements apportés à l'information prospective depuis la fin de 2019, les informations suivantes ont été fournies à titre de mise à jour au Rapport annuel de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2019. Les valeurs indiquées représentent les valeurs moyennes nationales pour les années civiles 2020 et 2021. Le scénario de référence reflète le résultat le plus probable, à notre avis. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents lorsque cela est jugé approprié et nous tenons compte de facteurs ayant une incidence sur des secteurs particuliers.

	Scénario favorable				Scénario de référence				Scénario défavorable 1)			
	2020		2021		2020		2021		2020		2021	
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019
Produit intérieur brut réel 2)												
Canada	(3,7)%	2,9 %	8,6 %	2,5 %	(6,0)%	1,7 %	6,5 %	1,6 %	(7,0)%	(2,3)%	4,9 %	0,5 %
États-Unis	(2,7)%	2,4 %	7,8 %	2,4 %	(5,0)%	1,8 %	6,0 %	1,9 %	(5,8)%	(2,0)%	4,9 %	0,6 %
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	2,2 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,6 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	3,1 %	4,5 %	2,9 %	4,1 %
États-Unis	2,3 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	2,7 %	2,3 %	2,4 %	2,4 %	3,0 %	4,1 %	2,9 %	3,6 %
Taux de chômage												
Canada	7,5 %	5,1 %	6,0 %	5,0 %	8,5 %	5,7 %	7,0 %	5,9 %	10,0 %	8,5 %	9,0 %	9,0 %
États-Unis	6,5 %	3,3 %	5,6 %	3,2 %	7,8 %	3,7 %	6,0 %	3,8 %	8,8 %	6,1 %	6,8 %	6,8 %
Indice des prix des habitations												
Canada 3)	7,0 %	3,7 %	3,3 %	3,7 %	4,0 %	2,0 %	0,0 %	2,5 %	0,3 %	(12,3)%	(4,2)%	(4,7)%
États-Unis 4)	2,8 %	4,4 %	4,6 %	4,2 %	0,5 %	3,0 %	2,2 %	2,7 %	(0,8)%	(5,7)%	0,6 %	(2,2)%

1) Notre scénario défavorable a changé au cours du deuxième trimestre de 2020 par rapport à celui du trimestre précédent. Au quatrième trimestre de 2019, le scénario défavorable faisait état d'une récession typique qui se poursuit pendant quatre trimestres, alors que le scénario défavorable du deuxième trimestre de 2020 reflète des répercussions plus fâcheuses comparativement aux prévisions formulées dans notre scénario de référence.

2) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des habitations correspondent à des taux de croissance d'un exercice à l'autre.

3) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé de référence IPH.

4) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice du prix des maisons Case-Shiller national.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situaient à l'étape 1, nos modèles généreraient une provision liée aux prêts productifs d'environ 1 875 millions de dollars (1 050 millions au 31 octobre 2019), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 398 millions (1 609 millions au 31 octobre 2019).

Transfert d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers. À compter du trimestre à l'étude, nous avons participé au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA) qu'a lancé le gouvernement du Canada en tant que mesure annoncée dans le contexte de la COVID-19.

En vertu du PAPHA, nous évaluons si la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux prêts ont été transférés pour déterminer si les prêts hypothécaires remplissent les conditions de décomptabilisation. Puisque nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de ces prêts hypothécaires titrisés, les transferts ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti à notre bilan consolidé.

Le gouvernement a également lancé le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (« CUEC ») au cours du trimestre écoulé, aux termes duquel nous accordons des prêts qui sont financés par le gouvernement. Nous avons déterminé que ces prêts remplissent les conditions de décomptabilisation puisque la quasi-totalité des risques et des avantages ont été transférés. Par conséquent, nous ne comptabilisons pas ces prêts dans notre bilan consolidé.

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, mesurer, surveiller et contrôler les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement. Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2019. Cependant, la pandémie de COVID-19 a accru certains risques décrits dans la section Gestion des risques de notre rapport de gestion intermédiaire. L'analyse qui suit présente une mise à jour portant sur les principaux risques.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et compensés de manière centralisée et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Les plus récentes informations au sujet du risque de crédit lié aux prêts figurent à la note 3.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de fluctuations défavorables de la valeur de nos actifs et de nos passifs à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, le cours des titres de participation, les politiques en matière de dividendes et le prix des produits de base, ainsi que leur volatilité implicite, et les écarts de taux, et comprend le risque de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de la gestion du risque structurel de marché lié à nos activités bancaires et d'assurance. Les plus récentes informations concernant les mesures à l'égard du risque de marché sont présentées à la page 42 de notre rapport de gestion intermédiaire.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation et de la confiance des déposants, et la stabilité du bénéfice. Les plus récentes informations portant sur les échéances contractuelles des actifs et des passifs et les engagements hors bilan qui permettent de gérer le risque de liquidité et de financement sont présentées aux pages 49 et 50 de notre rapport de gestion intermédiaire.

Note 5 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4) 5)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019	30 avril 2020	31 octobre 2019
Catégories de déposants :										
Banques 1) 6)	2 501	1 996	2 006	1 530	1 486	1 017	30 895	19 273	36 888	23 816
Entreprises et administrations publiques	42 572	29 083	38 601	33 853	111 229	85 022	204 948	195 199	397 350	343 157
Particuliers	4 331	3 361	26 420	23 084	105 361	94 304	83 360	80 421	219 472	201 170
Total 2) 3)	49 404	34 440	67 027	58 467	218 076	180 343	319 203	294 893	653 710	568 143
Domiciliation :										
Canada	38 237	27 338	56 931	49 911	103 190	90 630	209 194	181 835	407 552	349 714
États-Unis	9 733	6 043	10 061	8 531	113 688	88 604	82 047	86 368	215 529	189 546
Autres pays	1 434	1 059	35	25	1 198	1 109	27 962	26 690	30 629	28 883
Total	49 404	34 440	67 027	58 467	218 076	180 343	319 203	294 893	653 710	568 143

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (note 7).

3) Au 30 avril 2020 et au 31 octobre 2019, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 36 435 millions de dollars et 25 438 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 30 avril 2020 et au 31 octobre 2019, les dépôts comprenaient des dépôts de 316 260 millions et de 279 860 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 42 227 millions et de 36 680 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 283 717 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 180 910 millions étaient domiciliés au Canada, 74 852 millions, aux États-Unis et 27 955 millions dans d'autres pays (258 862 millions, 152 499 millions, 79 682 millions et 26 681 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). Des dépôts de 180 910 millions domiciliés au Canada, 33 643 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 18 086 millions, dans trois à six mois, 36 815 millions, dans six à douze mois et 92 366 millions, dans plus de douze mois (152 499 millions, 26 234 millions, 8 400 millions, 31 155 millions et 86 710 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

5) Comprend 24 703 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 30 avril 2020, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (16 248 millions au 31 octobre 2019). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

6) Comprend des dépôts de 14 206 millions de dollars auprès de la Banque du Canada du fait que nous avons donné en garantie nos propres billets de dépôt au porteur dans le cadre du mécanisme de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada (néant au 31 octobre 2019).

Dette subordonnée

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020, nous n'avons effectué aucune émission ni aucun remboursement au titre de la dette subordonnée.

Note 6 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2020		31 octobre 2019		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	Non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	14 000 000	350	catégorie B – Série 47 2) 3)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		4 690		4 690	
Autres instruments de capitaux propres 4)		658		658	
Actions ordinaires 5) 6)	639 647 399	13 000	639 232 276	12 971	
Capital social et autres instruments de capitaux propres		18 348		18 319	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 177 à 188 de notre Rapport annuel pour 2019.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions émises sont assorties d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les actions puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. À ce titre, les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée est convertible en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée émise (y compris les dividendes déclarés et impayés sur l'émission d'actions privilégiées) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les autres instruments de capitaux propres (billets) émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, les billets sont convertibles en actions ordinaires de la Banque déterminées en divisant a) le produit du multiplicateur de 1,25, et la valeur des billets, par b) le prix de conversion, qui correspond au plus élevé des montants entre le prix plancher de 5 \$ et le cours du marché.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 655 823 actions ordinaires au 30 avril 2020 (6 108 307 actions ordinaires au 31 octobre 2019).

6) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 22 832 et 415 123 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de la Banque à 4,800 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (658 millions de dollars canadiens) (FPUNV) (billets) sont classés comme capitaux propres et font partie de nos fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les billets sont des instruments financiers comportant à la fois une composante passif et une composante capitaux propres. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable à la composante passif des billets et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets seront portées en diminution des résultats non distribués lorsqu'elles seront à payer en mai et en décembre. Les droits des porteurs de nos billets sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers, et ont un classement supérieur à nos actions ordinaires et privilégiées.

Actions ordinaires

Le 25 février 2020, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle nous permettra de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 12 millions d'actions ordinaires sur une période de 12 mois à compter du 3 juin 2020 ou vers cette date. À la lumière de l'annonce faite le 13 mars 2020 par le BSIF selon laquelle tous les rachats d'actions des institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral doivent prendre fin pour le moment, nous avons mis ce processus en suspens. Nous procéderons à la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités conformément aux directives futures du BSIF. Notre présente offre publique de rachat dans le cours normal des activités prend fin le 2 juin 2020.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le 8 avril 2020, nous avons annoncé l'offre d'un escompte de 2 % sur le prix de nouvelles actions dans le cadre du réinvestissement de dividendes en vertu de notre Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le « Régime »). À compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020 et jusqu'à nouvel ordre, un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du Régime s'appliquera aux nouvelles actions ordinaires dans le cadre du Régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le cadre des paiements en trésorerie facultatifs du Régime. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du Régime.

Note 7 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il ya lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 179 à 186, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2020		31 octobre 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Titres					
Titres comptabilisés au coût amorti	41 592	42 113	24 472	24 622	
Prêts 1)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	125 451	126 182	123 676	124 093	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	69 197	69 646	67 200	67 516	
Prêts sur cartes de crédit	7 331	7 331	8 623	8 623	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	262 743	264 445	224 442	225 145	
	464 722	467 604	423 941	425 377	
Dépôts 3)	637 393	638 530	552 314	553 444	
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	27 888	28 409	27 159	27 342	
Dettes subordonnée	7 344	7 399	6 995	7 223	

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision.

2) Ne tient pas compte de 4 257 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 27 millions de prêts classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2020 (2 156 millions et 22 millions, respectivement, au 31 octobre 2019).

3) Ne tient pas compte de 16 317 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (15 829 millions au 31 octobre 2019).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2020				31 octobre 2019		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	8 233	2 206	–	10 439	6 959	1 371	–	8 330
des provinces et municipalités canadiennes	1 647	6 457	–	8 104	3 871	3 656	–	7 527
l'administration fédérale américaine	7 425	1 765	–	9 190	8 001	762	–	8 763
des municipalités, agences et États américains	3	870	–	873	48	626	–	674
d'autres administrations publiques	1 274	1 473	–	2 747	888	697	–	1 585
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	1	17 343	487	17 831	14	10 494	538	11 046
Titres de créance d'entreprises	2 030	6 607	48	8 685	2 620	5 091	7	7 718
Prêts détenus à des fins de transaction	–	93	–	93	–	103	–	103
Titres de participation d'entreprises	25 399	1	–	25 400	40 155	2	–	40 157
	46 012	36 815	535	83 362	62 556	22 802	545	85 903
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	552	123	–	675	410	107	–	517
des provinces et municipalités canadiennes	51	1 351	–	1 402	364	915	–	1 279
l'administration fédérale américaine	10	36	–	46	–	48	–	48
d'autres administrations publiques	–	94	–	94	–	49	–	49
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	–	4	–	4	–	5	–	5
Titres de créance d'entreprises	72	7 662	–	7 734	146	8 071	–	8 217
Titres de participation d'entreprises	1 549	6	2 062	3 617	1 536	69	1 984	3 589
	2 234	9 276	2 062	13 572	2 456	9 264	1 984	13 704
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	24 347	3 121	–	27 468	11 168	776	–	11 944
des provinces et municipalités canadiennes	1 961	2 547	–	4 508	3 798	2 214	–	6 012
l'administration fédérale américaine	13 122	1 059	–	14 181	15 068	907	–	15 975
des municipalités, agences et États américains	–	5 181	1	5 182	1	4 159	1	4 161
d'autres administrations publiques	1 052	5 331	–	6 383	4 396	2 939	–	7 335
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	–	12 744	–	12 744	–	14 000	–	14 000
Titres de créance d'entreprises	386	3 541	–	3 927	2 205	2 802	–	5 007
Titres de participation d'entreprises	–	–	83	83	–	–	81	81
	40 868	33 524	84	74 476	36 636	27 797	82	64 515
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	–	2 256	2 028	4 284	–	442	1 736	2 178
Passifs à la juste valeur								
Titres vendus à découvert	22 899	7 313	–	30 212	22 393	3 860	–	26 253
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets 1)	–	16 317	–	16 317	–	15 829	–	15 829
Passifs au titre des rentes 2)	–	1 151	–	1 151	–	1 043	–	1 043
	22 899	24 781	–	47 680	22 393	20 732	–	43 125
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	27	17 658	–	17 685	14	10 443	–	10 457
Contrats de change	14	17 465	–	17 479	7	9 262	–	9 269
Contrats sur produits de base	777	1 793	–	2 570	329	817	–	1 146
Contrats sur titres de participation	561	2 835	–	3 396	226	997	–	1 223
Swaps sur défaillance	–	20	–	20	–	49	–	49
	1 379	39 771	–	41 150	576	21 568	–	22 144
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	42	12 854	–	12 896	11	7 943	–	7 954
Contrats de change	25	21 909	–	21 934	20	10 843	–	10 863
Contrats sur produits de base	1 130	4 740	–	5 870	218	1 462	–	1 680
Contrats sur titres de participation	167	5 023	–	5 190	103	2 896	–	2 999
Swaps sur défaillance	–	15	4	19	–	101	1	102
	1 364	44 541	4	45 909	352	23 245	1	23 598

1) Ces passifs liés aux billets structurés et aux autres billets inclus dans les dépôts ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Ces passifs au titre des contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 30 avril 2020 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	2 062	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 5x	s. o. 17x
Prêts (3)	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 028	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	82 points de base	130 points de base
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	487	Flux de trésorerie actualisés	Taux de remboursement par anticipation	4 %	65 %
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 4)	(5,30)	7,83

1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 745 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût, qui se rapproche de la juste valeur, et détenons afin de respecter des exigences réglementaires.

3) L'incidence d'une hausse ou d'une baisse hypothétique de 10 points de base de la marge d'escompte pour les prêts aux entreprises et aux administrations publiques est de 1 million de dollars.

4) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement.

s. o. - sans objet

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020, des titres de négociation de 2 942 millions de dollars et de 4 767 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 170 millions et de 499 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 4 005 millions et de 7 264 millions, respectivement, et des titres vendus à découvert de 1 017 millions et de 3 751 millions, respectivement (titres de négociation de 1 954 millions, titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 141 millions, titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 7 282 millions et titres vendus à découvert de 1 740 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2019; titres de négociation de 3 658 millions, titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 464 millions, titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 7 889 millions et titres vendus à découvert de 3 543 millions pour le semestre clos le 30 avril 2019) ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020, des titres de négociation de 603 millions et de 1 270 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de néant et de 61 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 1 989 millions et de 2 718 millions, respectivement, et des titres vendus à découvert de 844 millions et de 914 millions, respectivement (titres de négociation de 2 700 millions, titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 248 millions, titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 464 millions et titres vendus à découvert de 1 966 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2019; titres de négociation de 3 359 millions, titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 352 millions, titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 1 575 millions et titres vendus à découvert de 2 403 millions pour le semestre clos le 30 avril 2019), ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020, des titres de négociation de 90 millions de dollars et de 164 millions, respectivement (26 millions et 45 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019) ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix de ces titres, des titres de négociation de 44 millions et de 172 millions, respectivement (18 millions et 35 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019) ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de la disponibilité des prix observables servant à l'évaluation de ces titres.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2020, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

<u>Variation de la juste valeur</u>										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
(en millions de dollars canadiens) Pour le trimestre clos le 30 avril 2020	Solde au 31 janvier 2020	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2020	
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	540	(76)	28	176	(224)	-	87	(44)	487	(47)
Titres de créance d'entreprises	5	-	-	45	(5)	-	3	-	48	(1)
Total des titres de négociation	545	(76)	28	221	(229)	-	90	(44)	535	(48)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 911	(8)	72	108	(21)	-	-	-	2 062	(9)
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 911	(8)	72	108	(21)	-	-	-	2 062	(9)
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de participation d'entreprises	81	-	-	2	-	-	-	-	83	-
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	82	-	-	2	-	-	-	-	84	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 561	(3)	79	860	-	(469)	-	-	2 028	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	3	-	4	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	3	-	4	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 30 avril 2020 ont été inscrites dans le résultat de la période.

s. o. - sans objet

Variation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens) Pour le semestre clos le 30 avril 2020	Solde au 31 octobre 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2020	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	538	(130)	30	449	(389)	-	161	(172)	487	(84)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	50	(12)	-	3	-	48	(1)
Total des titres de négociation	545	(130)	30	499	(401)	-	164	(172)	535	(85)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 984	(4)	80	186	(185)	-	1	-	2 062	5
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 984	(4)	80	186	(185)	-	1	-	2 062	5
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	81	-	-	2	-	-	-	-	83	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	82	-	-	2	-	-	-	-	84	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 736	(3)	88	940	-	(733)	-	-	2 028	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	3	-	4	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	3	-	4	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 30 avril 2020 ont été inscrites dans le résultat de la période.

s. o. - sans objet

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

<u>Variation de la juste valeur</u>										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 janvier 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2019	
Pour le trimestre clos le 30 avril 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	231	(2)	5	87	(114)	-	26	(18)	215	(6)
Titres de créance d'entreprises	6	-	-	6	(5)	-	-	-	7	-
Total des titres de négociation	237	(2)	5	93	(119)	-	26	(18)	222	(6)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 786	(4)	27	124	(26)	-	-	-	1 907	4
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 786	(4)	27	124	(26)	-	-	-	1 907	4
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	64	-	-	5	-	-	-	-	69	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	65	-	-	5	-	-	-	-	70	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 429	-	48	97	-	(402)	-	-	2 172	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	7	-	-	(7)	-	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	7	-	-	(7)	-	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 30 avril 2019 ont été inscrites dans le résultat de la période.

s. o. - sans objet

Variation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2019	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour le semestre clos le 30 avril 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	255	(7)	4	183	(230)	-	45	(35)	215	(7)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	6	(6)	-	-	-	7	-
Total des titres de négociation	262	(7)	4	189	(236)	-	45	(35)	222	(7)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 825	10	23	247	(198)	-	-	-	1 907	20
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 825	10	23	247	(198)	-	-	-	1 907	20
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	62	-	-	7	-	-	-	-	69	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	63	-	-	7	-	-	-	-	70	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 450	7	44	1 214	-	(543)	-	-	2 172	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	(7)	7	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	(7)	7	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	(2)	-	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 30 avril 2019 ont été inscrites dans le résultat de la période.

s. o. - sans objet

Note 8 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 30 avril 2020, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BISⁱ. Notre situation en matière de capital au 30 avril 2020 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital aux pages 19 à 22 de notre rapport de gestion intermédiaire.

Note 9 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur action au cours des trimestres clos le 30 avril 2020 et 2019. Au cours du semestre clos le 30 avril 2020, nous avons attribué un total de 976 087 options sur actions (931 047 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2019). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 avril 2020 a été de 9,46 \$ l'option (10,23 \$ l'option au cours du semestre clos le 30 avril 2019).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des semestres clos le	30 avril 2020	30 avril 2019
Rendement attendu des actions	4,3 %	5,7 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,4 %	20,0 % - 20,1 %
Taux de rendement sans risque	1,9 % - 2,0 %	2,5 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	101,47	89,90

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Coût des services rendus au cours de la période	63	48	3	3
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	-	(4)	8	9
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	64	45	11	12
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	29	26	-	-
Charge au titre des cotisations définies	37	36	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	130	107	11	12

(en millions de dollars canadiens)

Pour les semestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Coût des services rendus au cours de la période	125	96	6	5
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	-	(9)	16	19
Revenus liés aux services passés	-	(5)	-	-
Charges administratives	2	2	-	-
Charge au titre des prestations	127	84	22	24
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	53	47	-	-
Charge au titre des cotisations définies	98	90	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	278	221	22	24

Note 10 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos détenteurs de capitaux propres de la Banque, après avoir déduit les dividendes sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	689	1 497	2 281	3 007
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(52)	(48)	(122)	(100)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	637	1 449	2 159	2 907
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	639 629	638 574	639 537	638 753
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,00	2,27	3,38	4,55

Bénéfice dilué par action ordinaire

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	637	1 449	2 159	2 907
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	639 629	638 574	639 537	638 753
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	3 433	6 037	3 503	5 356
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(2 844)	(4 351)	(2 550)	(3 787)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	640 218	640 260	640 490	640 322
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,00	2,26	3,37	4,54

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 3 235 957 et 3 074 700 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 99,98 \$ et de 99,81 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2020 (687 059 et 1 343 031 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 104,14 \$ et de 101,82 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 11 : Impôts sur le résultat

Au cours du trimestre, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a produit un nouvel avis de cotisation, et a proposé une nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 330 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2015. Au cours des exercices précédents, l'ARC avait produit un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 611 millions relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2014. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 12 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)), BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 199 à 202 de notre Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 30 avril 2020						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 495	1 129	212	855	(173)	3 518
Revenus autres que d'intérêts	465	315	678	196	92	1 746
Total des revenus	1 960	1 444	890	1 051	(81)	5 264
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	212	124	3	73	1	413
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	285	75	3	335	7	705
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	497	199	6	408	8	1 118
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	(197)	-	-	(197)
Amortissement	133	146	71	57	-	407
Charges autres que d'intérêts	843	671	817	701	77	3 109
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	487	428	193	(115)	(166)	827
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	126	89	49	(41)	(85)	138
Bénéfice net (perte nette) comptable	361	339	144	(74)	(81)	689
Actifs moyens	252 984	144 449	45 175	380 856	122 971	946 435

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 30 avril 2019						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 407	1 035	230	598	(135)	3 135
Revenus autres que d'intérêts	506	281	1 612	638	41	3 078
Total des revenus	1 913	1 316	1 842	1 236	(94)	6 213
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	122	18	(1)	12	(1)	150
Dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs	16	5	1	3	1	26
Dotation à la provision pour pertes sur créances	138	23	-	15	-	176
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	561	-	-	561
Amortissement	83	117	65	38	-	303
Charges autres que d'intérêts	860	658	817	854	103	3 292
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	832	518	399	329	(197)	1 881
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	216	112	94	79	(117)	384
Bénéfice net (perte nette) comptable	616	406	305	250	(80)	1 497
Actifs moyens	235 410	124 679	40 402	344 723	75 762	820 976

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le semestre clos le 30 avril 2020						
Revenus nets d'intérêts	3 052	2 180	443	1 551	(320)	6 906
Revenus autres que d'intérêts	990	620	2 472	869	154	5 105
Total des revenus	4 042	2 800	2 915	2 420	(166)	12 011
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	350	256	3	126	2	737
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	299	92	6	332	1	730
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	649	348	9	458	3	1 467
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	–	–	519	–	–	519
Amortissement	256	286	157	112	–	811
Charges autres que d'intérêts	1 706	1 292	1 643	1 498	235	6 374
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	1 431	874	587	352	(404)	2 840
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	370	184	152	70	(217)	559
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 061	690	435	282	(187)	2 281
Actifs moyens	250 969	138 479	44 692	365 931	114 090	914 161

	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le semestre clos le 30 avril 2019						
Revenus nets d'intérêts	2 842	2 094	462	1 158	(249)	6 307
Revenus autres que d'intérêts	1 021	560	3 520	1 215	107	6 423
Total des revenus	3 863	2 654	3 982	2 373	(142)	12 730
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	236	33	1	13	(6)	277
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	22	(4)	1	17	–	36
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	258	29	2	30	(6)	313
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	–	–	1 487	–	–	1 487
Amortissement	163	227	132	72	–	594
Charges autres que d'intérêts	1 736	1 315	1 646	1 616	245	6 558
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	1 706	1 083	715	655	(381)	3 778
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	442	233	172	149	(225)	771
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 264	850	543	506	(156)	3 007
Actifs moyens	233 332	122 299	39 559	342 594	82 801	820 585

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 13 : Poursuites judiciaires

La Banque et ses filiales sont parties à des poursuites judiciaires, dont des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des activités. Au cours du trimestre écoulé, un tribunal de l'Ontario a prononcé un verdict de responsabilité et accordé l'obligation de rendre compte des bénéfices dans le cadre d'une action collective impliquant BMO Nesbitt Burns Inc., BMO Ligne d'action Inc. et Société de fiducie BMO relativement à la divulgation des écarts de conversion lors de la conversion de devises dans les comptes enregistrés. La compensation monétaire sera fixée, lors d'une audience au premier trimestre de 2021, en fonction des bénéfices dégagés au cours de la période visée par l'action collective; des frais raisonnables y seront retranchés, alors que des intérêts antérieurs au jugement y seront ajoutés. La poursuite réclamait des compensations monétaires pouvant aller jusqu'à 419 millions de dollars (en mai 2019). Nous avons interjeté appel de la décision tout comme les demandeurs.

Bien que l'issue de ces procédures soit difficilement prévisible, la direction ne prévoit pas que ces procédures, prises seules ou en groupe, auront une incidence défavorable significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

Note 14 : Acquisition

Le 6 avril 2020, nous avons réalisé l'acquisition de Clearpool Group Inc. (Clearpool), un fournisseur de solutions de négociation électronique basé à New York et exerçant des activités tant aux États-Unis qu'au Canada, pour une contrepartie en trésorerie de 139 millions de dollars américains (196 millions de dollars canadiens) plus une contrepartie conditionnelle d'environ 8 millions de dollars américains (11 millions de dollars canadiens) fondée sur l'atteinte de certaines cibles en matière de produits sur quatre ans. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 86 millions de dollars et un écart d'acquisition de 140 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de trois à douze ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	Clearpool
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	226
Autres actifs	42
Total des actifs	268
Passifs	61
Prix d'achat	207

La ventilation du prix d'achat de Clearpool pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2019, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 27 mai 2020 à 7 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-340-2217 (région de Toronto) ou au 1-800-806-5484 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 3639556#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au jeudi 25 juin 2020 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 4025448#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-6543

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, les médias et les gouvernements, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2020 : 100,71 \$

Mars 2020 : 66,70 \$

Avril 2020 : 71,80 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2019, nos états financiers consolidés annuels audités, notre notice annuelle et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2019 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.